PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# QUATRIÈME INTERNATIONALE

23e ANNEE N° 25

## Sommaire

**A la défense de la révolution algérienne !**

**Notes éditoriales**

L'Inde un an après la mort de Nehru.
Les « teach-in » des Universités américaines.

**IL Y A 25 ANS, TROTSKY ETAIT ASSASSINE**

La lutte entre la Junte de Barrientos et les masses boliviennes.

**CONTRE LE COURS DE PLUS EN PLUS AGRESSIF DE L'IMPERIALISME AMERICAIN, IL FAUT ETENDRE L'ACTION REVOLUTIONNAIRE.**

Livio MAITAN. — Vers un parti unifié en Italie ?

Pierre FRANK. — Defferre et le pot au lait.

M. LOUFTI. — Crise de régime au Maroc.

William F. WARDE. — Le développement combiné et ses conséquences.

**Les livres.** — Friedrich Engels und das Problem des « geschichtlosen Völker ». — Staline contre Trotsky. — « La Révolution permanente » a paru en arabe. — Construire le parti révolutionnaire.

**Documents.** — A bas l'agression impérialiste à Saint-Domingue. — Les leçons des élections à Ceylan. — Pablo annonce sa rupture avec la IVe Internationale.

**Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.** — Argentine. — Pologne. — U.R.S.S. — Chine. — Belgique.

JUILLET 1965 (3e trimestre)

# SOMMAIRE

Contre le cours de plus en plus agressif de l'impérialisme américain, il faut étendre l'action révolutionnaire ..... 3

A la défense de la révolution algérienne ! ..... 8

Notes éditoriales —
L'Inde un an après la mort de Nehru ..... 9
Les « teach-in » des Universités américaines ..... 11

Il y a 25 ans, Trotsky était assassiné ..... 12

La lutte entre la Junte de Barrientos et les masses boliviennes ..... 15

**Livio MAITAN.** — Vers un parti unifié en Italie ? ..... 19

**Pierre FRANK.** — Defferre et le pot au lait ..... 23

**M. LOUFTI.** — Crise de régime au Maroc ..... 26

**William F. WARDE.** — Le développement combiné et ses conséquences .. 32

**Les livres.** — Friedrich Engels und das Problem des "geschichtlosen Völker" — Staline contre Trotsky. — « La Révolution permanente » a paru en arabe. — Construire le parti révolutionnaire ..... 41

**Documents.** — A bas l'agression impérialiste à Saint-Domingue. — Les leçons des élections à Ceylan. — Pablo annonce sa rupture avec la IVe Internationale ..... 44

**Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.** — Argentine — Pologne — U.R.S.S. — Chine — Belgique ..... 54

**QUATRIEME INTERNATIONALE**

**21, rue d'Aboukir, Paris 2e**

Téléphone : GUT. 06-57

Permanence : tous les jours, de 17 à 18 h. 30.

Abonnements à « Quatrième Internationale »

Un an (4 numéros) .. .. .. .. .. .. 11 F
Abonnement de soutien .. .. .. .. .. .. 15 F

Etranger : un an .. l'équivalent de 3 dollars
(plus frais postaux pour envoi par avion)

Notre C.C.P. : Pierre FRANK 12648-46 Paris

JUILLET 1965

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous**


# IVe INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IVe Internationale


# Contre le cours de plus en plus agressif de l'impérialisme américain, il faut étendre l'action révolutionnaire

Voici cinq mois que les forces armées de l'impérialisme américain attaquent jour après jour le territoire de la République Démocratique du Vietnam, sans qu'elles ne reçoivent une riposte qui les heurte effectivement. Des hommes, des femmes et des enfants sont tués au Nord-Vietnam, le produit de dix années de reconstruction y est détruit sans qu'un obstacle soit dressé sur la voie d'une amplification constante de l'agression impérialiste américaine.

**La Quatrième Internationale attire l'attention des travailleurs et des militants révolutionnaires de tous les pays sur les conséquences d'une gravité incommensurable qui peuvent résulter de cette passivité honteuse ou des réactions insuffisantes des Etats ouvriers et des masses laborieuses.** Loin d'entraîner l'impérialisme dans le guêpier d'une longue guerre d'usure au cours de laquelle il perdrait progressivement ses forces tandis que celles du camp anti-capitaliste resteraient intactes, cette passivité ou cette réaction insuffisante accentueront de plus en plus **l'escalade** de l'agression, amplifieront de plus en plus celle-ci, feront peser des menaces directes et immédiates sur la République Populaire de Chine, sur Cuba socialiste et même sur l'Union soviétique ; elles risquent d'amener l'humanité à brève échéance au bord de la guerre nucléaire mondiale.

La première agression impérialiste dans le golfe du Tonkin, en août 1964, étant restée sans riposte, l'impérialisme américain s'est vu encouragé à multiplier les actes d'agression sur une échelle sans cesse plus large. Il a commencé à bombarder le Nord-Vietnam, d'abord sous prétexte de représailles, puis de manière régulière en abandonnant tout prétexte, se concentrant d'abord sur des objectifs purement militaires, attaquant ensuite des objectifs industriels et des voies de communication, s'apprêtant maintenant à frapper sans merci les grandes villes de ses bombes meurtrières et à s'approcher de plus en plus de la frontière chinoise.

En même temps, il a porté progressivement le nombre de ses troupes stationnant au Sud-Vietnam de 21.000 à 70.000. Il a enfin décidé que celles-ci seraient engagées dans des combats directs contre les héroïques partisans sud-vietnamiens, abandonnant ainsi la fiction qu'il s'agissait simplement de « conseillers ». Ce n'est plus qu'une question de temps pour qu'il transporte la guerre directement sur le territoire du Nord-Vietnam, par son infanterie et son artillerie également, après l'avoir fait précédemment par son aviation.

Pendant la même période, il est intervenu sur le champ en République Dominicaine dès que s'esquissa une révolution populaire ainsi que l'armement du peuple. Il a multiplié ses initiatives contre-révolutionnaires au Congo et dans toute l'Afrique, et il a clairement laissé entendre qu'il est dorénavant résolu à jouer le gendarme dans le monde de manière énergique, frappant avec sa force militaire partout où la révolution ferait de nouveaux progrès.

Cette résolution accentuée, ce cours agressif plus prononcé de l'impérialisme américain, ne peut pas s'expliquer essentiellement par une modification des rapports de forces militaires dans le monde. Il est possible qu'en entreprenant la production en série des fusées intercontinentales, l'impérialisme ait compensé rapidement le retard technique qu'il avait vers la fin des années 1950 dans ce domaine des armements. Mais cela ne modifie pas fondamentalement la situation militaire dans laquelle les Etats-Unis et l'Union Soviétique sont tous les deux capables de frapper de manière mortelle l'adversaire aux moyens d'armes nucléaires.

Ce qui a changé, c'est la situation politique, et notamment l'abandon tacite par les dirigeants de la bureaucratie soviétique de la menace de riposte nucléaire à toute agression impérialiste. Ce qui a changé, c'est que le conflit idéologique sino-soviétique s'est transposé du plan des partis sur le plan des Etats. De ce fait, a été créée l'impression pour l'impérialisme que l'alliance militaire sino-soviétique est rompue et que ces deux Etats sont incapables de ripostes communes et rapides. Ce qui a changé, c'est que la nouvelle direction de la bureaucratie soviétique donne une impression lamentable de faiblesse et de manque de résolution.

Le bilan de la riposte soviétique et de la riposte chinoise devant l'escalade de l'agression impérialiste dans le sud-est asiatique est des plus maigres, des plus insuffisants.

La bureaucratie soviétique a envoyé des fusées anti-aériennes dans le Nord-Vietnam, mais avec un énorme retard et dans des quan-

tités insuffisantes pour influencer le déroulement quotidien des hostilités. Quant à la République Populaire de Chine, malgré des déclarations verbales d'une grande fermeté, elle n'a, elle aussi, accordé jusqu'ici qu'une aide en fait négligeable au combat de l'héroïque peuple vietnamien.

Les apologistes des bureaucraties formulent toutes sortes de raisonnements, fournissent toutes sortes de causes pour justifier cette passivité scandaleuse devant l'agression sans cesse amplifiée de l'impérialisme américain. Les uns affirment qu'une intervention énergique de la bureaucratie soviétique aurait « provoqué » une agression nucléaire, voire le déclenchement de la guerre nucléaire mondiale par l'impérialisme américain. C'est tout à fait faux. La guerre nucléaire mondiale, c'est le suicide certain de la bourgeoisie américaine, qui en a la conscience la plus nette dans ses couches dominantes. Croire que l'impérialisme américain est prêt à se suicider, alors qu'il jouit d'une prospérité économique et d'une puissance militaire inégalée dans le passé, et ce seulement pour effacer une éventuelle « humiliation » dans le sud-est asiatique, c'est vraiment perdre de vue la marge de manœuvre encore très large qui reste à la disposition de cette puissance.

D'autres affirment qu'il s'agit de réagir de manière limitée, afin de permettre à l'impérialisme une « issue honorable », sans laquelle la guerre pourrait « s'éterniser ». C'est prendre pour monnaie courante la théorie répandue par l'impérialisme lui-même selon laquelle son agression n'aurait pour but que de provoquer des négociations pour mettre fin à la guerre au Vietnam. C'est oublier que ce qu'il recherche, c'est l'écrasement militaire de la révolution dans le Sud-Vietnam, l'écrasement militaire de **toute** révolution où que ce soit de par le monde.

On allègue encore que la situation dans le sud-est asiatique « évolue de manière excellente », que l'impérialisme américain « s'isole de plus en plus dans le monde », que les guerilleros sud-vietnamiens accumulent les succès, que l'alliance impérialiste elle-même est ébranlée « jusque dans ses fondements » par l'agression contre le Nord-Vietnam. C'est oublier que la révolution sud-vietnamienne était sur le point de l'emporter en février quand commença l'intervention américaine sur grande échelle, que la victoire est maintenant considérablement retardée, qu'on ne voit pas très bien comment les partisans pourraient jamais chasser l'impérialisme de quelques têtes de pont puissamment couvertes par la VII^e Flotte, que le peuple et la République du Nord-Vietnam payent cette « excellente situation politique » de sacrifices de plus en plus lourds, enfin qu'en même temps un précédent des plus dangereux a été créé, celui de permettre à l'impérialisme d'attaquer **impunément** le territoire d'un Etat ouvrier, d'un Etat faisant partie du camp anti-capitaliste.

Les Chinois affirment plus particulièrement que leur situation est délicate et qu'ils doivent éviter de donner à l'impérialisme des prétextes qui faciliteraient une agression de grande envergure contre la République Populaire de Chine, notamment le bombardement atomique du centre chinois de production d'armes nucléaires. Il est vrai que l'impérialisme américain est terriblement tenté de passer à pareille

agression, et qu'il a multiplié les « avertissements publics » à l'égard de la République Populaire de Chine. Mais il est clair que la seule riposte efficace devant pareille menace ne consiste pas dans une abstention de fait par rapport au Nord-Vietnam. Elle consiste dans la reconfirmation énergique de l'alliance militaire sino-soviétique. Le gouvernement chinois devrait réclamer du Kremlin qu'il affirme publiquement et solennellement qu'il considérera toute attaque nucléaire contre la Chine comme une attaque contre son propre territoire, qui déclencherait automatiquement des représailles nucléaires contre le territoire des Etats-Unis. C'est le seul moyen de faire reculer l'impérialisme américain, à un moment où celui-ci n'est nullement décidé à jouer le tout pour le tout, et à se suicider.

Plus généralement, le seul moyen d'arrêter l'impérialisme américain dans sa course calculée d'escalade dans l'agression, c'est une riposte énergique et frappante, dans les faits. La seule chose que cet impérialisme respecte, c'est la force. Les débats politiques, l'irritation de l'opinion internationale, les ennuis avec ses alliés, les protestations verbales de Moscou et de Pékin, ce sont pour lui des facteurs de dixième ordre qui l'influencent à peine, et qui ne le feront certainement pas s'arrêter.

La seule chose qui aurait pu arrêter l'agression contre le Nord-Vietnam, c'eût été une intervention instantanée et massive de l'aviation soviétique. La seule chose qui aurait pu arrêter l'intervention contre-révolutionnaire contre le Congo et contre la République Dominicaine, c'était une riposte instantanée soviétique, comme lors de l'intervention impérialiste contre l'Egypte.

Bien loin d'augmenter le danger de conflagration nucléaire, une telle intervention l'aurait étouffé dans l'œuf. **Bien loin de réduire le danger de conflagration nucléaire, la passivité ou la réaction insuffisante des Etats ouvriers devant l'agression impérialiste encourage l'impérialisme à amplifier sans cesse son agression, à en étendre le rayon d'action, à toucher directement le territoire de la République Populaire de Chine. Ainsi tend à se créer une situation dans laquelle la riposte des Etats ouvriers doit s'élever parallèlement à l'escalade impérialiste. Ainsi tend à se créer une situation dans laquelle l'impérialisme sera tellement engagé qu'il risque de ne voir comme issue que la fuite en avant et l'emploi des « armes nucléaires tactiques ».**

C'est pourquoi la Quatrième Internationale, consciente de ses responsabilités, appelle les travailleurs du monde entier à lutter pour que se développent parallèlement les trois ripostes les plus efficaces à l'agression contre-révolutionnaire sans cesse amplifiée de l'impérialisme.

Sans étouffer ou ramener dans le domaine des conciles secrets le débat idéologique sur l'orientation du mouvement communiste international, qui se poursuivra et doit se poursuivre, les gouvernements des Etats ouvriers, et avant tout ceux de l'Union soviétique et de la République Populaire de Chine, doivent constituer un front unique inébranlable contre l'impérialisme, réaffirmer publiquement l'alliance sino-soviétique et l'inviolabilité du territoire de tous les Etats ouvriers, et accorder sur le champ une ample aide à la République Démocratique du Vietnam et au Front National de Libération du Sud-Vietnam, avant

tout une aide en aviation et en défense contre avions, modernes et efficaces.

Dans tous les pays, le mouvement ouvrier, les organisations ouvrières, les masses laborieuses, doivent se mobiliser en permanence, afin de déclencher de vastes actions de protestation contre l'agression impérialiste et de solidarité avec la révolution vietnamienne en butte à la répression contre-révolutionnaire. Suivant l'exemple brillant des dockers australiens, les dockers, les cheminots, les camionneurs doivent refuser de transporter des hommes et du matériel destinés à renforcer les armées d'intervention dans le Vietnam. Des manifestations, des veillées devant les ambassades et consulats des Etats-Unis, des actions d'étudiants et des grèves, doivent harceler sans cesse l'opinion publique et la tenir en haleine, non sous les mots d'ordre de « paix » ou de « négociation », mais : **« Hors du Vietnam les troupes américaines ». « Solidarité pleine et entière avec les héroïques guerilleros sud-vietnamiens »,** qu'il faut aider à remporter rapidement la victoire.

Partout où les conditions le permettent, il faut déclencher des luttes révolutionnaires de grande envergure anti-impérialistes et anti-capitalistes, ou déclencher des luttes armées de guerilla qui peuvent relancer le combat révolutionnaire. Plusieurs pays dans le monde connaissent aujourd'hui des conditions favorables soit pour le déclenchement de vastes mobilisations révolutionnaires de masse, soit pour le déclenchement d'audacieuses actions de guérilla. Comme l'a précisé **Fidel Castro** dans son discours du Premier Mai, le développement de la révolution dans un nombre de plus en plus élevé de pays constitue le meilleur moyen d'affaiblir l'impérialisme, de l'obliger à disperser ses forces armées contre-révolutionnaires, de le déborder et de le placer dans des difficultés inextricables. Seule la riposte d'une stratégie révolutionnaire globale à la stratégie contre-révolutionnaire de l'impérialisme permettra de le tenir aujourd'hui en haleine, et créera ainsi les conditions favorables à une reprise et une amplification des forces révolutionnaires au sein même des forteresses impérialistes, forces révolutionnaires qui sont seules capables de désarmer l'ennemi avant qu'il ne cherche à précipiter l'humanité dans un holocauste nucléaire quand il sentira passer le souffle de la mort.

22 juin 1965.

Le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale

# A la défense de la révolution algérienne

Le coup d'Etat militaire d'Alger du 19 juin met fin à l'alliance entre l'aile du FLN dirigée par Ben Bella, orientée vers le socialisme et liée aux masses au moyen de l'autogestion, et « l'armée des frontières » dirigée par Houari Boumedienne favorable à un « socialisme arabe » islamique. C'est cette alliance qui avait permis à la combinaison Ben Bella-Boumedienne d'écarter l'ancienne équipe du GPRA dans l'été 1962. Le coup d'Etat constitue une grave atteinte à l'aile gauche de la révolution algérienne et met en danger l'acquis principal de cette révolution, l'autogestion ouvrière des entreprises nationalisées.

L'appui immédiatement accordé au nouveau régime par les Oulémas, l'absence de tout appui au coup d'Etat de la part des syndicats et des jeunesses du FLN, les arrestations massives de militants de gauche, les premières manifestations populaires contre le coup d'Etat et en faveur de Ben Bella, tout cela confirme cette analyse du sens fondamental de ce grave développement.

D'autre part, il serait erroné de voir dans la dictature militaire de Boumedienne l'instrument direct d'une contre-révolution sociale, de forces bourgeoises ou néo-colonialistes. Subjectivement, Boumedienne et les cadres de l'armée sont favorables au maintien, peut-être même à l'expansion — dans un sens nassérien — du secteur nationalisé de l'économie. Objectivement, le nouveau régime est un régime bonapartiste qui, dans le rapport des forces donné entre les classes, ne pourrait, pendant toute une période, réintroduire le capitalisme dans les secteurs nationalisés. Il n'est pas exclu que, pour consolider son pouvoir, Boumedienne fasse des pas en direction de la deuxième réforme agraire promise par Ben Bella, bien que celle-ci irait à l'encontre des désirs des gros propriétaires algériens qui se profilent derrière la fraction cléricale musulmane dont Boumedienne s'est fait le porte-parole. Notamment du fait de son isolement des masses, Boumedienne sera, plus encore que Ben Bella, obligé de se concilier les bonnes grâces de l'impérialism français.

La manière facile dont Ben Bella a pu être éliminé du pouvoir, alors que son prestige semblait être au plus haut point et qu'il paraissait avoir dans ses mains tous les rouages gouvernementaux, démontre la justesse des critiques que les marxistes révolutionnaires n'avaient cessé de joindre à l'appui qu'ils avaient accordé à Ben Bella contre les forces de droite qui cherchaient à bloquer, à ralentir et à dévoyer la révotion algérienne.

Les causes de la victoire aisée du coup d'Etat sont très claires. Il n'y avait pas un véritable parti d'avant-garde de masse capable de mobiliser sur tout le territoire national le secteur le plus politisé de la population laborieuse des villes et des campagnes. La deuxième réforme agraire était indéfiniment retardée, décevant ainsi les masses les plus déshéritées des campagnes, auxquelles la révolution n'a pas encore apporté un changement fondamental à leur misère matérielle ni aucune perspective d'amélioration dans un avenir immédiat. Aucune solution n'avait été apportée au pénible problème du chômage, ce qui a contribué gravement à l'apathie et à la démobilisation progressive des masses qui, en mars et en mai 1963, avaient manifesté par centaines de milliers leur appui à une orientation socialiste révolutionnaire. La décision du Congrès du FLN de construire une véritable milice populaire, armant les ouvriers et les paysans pauvres, ne fut jamais réalisée. Bref, le coup d'Etat militaire, mis en route en plein nuit, l'emporta en quelques heures parce que la révolution n'avait pas été poussée jusqu'au bout, jusqu'à l'instauration d'un Etat ouvrier basé sur des comités d'ouvriers et de paysans pauvres exerçant le véritable pouvoir.

L'élimination de Ben Bella par l'aile droite, c'est le prix amer que paye la gauche pour une politique de compromis constants au sommet qui fut substituée depuis plus d'un an à la mobilisation des masses et à l'approfondissement de la révolution. L'absence de mobilisation des masses, d'organisation d'un parti d'avant-garde, d'extension de la révolution, laissa le pays démuni d'un contrepoids puissant à l'armée qui devenait de plus en plus une armée de métier dotée de privilèges par rapport au reste de la population. Ceci ouvrit la voie au coup d'Etat de Boumedienne.

Le bonapartisme personnel croissant que Ben Bella substitua à une politique socialiste révolutionnaire fut un facteur qui contribua considérablement à sa chute. Ben Bella frappait sur les forces de droite, mais il contrebalançait ce fait par des coups sur la gauche. La concentration démesurée du pouvoir personnel reflétait la base étroite

de son régime et, par conséquent, sa vulnérabilité. Il le masquait par des discours et sa capacité de manœuvrer entre les dirigeants des cliques et fractions rivales.

Les révolutionnaires d'Algérie et de tous les pays doivent tirer les leçons qui s'imposent. Une fois de plus, la théorie de la révolution permanente vient de recevoir une confirmation éclatante, hélas, cette fois-ci contrairement au cas de Cuba, dans un sens négatif. Aucun acquis d'une révolution coloniale ne peut être consolidé avant qu'ait été créé un Etat ouvrier, qu'ait été bâti un parti socialiste révolutionnaire, que le pouvoir se trouve dans les mains des ouvriers et des paysans pauvres au moyen d'institutions propres de démocratie prolétarienne.

La révolution algérienne vient de perdre une bataille, mais elle est loin d'être liquidée. Ses racines dans un peuple de douze millions d'hommes et de femmes sont trop profondes, les militants qu'elle a éveillés à la conscience politique au cours de onze années de luttes tumultueuses trop nombreux, les espoirs qu'elle a soulevés dans les masses trop brûlants, pour que le peuple algérien accepte passivement l'instauration d'une dictature militaire qui commencerait par liquider au moins une partie des conquêtes de la révolution.

Même dans la meilleure des hypothèses, le régime de Boumedienne substituerait un programme d' « austérité » et de commandement militaire à l'autogestion, abolirait toute tendance à une extension des institutions populaires du pouvoir, liquiderait ce qui subsiste comme éléments de démocratie ouvrière (Ben Bella lui-même avait contribué en partie à les mettre en question) et étoufferait l'action spontanée des masses, ce qui ne pourrait que renforcer à plus long terme les éléments droitiers au sein de l'appareil d'Etat et de l'économie. Déjà les porte-parole politiques des cercles liés à l'impérialisme et aux milieux d'affaires, qui avaient été chassés par Ben Bella, réapparaissent sur la scène. Le bonapartisme militaire de Boumedienne dresse le spectre d'une Algérie devenant une autre Syrie ou un autre Congo.

La résistance aux fauteurs du coup d'Etat commence à prendre forme. Elle doit s'organiser et s'étendre à tous les domaines, de l'action ouvrière pour la défense de l'autogestion à celui de la lutte politique et de la lutte armée. Il faut sauver la vie des leaders de la gauche et les libérer de prison. Il faut organiser des réseaux clandestins qui feront redémarrer la lutte de masse au premier moment favorable. Il ne faut pas permettre à la dictature militaire de se consolider.

La IVe Internationale qui fut la première organisation à venir à l'aide du FLN dans les plus dures journées de lutte pour la libération, appelle les ouvriers et les paysans pauvres de l'Algérie, du Maghreb, de l'Afrique et de tous les pays du monde à défendre la révolution algérienne contre le nouveau danger. Un recul durable de la révolution algérienne porterait un coup très dur à toute la révolution arabe et africaine.

Dans cette défense de la révolution algérienne menacée, les ouvriers et les paysans pauvres tireront les conclusions de l'expérience récente. La leçon principale est absolument claire. Il faut forger un parti révolutionnaire qui appliquera sans défaillance la Charte d'Alger, qui dirigera la révolution socialiste jusqu'à la victoire par la création d'un gouvernement stable des ouvriers et des paysans pauvres d'Algérie.

Le 23 juin 1965.

# L'Inde, un an après la mort de Nehru

Survenant après l'annulation du voyage prévu aux Etats-Unis, la visite de huit jour du Premier Ministre Shastri en Union soviétique a été acclamée en Inde comme ayant ayant été très réussie. Kossyguine ne l'a-t-il pas accompagné personnellement de Moscou à Leningrad.

Dans un communiqué commun, les deux premiers ministres ont adopté une position commune sur de nombreuses questions. Ils ont exprimé leur « grande préoccu-

pation » au sujet de la situation au Vietnam et demandé un arrêt immédiat des bombardements du Nord-Vietnam. Ils ont également demandé le démantèlement de bases militaires dans des pays étrangers.

Le Premier ministre indien a cherché le soutien de ses hôtes soviétiques dans les conflits de frontières avec la Chine d'une part, et le Pakistan d'autre part. Bien que le communiqué commun ne dise rien à ce sujet, Shastri a fait clairement savoir à son retour que ces questions furent discutées à Moscou et qu'il y fut assuré « de la sympathie et du soutien dans les questions qui nous touchent directement. »

La presse indienne s'est livrée à bien des spéculations pour savoir si l'on assiste à un nouveau changement de la politique étrangère du gouvernement indien. Depuis le conflit de frontières avec la Chine en 1962, New Dehi s'est de plus en plus identifié avec les puissances impérialistes en échange d'aide économique et militaire. Le refus brutal du Président Johnson de recevoir Shastri au cours du mois de juin fut reçu comme un coup violent par les gouvernants indiens.

L'Inde cherche à présent à recevoir une aide substantielle de l'Union soviétique, notamment dans le domaine de l'industrie lourde pour la période du quatrième Plan. Le gouvernement soviétique a répondu favorablement, tandis que les pays impérialistes ont été réticents à donner à la bourgeoisie indienne une aide dans le domaine de l'industrie lourde.

Le nouveau conflit de frontières avec le Pakistan au sujet du Rann de Kutch avait pris de sérieuses proportions. Les régimes bourgeois de l'Inde et du Pakistan ont utilisé habilement ce conflit pour créer une hystérie chauvine dans leurs pays respectifs et détourner l'attention des problèmes économiques et politiques immédiats.

Les développements en Inde ont une importance cruciale dans la situation mondiale actuelle. Les impérialistes américains le savent tout aussi bien que les bureaucrates soviétiques. La bourgeoisie indienne est prête à payer n'importe quel prix pour éviter une crise révolutionnaire dans le pays.

Un soutien ouvert de l'impérialisme américain serait très dangereux pour la direction bourgeoise de l'Inde dans le contexte des vastes protestations contre les interventions américaines au Vietnam et dans la République Dominicaine. Le gouvernement Shastri a besoin d'une enveloppe attrayante et s'efforce d'y parvenir avec l'aide de la bureaucratie soviétique.

D'autre part, le Kremlin cherche un accord avec la bourgeoisie indienne en contraste à Washington. Il est prêt à sacrifier les luttes des masses indiennes afin de maintenir le statu quo.

Shastri utilisera le prestige provenant de sa visite en URSS pour donner de son régime une image de non alignement. La visite l'a également aidé à écarter une sérieuse menace pour sa direction dans le Parti du Congrès.

En ce qui concerne la situation intérieure, la politique répressive du gouvernement indien ne donne aucune indication de s'atténuer. Les dirigeants du PC pro-Pékin sont toujours en prison. Le dirigeant du Kashmir, Sheik Abdullah, qui venait de rentrer d'un voyage dans le monde, a été interné parce qu'il avait demandé une interview privée à Chou En Lai à Alger. Les libertés publiques sont étouffées au nom d'un état « d'urgence » créé par les conflits de frontières. Toutes les grèves et manifestations de masse ont été pratiquement interdites.

Le PC pro-Moscou et les partis socialistes petits bourgeois contribuent à entretenir une atmosphère de chauvinisme sous le prétexte de combattre « l'agression » du Pakistan. Le PC pro-Moscou s'est engagé à « donner » un soutien total aux mesures de défense du pays ». Il a également « condamné le soutien chinois au Pakistan ». Des dirigeants syndicaux appartenant au PC pro-Moscou se sont présentés à la même tribune que des dirigeants du Congrès, du Jan Sangh, et des partis socialistes petits bourgeois dans une manifestation de masse le 23 mai à Bombay pour inviter les ouvriers de l'industrie à abandonner une journée de travail à un fonds créé à la mémoire de Nehru.

Par contre, le PC pro-Pékin a refusé de prendre position sur le conflit de frontière indo-pakistanais. L'un des dirigeants, E.M.S. Namboodiripad, a refusé de signer une déclaration soumise à tous les partis appelant à un meeting public à Trivandrum pour condamner « l'agression pakistanaise ».

# Les "teach-in" des universités américaines

**Le 24 mars dernier, plus de 3000 étudiants et des professeurs de facultés de l'Universités de Michigan s'engagèrent dans le premier « teach-in » qui consista en une série de douze heures de conférences, discussions, meetings, eté., au cours de laquelle ils examinèrent l'histoire honteuse de l'intervention américaine dans le sud-est asiatique. Le succès de cette initiative donna naissance à un Comité inter-universitaire pour une enquête publique sur le Vietnam, qui rassemble 150 groupes dans le pays. Des « teach-in » furent tenus dans 50 universités. Le 15 mai, il y eut à Washington un « teach-in » national auquel participèrent, par le truchement de la radio et de la télévision, plus de cent universités dans 35 états rassemblant une centaine de milliers de personnes dans des meetings locaux. Ce « teach-in » reçut une très grande publicité dans la presse et dans de nombreuses émissions de radio et de télévision.**

**Au meeting de Washington où furent invitées des personnalités célèbres des milieux universitaires ainsi qu'une personnalité étrangère, Isaac Deutscher, l'assistant particulier de Johnson, Mc George Bundy qui devait y participer se déroba en envoyant une lettre à la dernière minute.**

**Il est certain que, d'un point de vue abstrait, on pourrait relever bien des faiblesses dans le mouvement qui s'est ainsi produit, mais il faut, pour le juger correctement, le placer dans la situation générale aux Etats-Unis où les directions des syndicats ouvriers emboitent le pas au pouvoir, où la vie politique est très primitive. Ce mouvement dans l'immédiat gêna énormément le State Department.**

**Présent à un débat organisé à l'Université de Berkeley, en Californie, I. Deutscher écrit :**

« Pendant trente-six heures, en plein air, discours, exposés, satires politiques, chansons kolkloriques se succédèrent... Je suis monté à la tribune bien après minuit. Quinze mille étudiants, sagement assis sur une pelouse du campus, se trouvaient rassemblés. La nuit était fraîche. Le vent soufflait. Les organisateurs proposèrent de tenir la réunion dans une salle voisine. Mais les étudiants, drapés dans des couvertures, bravant le souffle froid du Pacifique, concentrés sur les problèmes exposés, ne voulaient pas bouger. Il se passait, à quelques mètres de là, quelque chose d'extraordinaire : des volontaires donnaient leur sang pour les victimes des bombardements américains au Vietnam. Cent litres furent recueillis sur le thème « Johnson envoie du napalm, nous leur enverrons du sang. ». Quelqu'un suggéra même de former une brigade pro-vietcong sur le modèle des brigades internationales de la guerre d'Espagne. »

**Mais le phénomène a une signification qui dépasse ses effets immédiats. Les universitaires et les étudiants ne constituent qu'une faible partie de la société américaine, mais ils sont le symptôme témoignant pour l'avenir, d'un réveil de l'esprit critique dans le domaine de la politique internationale et de la pensée sociale.**

**Cette jeunesse aborde les grands problèmes de l'humanité très sérieusement, très concrètement, et une importante partie d'entre elle se débarasse aisément des clichés « anticommunistes », parvient à distinguer le stalinisme du marxisme, et par son exemple annonce une nouvelle période de la vie politique et sociale dans le plus puissant bastion du capitalisme dans le monde.**

**Il serait évidemment présomptueux de se prononcer sur les rythmes. Mais l'entrée en lice de la jeunesse universitaire dans les pays capitalistes développés (car ce qui se passe aux Etats-Unis n'est pas circonscrit à ce pays, même s'il prend des formes spécifiques aux conditions de chaque pays dans lequel il se manifeste), en même temps que la jeunesse des Etats ouvriers, et plus particulièrement de l'Union soviétique, réagit contre le conformisme hérité du stalinisme, annoncent que la marche du monde vers le socialisme ne tardera pas à s'accélérer.**

# Il y a vingt-cinq ans

Le 20 août 1940, il y a un quart de siècle, Léon Trotsky était assassiné par un agent de Staline. A l'époque, dans le fracas de la deuxième guerre mondiale, c'est presque comme un fait-divers que l'événement fut annoncé dans le monde. Et, pourtant, ce crime illustrait un des points culminants sinon le plus haut sommet de la vague réactionnaire qui submergea aussi bien le monde capitaliste que l'Etat ouvrier isolé de l'époque. Dans la société capitaliste, Hitler avait étendu sa puissance de la frontière soviétique à l'Atlantique. Il allait tourner ses feux contre l'U.R.S.S.. En Union soviétique même et dans le mouvement ouvrier communiste, le stalinisme l'avait emporté à travers les exterminations des vieux bolcheviks.

Dans la deuxième guerre mondiale, où des millions d'hommes allaient périr, la révolution reprit son souffle et sa marche en avant.

Staline, au lendemain de la victoire militaire sur le fascisme, voulut une fois encore exterminer par les mêmes moyens terroristes les aspirations révolutionnaires renaissantes en U.R.S.S. et dans les nouveaux Etats ouvriers. Les derniers mois de son existence laissaient déjà entrevoir l'échec de cette tentative.

Vingt-cinq ans nous séparent de l'assassinat de Trotsky. Quel chemin a été parcouru ! La vérité, certes, ne l'a pas encore emporté et de rudes épreuves restent à franchir pour qu'il en soit ainsi. Mais qui, aujourd'hui, pourrait douter de l'issue? Les « déstalinisateurs » qui président à présent aux destinées de l'Union soviétique craignent tout autant que Staline que l'activité et l'œuvre de Trotsky soient vraiment connues des jeunes générations de l'U.R.S.S. et des autres Etats ouvriers. Dans le monde colonial, une conception est aujourd'hui dominante, celle de la révolution permanente, qu'aucune argutie ne peut détacher du nom de Trotsky. Dans le monde capitaliste, les jeunes générations qui n'ont vécu ni la réaction d'avant la deuxième guerre mondiale ni les illusions de la Libération, qui vomissent les vieilles directions réformistes et staliniennes, que le welfare state laisse pour le moins indifférentes, se précipitent sur les œuvres de Trotsky qui, à présent, connaissent des tirages impressionnants et elles y trouvent le marxisme révolutionnaire plus jeune, plus rayonnant, plus éblouissant que jamais. Le mur auquel nous nous sommes heurtés des années durant paraît avoir soudainement disparu.

Il reste bien sûr encore nombre de pourfendeurs de Trotsky et du trotskysme. Mais qui trouve-t-on dans ce lot? En dehors de dirigeants éduqués à l'école stalinienne qui agissent par défense d'intérêts bureaucratiques, les antitrotskystes d'aujourd'hui, ce sont ou bien

ceux qui, chaque année, viennent mettre leur nom sur la longue liste des gens qui démontrent « l'erreur», la « faillite » du marxisme, ou bien ceux qui, après avoir emboîté fidèlement le pas à Staline prétendent qu'on ne les y reprendra plus, et qui, pour cela, abandonnent tout ce qui était dans leurs bagages idéologiques, tout sauf un article · l'antitrotskysme. Ils avaient suivi Staline comme le représentant d'une révolution assagie respectueuse du statu quo, il ne peut être question pour eux de retrouver la voie de la révolution. Ils sont pour les voies parlementaires et pacifiques, les « voies nouvelles » que Bernstein avait préconisées et d'autres avant lui. Tous ces antitrotskystes d'aujourd'hui, autant de morts qui s'enterrent réciproquement.

L'œuvre de Trotsky, ses apports théoriques et politiques chaque jour font de nouveaux progrès. Pourtant, ce qu'il considérait comme le plus décisif dans les dernières années de son activité, se heurte encore aux résistances les plus grandes, y compris parmi pas mal de ceux qui

*Léon Trotsky et Natalia Sedova.*

se déclarent attachés aux idées qu'il défendit: la Quatrième Internationale, tout en faisant des progrès sensibles, n'est encore qu'une force par ses idées non une force sur le plan de l'action des masses.

Les obstacles à la reconstruction d'une Internationale marxiste révolutionnaire de masse se sont montrés beaucoup plus grands qu'on pouvait le supposer il y a un quart de siècle. La longue période de stalinisme avec ses profonds ravages de cadres du mouvement ouvrier, le cours imprévu de la révolution mondiale passant par les pays écono-

miquement les moins développés, le retard de la révolution prolétarienne en Europe, tout cela a créé au sein même du mouvement des masses des obstacles inattendus à la reconstruction d'une véritable Internationale ouvrière.

Les difficultés que rencontre aujourd'hui la Quatrième Internationale sont avant tout l'expression du poids que le passé fait encore peser sur le mouvement ouvrier tel qu'il est organisé. Mais les difficultés des directions bureaucratiques sont infiniment plus grandes que celles du mouvement trotskyste. Et c'est cela qui est essentiel. Car la décomposition du monolithisme stalinien n'est pas un obstacle, c'est une précondition au déblayement du passé, à la clarification, à l'élaboration, au regroupement sur un programme rénové à la lumière des grandes expériences. Les rythmes ne sont pas ceux que Trotsky prévoyait, les formes ne sont pas celles que la société telle qu'elle était il y a un quart de siècle permettait d'envisager, mais ses idées, parce qu'elles étaient dans la lignée des maîtres de la révolution socialiste, sont celles sur lesquelles la classe ouvrière connaîtra la victoire finale sur le capitalisme et assurera son émancipation et celle de l'humanité tout entière.

En commémorant le vingt-cinquième anniversaire de la mort de Léon Trotsky, la Quatrième Internationale exprimera que les années qui se sont écoulées lui font partager plus fortement que jamais la conviction profonde que Trotsky, frappé à mort, exprimait dans ses dernières paroles : « Je suis sûr de la victoire de la Quatrième Internationale ».

# La lutte entre la junte de Barrientos et les masses boliviennes

*Nous avions publié dans notre précédent numéro le texte d'une déclaration de l'organisation trotskyste bolivienne, le Parti Ouvrier Révolutionnaire, sur la chute du régime Paz Estenssoro et l'accession au pouvoir de la Junte militaire de Barrientos. Cette déclaration (de novembre 1964) laissait prévoir un prochain conflit entre cette junte et les masses laborieuses. Ce conflit se produisit pendant le mois de mai 1965, à la suite d'une provocation délibérée de la junte, sous l'instigation du C.I.A. américain, qui avait forgé une correspondance entre le dirigeant des mineurs Juan Lechin et... le secrétaire du P.C. italien Longo.*

*Nous publions ci-après :*

*a) un article paru dans le numéro du 1er mai de* Lucha Obrera, *organe du P.O.R., « Avant l'épreuve de force », qui annonce l'inéluctabilité de l'agression par la Junte.*

*b) une correspondance datée du 30 mai, « Les ouvriers résistent à la contre-révolution », qui donne un tableau des luttes qui se sont déroulées et de la situation qui en est résultée.*

## Avant l'épreuve de force

La junte militaire a déclaré que sa politique était de centre-gauche, et a appelé à la formation d'un front des partis politiques de centre-gauche, qui soutiendrait la candidature du général Barrientos aux élections présidentielles.

Cet appel a mobilisé tous les opportunistes, qui s'empressent de s'intituler pareillement « centristes de gauche ». Depuis le P.I.R. (« Parti de la gauche révolutionnaire ») ressuscité jusqu'à l'« Union républicaine » des patrons de mines et de M. Hertzog, en passant par le « Parti de la gestion des entreprises », dirigé par Crespo, tous se prétendent centristes de gauche, cherchant par ce moyen à se raccrocher aux généraux, et à gagner avec eux le « Palacio del Gobierno » aux prochaines élections.

Cela montre clairement que la junte militaire aussi bien que les partis réactionnaires s'intitulent « centristes de gauche » dans le but de tromper et d'égarer le peuple. Conscients de leur impopularité, les partis de droite se cachent sous un masque qui puisse paraître attrayant, et leur permettre de faire passer en contrebande leur marchandise politique.

Mais, outre la présence de ces partis, son contenu politique dénonce comme une duperie ce prétendu « centre gauche ». Dans le discours où il a adopté cette position, le général Barrientos a énoncé un programme de droite, anticommuniste et anti-ouvrier, au service de l'impérialisme.

Dès le départ, l'étiquette de « centre gauche » apparaît ainsi comme l'expression de la contre-révolution, malgré les efforts de certains des opportunistes pour la rendre plus présentable à l'aide d'adjectifs progressistes.

Il est dès lors clair que la pire réaction et les pires groupes opportunistes se sont baptisés eux-mêmes centristes de

gauche. Mais, même s'il en était autrement, la prétendue position de centre gauche ne pourrait être qu'un retour à la révolution démocratique bourgeoise ou nationale, dont le M.N.R. (Mouvement nationaliste révolutionnaire) au pouvoir a épuisé les possibilités.

Après l'expérience du M.N.R. en Bolivie, du péronisme en Argentine et celle, récente, de Belaunde au Pérou, on ne peut plus parler de révolution démocratique bourgeoise. La bourgeoisie et la petite bourgeoise ont prouvé leur incapacité absolue à mettre en œuvre un programme de développement du pays et d'élévation du niveau de vie des masses. Le M.N.R. avait commencé par se placer sur une position de centre-gauche entre la vieille « Rosca » (les propriétaires de mines) et les tendances marxistes. Il se proclamait même anti-impérialiste. Mais il a fini par se prosterner aux pieds du maître yankee, et par rétablir les relations avec les hommes de la vieille « Rosca ».

Le soi-disant centre-gauche, avec ou sans Barrientos, ne serait que la continuation du M.N.R., de ses plans et de ses méthodes. Les ouvriers ne peuvent se laisser une fois de plus prendre à ce mirage, qui a été dénoncé et rejeté par les événements historiques.

En Bolivie, on doit le répéter, il n'y a pas de place pour les positions intermédiaires. La lutte se définira par rapport aux pôles extrêmes de la politique nationale, la contre-révolution fasciste ou la révolution prolétarienne. Aucun groupe ou tendance cherchant une voie intermédiaire n'acquerra de force politique ; il sera, au contraire, rapidement liquidé.

Toute tendance centriste ne fait en pratique, à l'heure actuelle, que semer la confusion et renforcer les positions de la droite.

Les ouvriers et leur avant-garde ont le devoir absolu de combattre énergiquement les positions de centre-gauche, car elles sont un obstacle à la lutte de la classe ouvrière pour s'assurer la direction du processus politique. Les centristes tentent d'empêcher le prolétariat d'assumer le rôle de dirigeant de la nation et d'orienter la révolution vers le socialisme.

Face à la radicalisation de la classe ouvrière et à sa politisation constante, l'impérialisme et l'extrême-droite misent sur le centre-gauche justement pour détourner son attention des problèmes principaux et neutraliser ses forces. Mais, nous ne devons pas nous borner à combattre cette déviation bourgeoise, répandue parmi les ouvriers par le P.R.I.N. (Parti révolutionnaire de la gauche nationaliste) et par le P.C.B. (Parti communiste bolivien) ; nous devons lutter pour assurer son rôle dirigeant à la classe ouvrière, en formulant sans hésiter le mot d'ordre d'un gouvernement ouvrier et paysan comme la seule alternative possible dans la situation présente.

1er mai 1965.

# Les ouvriers résistent à la contre-révolution

*La Paz, le 30 mai.* — Le gouvernement militaire a gagné une bataille, mais il est loin d'avoir gagné la guerre. Nous avons à faire face à un gouvernement extrêmement réactionnaire qui va déployer tous ses efforts pour détruire l'organisation syndicale et les formations marxistes révolutionnaires.

L'action de grève qui fut déclenchée en protestation contre l'exil de Juan Lechin et qui avait aussi pour objet une augmentation de salaire et la défense des droits syndicaux reçut comme réponse de la Junte militaire une déclaration de guerre.

Les quartiers ouvriers de La Paz et des autres villes furent occupés militairement au cours d'une lutte armée inégale. Puis vint le bombardement de la station de radiodiffusion Continental appartenant à la Fédération des ouvriers du bâtiment. L'armée s'empara des principaux bâtiments et usines de la Paz. Beaucoup d'ouvriers furent tués ou blessés. L'armée employa un matériel moderne, comportant des mortiers, des bazookas, des avions de chasse et de bombardement.

Elle envahit ensuite les centres miniers. Le district de Milluni, à 75 km de La Paz, avec une population d'environ 5.000 personnes, fut défendu par 500 hommes armés, que soutenaient des centaines de paysans sans armes. L'invasion fut effectuée par 3.000 hommes fortement équipés.

L'aviation mitrailla les mineurs et

bombarda les bastions des mineurs. L'infanterie et les formations motorisées suivirent, se livrant à une boucherie féroce. Défaits, des groupes d'ouvriers armés se retirèrent vers la montagne la plus proche, le Huayna Potosi, haut de 6.000 mètres et couvert de neige, abattant par un tir de fusil un avion.

Milluni tomba aux mains de l'armée qui se livra à une répression brutale. Des trotskystes furent tués, d'autres emprisonnés, d'autres, enfin, réussirent à s'enfuir.

En même temps ,l'armée attaqua le district minier de Kami. Même déroulement : aviation ,avance de la troupe et Kami tomba.

Le district minier du sud, dont les centres sont Telamayu et Atocha, subit une attaque identique. Atocha est à quelques kilomètres de Tupiza, sur la frontière argentine, là où passe la ligne internationale de chemin de fer. Au bout d'une journée de bataille, l'armée avait été battue, 70 soldats étant prisonniers des ouvriers. Des renforts furent alors envoyés.

A la Paz, en réponse à l'agression de l'armée, se formèrent des détachements armés. Le 23 mai, la lutte se déroula dans le quartier El Alto où se trouvent l'aéroport international et la base aérienne militaire. Ce district fut mitraillé et bombardé. De El Alto la lutte se déplaça les 24 et 25 mai dans les quartiers les plus peuplés de La Paz. Depuis lors, chaque nuit, il y a eu des heurts entre l'armée et les ouvriers.

Dans les districts de Munaypata, Villa Victoria, Alto Lima, Nueva Potosi, Achachicala, qui constituent la ceinture prolétarienne de la ville, l'armée n'a pas pu s'installer, chaque maison est une sorte de barricade. Ce qui défavorise la milice ouvrière, c'est la différence d'armements et de munitions disponibles.

Dans cette situation de guerre civile ouverte et de victoires militaires partielles du gouvernement, les enseignants et les étudiants de l'Université se présentèrent en intermédiaires et obtinrent une trêve. Des divergences apparurent alors entre l'armée dirigée par Ovando Candia et la junte dirigée par Barrientos. Ovando accepta la trêve sous certaines conditions, parmi lesquelles celle que l'armée n'entrerait pas dans les principaux centres miniers (Colquiri, Huanini, le sud où elle avait été repoussée, Catavi et Siglo XX). Mais ces centres sont encerclés et les généraux refusent de se retirer.

Par suite de la trêve, la C.O.B. (la centrale syndicale) suspendit la grève et, le 27 mai, commença à normaliser l'activité dans les usines et les mines. Mais les combats se poursuivaient dans les villes, la tendance se développant vers la lutte de guérillas et les actes de sabotage. La population, les ouvriers des usines et les mineurs s'orientent spontanément dans cette direction.

Le gouvernement attribue tout cela à une « rébellion communiste internationale » impliquant le P.R.I.N. de Juan Lechin, le Parti Ouvrier Révolutionnaire et le P.C. bolivien. C'est en réalité le résultat des provocations de l'armée. La capture et l'envoi en exil de Lechin, le bombardement des stations de radio ouvrières, l'arrestation d'autres dirigeants ouvriers furent inspirés par Washington au moment où se produisaient les événements de Saint-Domingue. Les travailleurs, provoqués, entrèrent en lutte sans organisation et préparation adéquates.

Le pays est à présent en état de guerre, sous régime militaire. La Cour suprême a, par décret, été convertie en tribunal de justice militaire. Les procès sont menés selon le code pénal militaire.

Les mines ont été déclarées zones militaires bien que l'armée n'ait pas encore réussi à les prendre. Sous le prétexte de « réhabiliter » les mines, les salaires ont été diminués, des renvois massifs effectués, et on a ordonné de procéder à un embauchage sélectif, aux pires conditions. Les dirigeants syndicaux ont été chassés de leurs fonctions par le gouvernement.

Les mineurs ont repoussé toutes ces mesures. Des assemblées ouvrières soutiennent les dirigeants, défiant ouvertement le gouvernement. Il en est de même dans les usines. A la plus grande entreprise de textiles, S.A.I.D., un vote de confiance unanime fut donné aux dirigeants, y compris à trois d'entre eux que le gouvernement avait exilés au Paraguay.

Superficiellement, les choses apparaissent à nouveau tranquilles, mais il ne s'agit que d'une trêve temporaire, et on le sait des deux côtés.

Le gouvernement s'efforce de gagner l'opinion publique. Il se tourne vers l'Eglise, offre des messes contre le « communisme » auxquelles assistent tous les membres du gouvernement. Pour s'assurer du soutien de l'Eglise, des provocations furent montées : des bombes furent placées dans des locaux employés par l'Action catholique, et le fait fut attribué aux « communistes ».

Le gouvernement a également lancé une histoire « d'atrocité ». Il prétend que, dans les districts de Munaypata et de Villa Victoria ,cinq soldats et un officier furent faits prisonniers et fusillés par la milice ouvrière armée. Il dit que l'exé-

cution fut ordonnée par Guillermo Lora, Hugo Gonzalez M., dirigeant du P.O.R., et Maximo Nogales, du P.C. La chasse est ouverte pour les déférer devant le tribunal militaire. On menace de les exécuter sur la place publique à titre d'exemple.

Plus de 200 militants ouvriers sont emprisonnés. Le nombre des tués dépasse 300, celui des blessés est bien supérieur.

La censure est exercée sur la presse et la radio.

On peut juger les intentions de la junte militaire par ce qui suit. Après la révolution de 1952, deux fresques furent peintes dans le Palais du gouvernement représentant les conquêtes essentielles de la révolution (nationalisation des mines, réforme agraire, etc.). Une autre fut peinte dans le Palais législatif représentant l'avenir de la Bolivie. Ces fresques étaient l'œuvre de Alandia Pantoja, un ancien trotskyste qui appartenait à l'école de peinture de Diego Rivera. La junte a ordonné la destruction de ces fresques.

La chasse est ouverte contre les livres et brochures jugés être « communistes ». Des personnes ont été arrêtées pour avoir chez elles le portrait de Fidel Castro. L'hystérie anticommuniste des généraux n'a pas épargné même les démocrates chrétiens. Barrientos a attaqué le dirigeant du Parti démocrate chrétien, Remo di Natali, parce qu'il a un nom italien.

Après la trêve signée entre Ovando et les gens de l'Université, ainsi que la C.O.B., un déplacement s'est opéré au sein de la junte. Ovanda a été élevé au poste de « co-président » au même rang que Barrientos. Ainsi la Bolivie a deux présidents, ce qui est une manière artificielle de trouver un ajustement à la crise interne qui se développa dans l'armée.

LIVIO MAITAN

# Vers un parti unifié en Italie ?

Depuis quelques mois, les débats à l'intérieur du P.C. italien et dans le mouvement ouvrier italien en général sont axés surtout sur un thème passionnant : la formation éventuelle d'un parti unique ou unifié se revendiquant de la classe ouvrière et du socialisme. Au commencement de juin, la question a été posée au Comité central du parti et discutée sur la base d'un projet préparé par une commission composée par des représentants des différents groupes qui existent au niveau du Secrétariat et de la direction depuis un certain temps. Il est significatif que l'adoption du projet, bien que proposée sous une forme peu engageante, ne fut assurée qu'après des conflits politiques et des querelles de procédure et avec un certain nombre de voix contre et des abstentions (1).

Le point de départ de l'opération en cours remonte à l'automne dernier. Dans un article publié dans l'hebdomadaire du parti, *Rinascita*, Giorgio Amendola, leader désormais reconnu de la droite, posait un certain nombre de questions brûlantes. Partant de la constatation que ladite « gauche démocratique » avait obtenu aux élections administratives de novembre 48 % des voix, mais ne cessait d'être divisée et fragmentée à l'extrême, il tirait la conclusion qu'il fallait œuvrer dans le sens d'une unification.

« *L'exigence d'un parti unique de la classe ouvrière italienne*, écrivait-il notamment, *naît d'une constatation critique : aucune des deux solutions proposées à la classe ouvrière des pays capitalistes de l'Europe occidentale dans les cinquante dernières années, la solution social-démocrate et la solution communiste, ne s'est avérée jusqu'ici valable dans le but de réaliser une transformation socialiste de la société, un changement du système.* » Pour sortir de l'impasse, il fallait donc envisager une solution nouvelle : « *En Italie, l'unification ne peut être faite ni sur des positions social-démocrates ni sur des positions communistes. On ne le peut pas, à cause du rapport des forces, et on ne le doit pas si nous voulons créer un nouveau parti.* »

L'article d'Amendola déclencha immédiatement une polémique, dans laquelle s'exprimèrent un certain nombre d'adversaires de son point de vue. La première manche fut pratiquement conclue par des mises au point timorées de la part de Longo, qui jouait le rôle centriste hérité de son prédécesseur Togliatti. Les Soviétiques, pour leur part, faisaient une intervention discrète par le truchement de *Kommunist* qui informait ses lecteurs du contenu du débat sous un angle plutôt défavorable à Amendola.

Mais la question devait revenir sur le tapis assez rapidement, sous la pression de certains développements de la politique italienne et de la situation difficile où se trouvait le P.C. italien. En effet, le cours modéré du centre-gauche provoquait de nouvelles frictions graves dans le Parti socialiste, justifiant la perspective d'une nouvelle scission (départ du courant Lombardi-Santi et des membres de la gauche qui n'avaient pas adhéré au nouveau parti P.S.I.U.P. lors de la rupture de janvier 1964). Pour leur part, les partisans de la tendance Nenni, largement majoritaires dans le P.S.I., s'orientaient de plus en plus vers une réunification avec le P.S.D.I. (parti social-démocrate de Saragat) aussi bien dans le but de contrecarrer les effets négatifs de la crise de leur parti depuis 1963 que de créer un pôle d'attraction « socialiste », plus solide notamment sur le terrain électoral.

Une telle opération, dans le contexte donné, ne pouvait évidemment être sans danger pour le P.C. italien, qui devait donc préparer une riposte dans le cas de concrétisation des projets de la droite nenniste. Un autre problème se posait aussi : le courant Lombardi-Santi, décidé à ne pas participer à une réunification social-démocrate, ne semblait pas disposé à adhérer éventuellement au P.S.I.U.P. ni au P.C. italien en tant que tel. D'où, selon l'optique des dirigeants du P.C. italien, la nécessité de leur faciliter la

(1) Formellement, il y a eu quatre voix contre et trois abstentions. Mais certains membres avaient quitté la séance avant le vote et d'autres, assez nombreux, n'ont pas pris part au vote tout en étant présents.

tâche en esquissant la perspective d'un nouveau parti dans lequel devraient se retrouver les communistes, les socialistes unitaires du P.S.I.U.P. et l'aile du P.S.I. susceptible de rompre avec Nenni.

Comme facteur supplémentaire dans cette situation, il faut ajouter l'impasse dans laquelle se trouvait la direction du P.C., littéralement dépourvue d'une orientation effective à échéance courte et moyenne. Après avoir été obligée de polémiquer de plus en plus durement contre le centre-gauche (envers lequel ils avaient adopté pendant toute une période une attitude assez équivoque), les dirigeants du P.C. étaient incapables de présenter une alternative, une solution de rechange et prenaient parfois même des attitudes qui ne pouvaient qu'aider à la poursuite de l'expérience qu'ils déclaraient en principe vouloir liquider. On se rappellera qu'à la fin de décembre 1964, ils participèrent à l'élection à la présidence de la République de Saragat, partisan fervent du centre-gauche. Au printemps de 1965, ils prenaient une position partiellement favorable au plan économique présenté par le gouvernement, tout d'abord par l'intermédiaire de leur tendance syndicale dans la C.G.I.L., ensuite plus ouvertement dans un texte du Comité central du parti (2). Le sentiment d'être dans une impasse réelle était répandu un peu partout, des militants du rang jusqu'aux organismes de direction. Dans une telle situation, la tentation était grande d'amorcer une fuite en avant par l'opération « parti unifié ».

Au Comité central de la fin d'avril, Longo s'efforça de synthétiser une plateforme politique du parti, prenant certaines distances par rapport à la droite aussi bien en ce qui concerne la composition du nouveau parti éventuel que sur des problèmes de méthodes de direction (3). Au plénum suivant — du commencement de juin — l'ordre du jour prévoyait une discussion sur le parti unique ou unifié sur la base du texte que nous avons déjà mentionné.

Il est clair que la majorité des dirigeants pose maintenant le problème dans des termes assez différents que ne l'avait fait Amendola. D'ailleurs, s'ils n'avaient pas agi de cette façon, ils auraient eu à faire face à des difficultés majeures parmi les cadres et les militants du parti. A présent, la perspective est, répétons-le, de réaliser une unification avec les socialistes unitaires et la gauche du P.S.I. et de mener cette opération en opposition à l'unification possible entre le P.S.I. et le P.S.D.I. C'est pourquoi on parle désormais plutôt de parti unifié que de parti unique.

Mais l'opération ne cesse en premier lieu d'avoir un caractère dans une large mesure artificiel. En effet, il ne s'agit pas d'un processus d'unification propulsé par un mouvement réel d'en bas, par une mobilisation de masse d'une telle ampleur qu'il puisse conditionner positivement aussi bien le programme et les orientations politiques que les formules et les structures d'organisation. Le P.C. italien connaît toujours dans ses rapports avec la classe ouvrière des difficultés très grandes, dénoncées constamment par ses dirigeants eux-mêmes ; le P.S.I.U.P. a une base prolétarienne très limitée ; quant au courant Lombardi-Santi, il ne pourra donner qu'un apport extrêmement modeste sur tous les terrains.

Deuxièmement — ce qui est encore plus important — la base programmatique et politique pour le nouveau parti, si elle n'implique pas de changements importants par rapport à ce que le P.C. avait déjà exprimé, surtout à partir de 1956, développe, surtout en matière d'économie, de réformes de structure et de planification, des conceptions dont le socialiste Lombardi peut se considérer à juste titre comme un précurseur conséquent. Pour clarifier davantage, rappelons qu'en 1961-62, Lombardi était l'un des partisans les plus fervents du centre-gauche et que l'un de ses coéquipiers, l'ancien membre du P.C., Giolitti, membre du gouvernement pendant la première moitié de 1964, avait rédigé le premier plan économique dont la ligne ne se distinguait pas beaucoup de la ligne du plan finalement adopté par son successeur, le socialiste droitier Pieraccini.

Tout cela signifie que, si le parti unifié devait naître sur une telle base, avec de telles convergences, la portée objective de l'opération serait inévitablement un déplacement supplémentaire à droite de la partie la plus consistante du mouvement ouvrier italien, toujours représentée par le P.C. C'est sous cet angle que se place la critique des marxistes révolutionnaires italiens qui, bien entendu, ne sauraient se confondre avec les opposants nostalgiques. Incontestablement, le mouvement ouvrier italien, comme d'ailleurs plus généralement le mouvement ouvrier de l'Europe occidentale se trouve dans une impasse et ses orientations et ses instru-

(2) Cette attitude était d'autant plus déroutante pour les militants que, pendant une période, on avait fait grand bruit contre le plan, que la Commission économique du parti avait caractérisé de néo-capitaliste.

(3) Longo s'est notamment opposé au courant Pajetta-Alicata qui préconisait des mesures administratives contre l'organe des Jeunesses, *La Città futura*.

ments d'organisation qui se sont imposés jusqu'à présent ont manifestement fait faillite. Mais on ne sortira absolument pas de l'impasse si, à la place du P.C. tel qu'il est, du P.S.I.U.P. et d'une partie du P.S.I., on aura un parti unifié avec un programme dans une large mesure emprunté à la droite du front qui s'unifierait. Même dans l'hypothèse la plus favorable, les problèmes cruciaux resteraient ouverts, et seuls des problèmes tactiques devraient sans doute être posés sous un angle différent.

Tout cela étant précisé, le texte soumis au Plénum du Comité central de juin n'est pas sans intérêt — notamment pour les militants d'autres partis communistes — car il représente l'aboutissement significatif de toute une évolution que le P.C. italien connaît depuis le XXe congrès. C'est un texte qui synthétise la conception néo-réformiste qui inspire désormais les dirigeants de ce parti, leurs conceptions de la politique internationale et leurs idées sur la structure du parti.

Le prolétariat, avec ses alliés provenant de couches très différenciées, doit, d'après les néo-réformistes italiens, se fixer une stratégie de transformation graduelle aussi bien de la structure économique (du « processus d'accumulation », disent-ils) que des structures politiques. La conquête du pouvoir, le saut qualitatif ainsi s'estompe au point de disparaître. Nous trouvons la critique de la société actuelle, nous trouvons des esquisses de ce que doit être une société socialiste démocratique, nous pouvons saisir les lignes très générales et fumeuses d'une transformation progressive, d'une conquête de l'intérieur ; mais le problème central de la prise du pouvoir n'existe plus. Aucun camouflage verbal, ici ou là gauchisant (4), ne saurait cacher cette carence capitale, cette distorsion fondamentale des conceptions maxistes-léninistes et des nécessités objectives de la lutte révolutionnaire.

Dans le domaine de la politique étrangère, voilà quels sont les buts précisés dans les textes, qui devraient devenir les buts du nouveau parti : « Le but à atteindre devrait être d'arriver à une politique italienne de désengagement atomique, de non-adhésion à des blocs militaires, de neutralité. Pour atteindre ce but il faut opérer de façon que l'Italie joue un rôle actif dans un processus qui se développe vers le désarmement et le dépassement des blocs militaires et de toute restriction ou discrimination dans l'établissement des collaborations économiques et politiques les plus amples avec toutes les pays. Pour cette raison, l'exigence se pose que l'Italie se prépare à retirer son adhésion du Pacte Atlantique lorsqu'en 1969 la durée de ce pacte sera arrivée à échéance. »

Un peu plus loin on lit :

« Il est surtout nécessaire que l'Italie sache promouvoir un système démocratique de coopération économique européenne qui dépasse les frontières étroites de la petite Europe et qui inclut tous les pays du continent. »

Tout commentaire serait inutile.

La partie du texte qui concerne la structure du parti et sa dialectique interne est incontestablement plus intéressante. Dans le but évident et d'ailleurs avoué de donner aux candidats à l'unification toutes les garanties nécessaires, après avoir caractérisé le parti communiste « *non seulement comme l'avant-garde de la classe ouvrière, mais comme le parti du peuple tout entier* », le texte critique sévèrement la conception monolithique stalinienne en rappelant les principes et la pratique du parti bolchévik du temps de Lénine. Le droit de chaque militant d'exprimer son désaccord par une voix contre est clairement affirmé de même que le droit du parti de connaître comment les organismes de direction en arrivent à prendre leurs décisions. Finalement on explique que « les divergences éventuelles peuvent s'exprimer aussi par des amendements, des propositions et des documents différents, à soumettre au débat et au vote », en ajoutant immédiatement après que « l'organisation de courants au sein d'un parti peut, dans certains cas, représenter une forme de dialectique interne et de démocratie. Nous ne croyons pas cependant que ce soit la forme la plus favorable à une circulation et à une confrontation des idées. L'expérience démontre que les courants organisés cristallisent les divergences, limitent la liberté de chacun, transforment le débat créatif dans une lutte de groupes pour le pouvoir. »

Tout cela est un clair reflet de la situation qui existe désormais dans le mouvement ouvrier italien : s'ils veulent garder leur influence et leur chance de trouver des alliés, les dirigeants du P.C. italien ne peuvent que parler un tel langage. Il faut cependant s'interroger sur la volonté réelle de traduire en pratique ces mots séduisants. L'expérience faite dans les syndicats dont on a proclamé, en principe, l'autonomie, la structure démocratique, etc., a été jus-

(4) Des membres de la tendance Ingrao ont participé largement à la rédaction du texte.

qu'ici décevante pour ceux qui croyaient sur parole. Le dernier congrès de la Confédération syndicale (C.G.I.L.) a été l'un des pires exemples d'une pratique de décisions prises dans les organismes directeurs restreints des partis et imposées ensuite aux militants par un emploi massif et rigide de l'appareil avec toutes ses ressources. Des événements récents autorisent un certain scepticisme, du moins en ce qui concerne toute une partie de ceux qui ont voté le texte en question (5).

Comme nous l'avons déjà dit, les membres du C.C. sont loin d'avoir accepté unanimement le texte sur le parti unifié. Un débat assez long et animé a en effet indiqué qu'il y a du moins quatre ou cinq groupes assez caractérisés.

Les partisans les plus convaincus du document sont les membres du centre bureaucratique, composé par la majorité du secrétariat et de la direction et par tous ceux qui se rangent normalement du côté de la majorité. Sur la droite, Amendola, tout en acceptant la ligne du texte, en a donné sa propre interprétation en indiquant clairement que, d'après lui, on ne saurait écarter de l'unification *a priori* en tant que tel le P.S.I. D'autres — certains représentants de fédérations de l'Emilie et des dirigeants de l'organisation de Rome — ont adopté des attitudes encore plus droitières qu'Amendola aussi bien sur la coexistence pacifique que sur la nécessité de laisser tomber les conceptions léninistes de l'Etat.

Sur la gauche, tandis que la tendance Ingrao, compromise dans la rédaction du texte et fort probablement prise de court par les attaques au Comité Central, s'effaçait (aucun de ses représentants connu, Ingrao lui-même, n'a pris la parole), des critiques assez vives et sévères ont été avancées par une gauche caractérisée, dont Pintor, Coppola et Milani et le secrétaire national des Jeunesses Ochetto. Ils ont repoussé la conception khrouchtchévienne de la coexistence et souligné la nécessité que le parti prenne une attitude de rupture par rapport au système. Finalement, le texte a été critiqué par des « vieux » en partie nostalgiques de l'époque stalinienne (6), qui en tout cas ont assez correctement dénoncé le caractère droitier de certaines thèses. Notamment Colombi a cru bon de rappeler que « le moment de la prise du pouvoir et de la socialisation des moyens de production fondamentaux est toujours un saut qualitatif auquel le grand capital s'efforcera de s'opposer par tous les moyens. »

On s'interroge maintenant pour savoir si les hommes et les groupes qui ont avancé leurs critiques ouvertement et en sont arrivés à voter contre le texte à la fin du Plénum sauront continuer leur bataille. Il n'est pas exclu qu'il y ait des pressions très lourdes sur eux et que certains s'efforcent encore une fois d'esquiver les problèmes de fond pour se cantonner dans des attitudes tactiques timorées, qui feraient évidemment le jeu du centre bureaucratique. Mais un pas important a été fait, peut-être le plus difficile, et dans le parti la discussion a rebondi à un niveau plus élevé que jamais, avec des différenciations assez claires et nettes, telles que le parti n'en connaissait plus depuis la fin des années vingt. Le travail de regroupement d'une gauche communiste, à cette étape inévitablement minoritaire, a atteint en tout cas un nouveau palier.

17 juin 1965.

(5) Certaines fédérations ont lancé récemment des campagnes néo-staliniennes contre des groupes de gauche, et la fédération de Milan en est arrivée à organiser des équipes de choc contre des jeunes qui, pendant une manifestation pour le Vietnam, scandaient des mots d'ordre comme : « Sortons du pacte atlantique ! Pouvoir ouvrier ! ». Le secrétaire de la Fédération invitait les ouvriers de l'Alfa Romeo à chasser à coups de poing des groupes de gauche distribuant leurs tracts et leurs journaux. D'ailleurs, le secrétariat du parti a obligé, il y a quelques mois, les Jeunesses communistes à ajourner leur congrès car les thèses en préparation n'apparaissaient pas suffisamment orthodoxes.

(6) Il faut toutefois souligner que personne n'ose se réclamer ouvertement du stalinisme et que, par contre, tout le monde déclare accepter la ligne de déstalinisation.

Pierre FRANK

# Defferre et le pot au lait

Qui ne se souvient de la fable de Perrette et du pot au lait ? Dans son rêve de jour, tandis qu'elle se rendait au marché avec son pot de lait, elle spéculait, échangeant successivement des œufs, un cochon, un veau, etc., se voyait devenir riche, et, à ce moment précis, trébuchait sur une pierre. Alors, « adieu, veau, vache, cochon, couvée... »

Cette fable vient d'être vécue dans la politique française par un personnage non moins prétentieux que le maire de Marseille, le socialiste Gaston Defferre. Le régime gaulliste, méprisant les partis et s'efforçant de les avilir et de les détruire, a trouvé un écho parmi des hommes qui, pensant être de gauche, songent à « moderniser » le régime capitaliste, à « moderniser » la démocratie bourgeoise. Ils déplorent dans le régime gaulliste l'arbitraire et le caractère personnel de de Gaulle, mais sont attirés par sa façon de réduire le Parlement — et les partis — à la portion congrue. Ils pensent qu'un régime présidentiel pourrait constituer un « Etat fort », à condition que : 1) le Président de la République ne se conduise pas en monarque, surtout à l'égard des élus et autres personnages qui « représentent » le peuple dans la société capitaliste ; 2) le Président de la République qui est désormais élu au suffrage universel le soit sur une base générale « centre gauche » qui pourrait, selon eux, donner la plus large assise populaire à un tel régime.

Ainsi naquit l'idée d'une candidature répondant à de telles conditions et qui, tout en étant celle d'un membre du parti socialiste et parce qu'il appartiendrait à ce parti, serait en même temps susceptible d'enrober celui-ci dans une combinaison où il se trouverait dissous. A l'instigation d'un « brain trust » à la tête duquel se trouvait le directeur de *l'Express*, séduit par les méthodes américaines de lancement d'une candidature présidentielle, Gaston Defferre s'engagea dans une série d'opérations à la manière de l'héroïne du fabuliste. On se rendit sur le marché avec une candidature X... Elle s'échangea pour le nom de Defferre afin d'emporter l'adhésion voici dix-huit mois d'un congrès extraordinaire du Parti socialiste. De la candidature socialiste, on passa à un « Horizon 80 » qui permit d'introduire les « clubs », ces associations de technocrates qui se sont développées dans le régime bonapartiste. De là, nouvel échange pour passer à la « fédération démocrate socialiste ». L'idée de celle-ci est approuvée par les congrès du M.R.P. et de la S.F.I.O. Mais une pierre fera tout trébucher dans une séance où s'affrontèrent longuement dans un assaut plein de roueries jésuites du M.R.P. et francs-maçons de la S.F.I.O.

Au lendemain de l'avortement de cette « fédération démocrate socialiste », un certain nombre de journalistes, y compris ceux du *Monde*, ont déploré ce résultat qui, selon eux, allait à l'encontre des désirs populaires et en ont attribué l'échec aux manœuvres d'un Mollet, d'un Lecanuet, etc. Certes, on ne compte plus les manœuvres de ces vieux politiciens, et ils ne se sont pas privés de ces jeux au cours des récents mois. Mais dans l'occurrence, il n'y avait pas de désirs populaires pour l'opération Defferre. Plus exactement, ce sont des amateurs de la politique qui ont pris leurs désirs pour des réalités, qui ont été éblouis par des méthodes publicitaires en qui ils ont vu un « renouveau » de la vie politique en France, et qui ont en fait méconnu que, dans les réalités de cette vie politique, il y a un parti, notamment le Parti socialiste, qui a des racines dans le pays, et qu'on ne peut par une opération mirifique dissoudre une telle formation.

Ce qui s'est passé au dernier congrès du Parti socialiste est révélateur à plus d'un titre des modifications qu'il a connues, surtout depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, et de la crise qui couve en son sein. Ce parti était au bord de la scission ; elle n'a pas eu lieu notamment du fait que Defferre, malgré ses grands airs, est un personnage falot qui a reculé devant une telle opération. Le congrès fut avant tout un affrontement entre Defferre, maire de Marseille, qui a très peu d'ouvriers parmi ses électeurs (80 % des ouvriers de cette ville votent communiste), et Augustin Laurent, maire de Lille, élu par une majorité de voix

ouvrières, et qui doit défendre sa base ouvrière contre l'activité d'une forte minorité communiste au sein du prolétariat lillois.

Tandis que Defferre bavardait sur la nécessité de « moderniser » la vie politique, Laurent, dans son langage réformiste, exposait des réalités sociales :

*« J'accepte l'idée qu'une fédération pourrait aller plus loin, viser à l'unité organique des socialistes, mais j'espère que la fédération sera d'accord à ce moment-là pour s'adresser à tous ceux qui acceptent la grande idée du socialisme, y compris les communistes. C'est à ce moment-là seulement que des millions de travailleurs dont la force est paralysée, comprendront que le véritable avenir de la démocratie socialiste en France passe par l'unité ouvrière. Pourquoi voiler cet aspect des choses ? Vous savez bien que nos difficultés viennent de l'existence du parti communiste. J'en veux aux communistes parce qu'ils nous ont obligés de prendre pour la défense de la République des responsabilités qui nous empêchaient d'être nous-mêmes. Mais il ne faut jamais qu'un parti socialiste dise qu'il renonce à la volonté de réunir un jour tout le monde du travail. »*

Laurent montre qu'il comprend le caractère illusoire de la « fédération » chère à Defferre, le danger qu'elle représenterait pour le parti socialiste qui n'aurait rien à gagner du côté des M.R.P. et beaucoup à perdre du côté du P.C.F. A ce congrès, Laurent n'est pas allé plus loin ; avec Mollet il se trouvait sur la défensive dans un parti où les longues années de participation au pouvoir ont contribué à modifier très largement le recrutement. Mais, Mollet, qui est capable de toutes les politiques (n'a-t-il pas été un facteur décisif de l'arrivée en douceur de de Gaulle au pouvoir ?), n'a pas manqué depuis pas mal de temps de regarder du côté des développements qui se produisent dans le mouvement communiste et d'affirmer que ces développements pourraient avoir un intérêt pour son parti.

L'échec de la tentative Defferre ne signifie pas que de nouvelles tentatives similaires ne se produiront pas. Defferre lui-même en renonçant à sa candidature a invité d'autres à reprendre l'opération. Celle-ci, ne l'oublions pas, est une tentative d'adaptation à un régime présidentiel, à un régime de direction personnelle où Parlement et partis ont un rôle accessoire.

***

Mais l'échec de l'opération imaginée par le direction de *l'Express* a comme résultat immédiat qu'à cinq mois de l'élection présidentielle, les partis dits de gauche, y compris les deux grands partis ouvriers traditionnels, n'ont encore aucune position ferme, aucun candidat. Et, sur le plan de la propagande politique, tandis que de Gaulle use et abuse de tous les grands moyens qui sont à sa disposition (voyages, radio, télévision...) pour rester en vedette, ni le Parti communiste ni le Parti socialiste n'ont à ce jour engagé la moindre campagne pour défendre un programme à défaut d'un candidat.

Les jeux sont plus ouverts que jamais. Le refus de Defferre de rester candidat porte un coup très dur à son propre parti. « Toute disparition de cette candidature serait pour le parti une véritable catastrophe », avait déclaré Mollet au congrès socialiste qui vit ce parti divisé en deux tendances sensiblement égales. Ce n'était pas un propos en l'air. Car, après que Defferre eut jeté l'éponge, que peut faire le Parti socialiste ? Il ne peut songer à voter pour un candidat qui serait à la droite du parti, à moins qu'il s'agisse d'un de ces radicaux qui peuvent se placer n'importe où sur le spectre politique. Encore faudrait-il qu'il y eut un candidat de cet ordre qui ait l'ampleur requise pour se présenter comme candidat à la Présidence de la République.

Cette possibilité étant réduite presque à zéro, le Parti socialiste se trouve placé dans l'alternative de présenter un candidat qui fera spécifiquement la campagne comme candidat du Parti socialiste, sans ouverture vers la droite ou vers la gauche, ou bien de répondre aux tentatives qui vont se multiplier de présenter un « candidat unique » de la gauche.

Sur ce dernier plan, la direction du P.C.F. voit ses espoir ranimer par l'abandon de Defferre ; elle désire surtout éviter la présentation d'un candidat communiste, qu'il ait l'étiquette du P.C.F. ou une autre étiquette, car elle prévoit une perte de voix sur l'électorat communiste habituel. (Nous reviendrons plus loin sur la politique du P.C.F. et ses conséquences pour l'élection présidentielle.) En tout cas, la direction du P.C.F. est prête à se montrer peu exigeante pourvu qu'un candidat de « gauche » prononce quelques mots qui pourraient le faire passer pour un candidat « commun ». La direction du P.C.F. vient de montrer son intérêt pour un comité d'artistes et d'écrivains qui avaient, il y a peu de mois, exprimé dans une indifférence générale leur désir d'un candidat unique de la gauche.

Avec une situation comme celle qui avait été créée par la candidature Defferre et ses péripéties, le P.S.U. ne pouvait manquer de jouer la mouche du coche. On se souvient que les dirigeants de ce parti avaient il n'y a guère décou-

vert que le vieux socialisme traditionnel était dépassé et qu'il fallait se tourner vers les nouvelles classes moyennes pour édifier leur parti. Mais il a suffi que le Parti socialiste ait eu l'air d'emboîter le pas à Defferre et à sa proposition si voisine du socialisme *new look* des Martinet, Serge Mallet, pour que ces mêmes dirigeants du P.S.U. retrouvent le « socialisme traditionnel ». Avec l'abandon de la candidature Defferre, leur vocation de marieur s'est singulièrement renforcée. Ils n'osent pas le dire, mais ce serait si bon de pouvoir trouver dans leurs propres rangs ce candidat qui pourrait être commun à toute la gauche.

La véritable difficulté est que, s'il ne manque pas de personnages qui sont prêts à accepter les voix communistes, il n'en est pas beaucoup qui soient prêts à passer un accord en bonne et due forme avec le P.C.F. Le Parti socialiste non plus n'est pas disposé dans les conditions actuelles à s'entendre avec le P.C.F. Bien que les rapports entre ces deux partis ne soient plus à présent ceux d'une « guerre froide », comme ce fut le cas pendant une quinzaine d'années, il y a une méfiance réciproque qui subsiste et la pression unitaire des masses est encore beaucoup trop faible pour faire mouvoir la direction socialiste.

La politique étrangère sera un thème désastreux pour les deux partis dans la campagne présidentielle. Le candidat que soutiendra le Parti socialiste ne manquera pas de dénoncer la politique de de Gaulle en la matière, son « antiaméricanisme », il combattra l'élément de la politique gaulliste qui rencontre un écho dans de larges masses, qui sont contre la guerre du Vietnam ,l'occupation des *marines* à St-Domingue, les menaces contre la Chine. Mais le P.C.F. ne sera pas placé dans de meilleures conditions, parce que sa politique est un soutien à peine critique de la politique de de Gaulle. La direction du P.C.F. parle des « aspects positifs » de la politique extérieure de de Gaulle et lui demande de faire encore d'autres pas. Elle n'en dénonce pas le caractère démagogique. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'auprès de la partie la moins politisée de l'électorat communiste, qui ne pense pas qu'un candidat communiste puisse l'emporter, on trouvera nombre de gens qui voteront pour « l'anti-américain » de Gaulle contre le ou les candidats pro-américains.

Personne ne peut prédire ce que sera le résultat, en matière de candidatures, des diverses manœuvres, opérations, conversations... qui rempliront les deux ou trois mois qui viennent. Mais une chose est certaine : ce ne sont pas ces manigances qui assureront un redressement d'une situation qui, par suite des politiques des directions ouvrières, est en faveur de la candidature plébiscitaire de de Gaulle. On assistera à peu près à coup sûr à une dispersion des voix ouvrières et à une sérieuse perte de voix.

La situation dans laquelle se déroulera la campagne présidentielle n'est pas du tout l'effet d'un hasard. C'est une illustration de l'impuissance, du caractère illusoire de la solution que les deux directions traditionnelles opposent au gaullisme, cette démocratie bourgeoise, de quelque qualificatif (réelle, rénovée, véritable...) qu'on l'affuble. Le retour à la démocratie bourgeoise n'est pas un objectif capable de mobiliser les masses, de forcer les résistances au front unique des dirigeants socialistes, sur la question pourtant très limitée d'une candidature à une élection. Pour surmonter cette situation, pour transformer le mécontentement qui est très répandu en des mouvements, il faudrait d'abord une volonté de lutte dans les directions et non l'espoir d'hériter sans lutte de « l'après-gaullisme ».

***

Nous avons mentionné plus haut la crise qui s'est soudainement fait jour dans le Parti socialiste. Un danger de scission est apparu à la stupeur des dirigeants, aussi bien de Mollet que de Defferre. La social-démocratie a accumulé dans son sein des éléments contradictoires que le maintien du régime gaulliste tend à dissocier.

Dans le P.C.F., le monolithisme semble être toujours de rigueur. Dans la direction, depuis la mort de Thorez, il se produit des luttes sourdes d'influence sur l'appareil. Les divergences politiques ne paraissent pas avoir déjà pris forme. Mais le malaise va en s'accentuant. L'absentéisme dans le parti est considérable. L'appareil n'a pas la capacité d'action qu'il possédait il y a encore deux ou trois ans. Dans les conférences de section des opposants s'expriment en nombre croissant. La direction se heurte à des militants qui ne veulent pas voter à l'unanimité, comme il était de règle jusqu'à présent. A la différence du P.C. italien où les contradictions intérieures pouvaient s'exprimer, au moins dans certaines limites, depuis quelques années, le P.C.F. est celui qui a été le moins affecté par la « déstalinisation ». Nul ne peut dire quand les contradictions se libéreront du carcan bureaucratique, mais on peut être certain que ce moment approche et qu'il sera celui d'une crise de grande ampleur.

M. LOUFTI

# Crise de régime au Maroc

*Ce n'est pas seulement l'Algérie, mais l'ensemble du Maghreb qui est actuellement secoué par une profonde crise sociale et politique. Au même moment où le colonel Boumedienne renversait Ben Bella à* Alger, *Bourguiba ouvrait à* Tunis *une épreuve de force avec les syndicats tunisiens, pourtant plusieurs fois mis et remis au pas, auxquels il veut imposer un régime corporatiste, entrepreneurs et salariés devant être rassemblés dans la même organisation syndicale. Quelques semaines plus tôt, Hassan II, par un coup d'Etat caractérisé, dissout à* Rabat *le parlement et prend lui-même la tête du gouvernement, sa tentative de constituer un « gouvernement d'union nationale » ayant échoué.*

*Nous analysons dans ce numéro de* Quatrième Internationale *la crise que traversent la révolution algérienne et le Maroc néo-colonialiste. Nous traiterons ultérieurement de l'épreuve de force entre le régime bourguibiste et l'U.G.T.T.*

## LA FAILLITE DU NEO-COLONIALISME

Dix années après son accession à l'indépendance, le Maroc constitue un cas typique d'échec des expériences néo-colonialistes : le maintien au pouvoir d'une alliance de bourgeoisie commerçante et de propriétaires fonciers, collaborant intimement avec les impérialismes français et américain, empêche la solution d'une quelconque des tâches nationales démocratiques que le peuple marocain visait à résoudre à travers sa lutte pour l'indépendance.

Le bilan d'échec et de répression économique et social est surtout patent pour la dernière période, celle qui vit les représentants de la gauche modérée expulsés du gouvernement, et qui fut placée de plus en plus directement sous le signe de la dictature du Palais.

La production intérieure brute est passée, d'après les calculs officiels, de 820 milliards de dirhams en 1960 à 910 milliards de dirhams en 1964, soit une augmentation de 11 %. Pendant la même période, la population a augmenté de 17 %. *Le revenu par tête d'habitant a donc baissé de 6 % au cours des quatre dernières années !* Il s'établit en-dessous de 150 dollars par an et par tête.

Comme les revenus du secteur moderne de l'économie (qui occupe quelque 5 à 600.000 personnes) ont régulièrement augmenté, c'est le revenu par tête d'habitant de la population occupée dans le secteur dit traditionnel (qui concerne plus de 12 millions de Marocains !) qui a été particulièrement touché ; la régression y a été au moins de l'ordre de 7,5 % !

Pour comprendre ce que signifie cette régression, il faut avoir idée de la misère du paysan marocain moyen, qui ne vit en grande partie que de la consommation de ce qu'il produit sur son lopin misérieux. Ses « revenus » monétaires sont dépensés à concurrence de 58 % en achat de sucre et de 14 % en achat de thé. Boire du thé à la menthe sucré, c'est le moyen traditionnel du Marocain de tromper la faim. Mais ces chiffres en disent long sur son niveau de vie...

La situation des ouvriers n'est guère meilleure. Bien que les syndicats aient arraché l'échelle mobile, les salaires se trouvent en fait bloqués depuis deux ans, que les prix ne cessent de monter. On a évalué la perte de pouvoir d'achat des salariés pendant cette période biennale à près de 30 %.

Le plan triennal présenté au Parlement au printemps de l'année 1965 maintient d'ailleurs cet état de régression de l'éco-

nomie marocaine, puisqu'il ne prévoit qu'un lamentable taux de croissance moyen de 3,5 %, qui sera tout entier résorbé par la croissance démographique. Mais alors qu'il y a un énorme sous-emploi à la campagne, le plan triennal ne compte créer que 60.000 emplois nouveaux par an, d'ailleurs temporaires.

Le taux des investissements productifs de l'économie marocaine est le plus bas du monde : 13 %. Il n'y a que la Jordanie qui connaisse un taux analogue. Ces taux sont à comparer avec ceux de quelques autres pays sous-développés : Pérou 17 %, Syrie 17 %, Ghana 18 %, Nyassaland (Malawi) avant l'indépendance 18 %, Colombie 19 % — et il ne s'agit certainement pas là de pays-modèles du point de vue du développement économique. En fait, les investissements en matériel et en outillage ne représentent que 5 % de la production nationale et n'ont même pas couvert les annuités d'amortissement du matériel existant en 1960, ainsi que l'a affirmé le député U.N.F.P. Lahbabi devant la Chambre des Représentants. Ce que ces chiffres révèlent en fait, c'est une constante évasion des capitaux depuis l'indépendance.

Cette faillite du régime néo-colonialiste est surtout le résultat de l'échec de toute réforme agraire. Les modestes velléités qui avaient été manifestées dans le sens de cette réforme au lendemain de l'octroi de l'indépendance furent progressivement liquidées par la suite. Sur les terres devant être reprises aux colons français par exemple, un pour cent (nous disons bien : *un pour cent...*) a été jusqu'ici distribué aux paysans ; la majeure partie reste entre les mains des colons, dix années après l'indépendance. Mais une bonne partie des terres récupérées a été accaparée en fait par la bourgeoisie rurale, par de gros notables locaux, par les anciens gérants, sinon par d'autres Européens. Or, 90 % des paysans marocains possèdent moins de 2 hectares ou ne possèdent rien, alors que 6.000 colons détiennent plus d'un million d'hectares de bonnes terres...

L'Office National des Irrigations, créé au lendemain de l'indépendance, ainsi que d'autres organismes pour promouvoir une politique de développement des forces productives et de relèvement du niveau de vie des paysans, ne pouvait réaliser sa tâche qu'à condition qu'une réelle réforme agraire soit réalisée. A défaut de sa réalisation, le régime néo-colonialiste vient de liquider l'Office National des Irrigations.

L'Union Nationale des Forces Populaires avait élaboré un projet modeste de réforme agraire, prévoyant la distribution de toutes les terres de colonisation, et de celles de tous les propriétaires marocains semi-féodaux dépassant 40 ha de terres irriguées et 200 ha de terres non-irriguées. Ce projet n'a reçu aucune prise en considération de la part du régime.

## UNE LENTE POLARISATION POLITIQUE

Comment a-t-on pu en arriver à ce régime typiquement néo-colonialiste, qui maintient même des structures typiquement semi-féodales à la campagne, alors que les masses marocaines avaient combattu avec courage lors de la lutte pour l'indépendance ?

Pour comprendre les causes politiques du processus de régression que connaît le Maroc depuis plusieurs années, il faut rappeler quelques faits de base.

Si le Maroc n'a pas eu une indépendance octroyée par l'impérialisme comme la plupart des pays de l'ancienne « Union française » en Afrique, il n'a pas non plus arraché cette indépendance à l'impérialisme français par une lutte révolutionnaire. Il s'agit d'un cas spécial, *à mi-chemin* entre l'indépendance conquise par la voie révolutionnaire et l'indépendance octroyée.

Avant que l'indépendance ne fut proclamée, la lutte « légale », mise en fait en veilleuse à partir de la déportation du sultan Mohamed V par les autorités colonialistes, dut céder de plus en plus le pas devant la lutte armée de guérilla, dirigée par l'Armée de Libération Nationale. Le réseau de révolutionnaires issu de l'Armée de Libération Nationale a fourni et fournira sans doute encore les cadres les plus trempés et les mieux expérimentés de l'extrême-gauche marocaine.

Effrayée par l'ampleur de cette lutte révolutionnaire, la classe possédante marocaine chercha et trouva un compromis avec l'impérialisme français. L'indépendance politique fut acquise, mais en échange d'un maintien et d'une protection des intérêts des capitaux étrangers. Les militants de l'Armée de Libération Nationale devaient être intégrés dans l'Armée royale marocaine, contrôlée dès le départ par le prince Hassan, le futur roi Hassan II.

Les dirigeants de la gauche marocaine, de tendance libérale petite-bourgeoise ou social-démocrate modérée, représentant à la fois la petite bourgeoisie industrielle dite « nationale » et les couches privilégiées de la classe ouvrière urbaine, restèrent en fait passifs devant cette politique de liquidation de l'Armée de Libération Nationale. Ils assistèrent aussi passivement — y compris au gouvernement ! — à l'effort du Palais de renforcer avant tout l'armée et l'appareil de répression. Ils permirent ainsi la création d'un appareil d'Etat ultra-réactionnaire, centré sur le Palais royal, le roi gouvernant directement le pays au moyen de ses propres hommes-lige, surtout à partir de 1960.

Ils entrèrent en opposition, mais trop tard : l'acquis essentiel de la montée révolutionnaire précédant l'indépendance avait été liquidé. Le roi Hassan II, à la fin de 1962, « octroie » une Constitution qui laisse en fait intactes les prérogatives d'une monarchie absolue. C'est en vain que les partis d'opposition appellent au boycott ; un référendum accepte la Constitution. Puis, en mai 1963, des élections largement truquées à la campagne donnent aux forces liées au Palais une confortable majorité à la Chambre. Cependant, dans les grandes villes, notamment à Casablanca, Rabat, Kénitra, l'U.N.F.P. remporte presque tous les sièges, ce qui constitua une surprise désagréable pour le pouvoir.

L'opposition de gauche au régime néo-colonialiste souffrit aussi d'une forte dispersion et d'une démoralisation, encore accentuées par le fait que les dirigeants de la puissante centrale syndicale, l'Union Marocaine du Travail (U.M.T.), se séparèrent pendant toute une période (fin 1963-début 1965) du principal parti politique de la gauche, l'Union Nationale des Forces Populaires (U.N.F.P.), et que la direction de l'U.N.F.P. tomba de plus en plus entre les mains d'éléments réformistes comme Ben Barka.

La situation évolua cependant à partir de 1963, surtout sous l'influence d'une prise de conscience dans l'avant-garde marocaine, favorisée par la victoire de la révolution algérienne sur l'impérialisme français.

Les anciens cadres de l'A.L.N. se regroupèrent lentement et nouèrent des contacts avec les militants syndicaux et politiques de l'opposition. De jeunes cadres montèrent, surtout dans les rangs de l'Union Nationale des Etudiants Marocains (U.N.E.M.), qui furent inspirés surtout par l'aile gauche du F.L.N. algérien. Ainsi commencèrent à être mis en place les éléments pour la constitution d'une nouvelle direction révolutionnaire, qui aurait pu conduire la deuxième vague de la révolution marocaine à la victoire.

C'est ce que comprit le Palais, et c'est pourquoi il s'acharna à détruire ce regroupement révolutionnaire par des provocations et par une répression systématique, dès le lendemain des élections législatives de mai 1963. Mais loin d'arriver à sa fin, cette politique de répression de la réaction contribua à accélérer le regroupement des éléments d'avant-garde des masses laborieuses marocaines.

## DU « COMPLOT » A LA REPRESSION CONTRE L'U.N.E.M.

La première provocation de grande envergure dirigée contre la gauche marocaine fut l'affaire dite « du complot ». Elle éclata en été 1963. De nombreux dirigeants de l'U.N.F.P., y compris des parlementaires, furent arrêtés, en même temps qu'un grand nombre de cadres moyens, sous prétexte qu'ils avaient préparé un attentat contre la vie du roi Hassan II.

Le but véritable de cette provocation était double : démanteler le réseau urbain, dirigé par Mohamed Basri, qui subsistait de l'époque de l'Armée de Libération ; amener les dirigeants réformistes de l'U.N.F.P. à rompre publiquement et définitivement avec les cadres moyens et inférieurs de leur propre parti partisans d'une action révolutionnaire.

Un grand nombre de militants arrêtés furent soumis à des sévices inqualifiables, isolés, torturés, obligés par tous les moyens à passer aux aveux. Forts de ces aveux — seules « preuves » de l'existence du complot — les autorités judiciaires lièrent ensuite des dirigeants politiques à l'affaire comme « complices » de « tentative d'assassinat ».

La riposte de l'opinion internationale fut très vive. La plupart des « preuves » et des « aveux » s'avérèrent manifestement faux. Le procès qui suivit ne fit que discréditer davantage le régime marocain devant l'opinion internationale ouvrière et même auprès des bourgeois libéraux. La popularité des principaux inculpés s'accrut, surtout dans les villes. La provocation avait manqué son but.

Le Palais avait fait détruire par des bandes armées l'imprimerie de l'U.N.F.P. ; les locaux étaient occupés ; l'U.N.F.P. était mise dans l'impossibilité de fonctionner normalement, en dehors du groupe parlementaire. Afin de paralyser l'opposition, le pouvoir se retourna alors contre l'organisation qui incarnait de plus en plus la volonté révolutionnaire de l'avant-garde marocaine : l'organisation estudiantine U.N.E.M.

Celle-ci tint son 9e congrès à Rabat, du 4 au 8 septembre 1964. Malgré le ton modéré des résolutions, celles-ci demandaient la réforme agraire, un « changement radical des structures politiques, administratives et financières », dénonçait « le pouvoir réactionnaire » qui avait instauré un régime de « coup d'Etat permanent » au service des « forces réactionnaires et féodales ». Elles réclamaient « l'élection d'une Assemblée Nationale Constituante et la constitution d'un gouvernement populaire représentatif des couches ouvrières et paysannes ».

La réaction ne se fit pas attendre. Moins d'une semaine après le congrès de l'U.N.E.M., le 14 septembre, son président Mohamed Haloui était arrêté ; le 15 septembre, les locaux de l'U.N.E.M. étaient occupés par la police.

Prétexte de l'inculpation : Haloui aurait été en correspondance avec l'ancien président de l'U.N.E.M., Hamid Berrada, inculpé de haute trahison et condamné à la peine de mort par contumace, pour avoir appelé à la défaite de l'armée réactionnaire marocaine et à la victoire de l'armée algérienne lors du conflit armé algéro-marocain. Il aurait été un « complice » après les faits « du crime » de Berrada.

L'U.N.E.M. elle-même était menacée de dissolution et soumise à des tracasseries incessantes. Elle se défendit par des grèves et des manifestations d'étudiants, qui allaient brusquement modifier la situation politique du pays.

## LA SEMAINE SANGLANTE

C'est le lundi 23 mars 1965 qu'éclate une manifestation d'étudiants de 13 lycées de Casablanca, protestant contre des décisions prises par le Ministère de l'Education Nationale, limitant notamment le droit au brevet et le droit d'entrer dans l'enseignement secondaire (un tiers des enfants ne trouve pas de place dans les écoles ; sur 210.000 candidats à la première année secondaire, seuls 51.000 ont reçu accès à cet enseignement !). Trois mille garçons et filles sont arrêtés.

Le lendemain, leurs parents, des ouvriers, des chômeurs, des artisans et des petits commerçants descendent dans la rue. La répression est féroce. La police tire sur les manifestants, tuant des centaines de personnes, dont des enfants en bas âge. Des arrestations massives ont lieu à Rabat et à Casablanca. Le soir, la fureur populaire éclate : des milliers de manifestants descendent dans la rue, attaquent la prison, incendient des camions.

Le mercredi 26 mars, alors que l'opposition obtient à la Chambre le vote à l'unanimité d'une motion réclamant la libération immédiate de tous les élèves arrêtés, l'U.M.T. déclenche la grève générale à Casablanca, et de grandes manifestations s'étendent à toutes les grandes villes. Le 27 mars, ces manifestations se déroulent dans des villes plus petites : à Fez, à Safi, à Kénitra, à Beni-Mellal, à Taza, à Settat, etc. De nouveau, les forces de répression tirent sur les manifestants. On déplore des dizaines de morts. A Fez, un élève de 12 ans et un étudiant de 16 ans sont tués.

Le 29 mars, le roi Hassan II parle à la radiotélévision. Il reconnaît qu'il y a eu des dizaines de morts et explique la violence des manifestations par la conjonction entre le mécontentement des élèves et la situation économique qui s'était détériorée. Bien loin de « calmer » le peuple, ce discours déclenche de nouvelles manifestations imposantes, notamment à Fez et à Sefrou. Les manifestants demandent la démission du gouvernement et la libération des emprisonnés. A Fez, l'armée occupe les points stratégiques et se substitue à la police.

La violence de la répression — on mentionnera un total de 2.500 victimes ! — met fin à la « neutralité politique » de l'U.M.T., qui s'était rapprochée du Palais en 1964. L'opposition unifiée demande la chute du gouvernement. La pression est si puissante que le Palais commence à céder. Une amnistie est proclamée. Les prisonniers politiques sont libérés — non seulement ceux qui avaient été arrêtés durant la semaine sanglante, mais aussi ceux qui étaient emprisonnés au moment du « complot ». Les manifestations puissantes, enthousiastes et unitaires du 1er mai 1965 expriment la joie de l'unité

retrouvée entre ouvriers, paysans pauvres et étudiants. Les dirigeants de l'U.N.E.M. sont portés en triomphe ; on leur doit cette revanche éclatante sur la réaction.

En même temps, le roi Hassan II fait mine de céder également sur le plan gouvernemental. Il ouvre des négociations avec l'opposition. Il offre à l'Istiqlal (opposition traditionnaliste, de droite) et à l'U.N.F.P. de participer au gouvernement. Il veut constituer un gouvernement d'« union nationale ». Mais il se heurte au refus des partis d'opposition, dont les uns (l'Istiqlal) réclament des élections immédiates, tandis que les autres (l'U.N.F.P.) réclament une position prépondérante au sein du gouvernement.

## LE NOUVEAU COUP D'ETAT

Sous prétexte qu'il n'est pas parvenu à un résultat, le roi Hassan II, dans un message du début de juin 1965, proclame l'état d'exception, suspend la Constitution qui, dit-il, doit être revisée, dissout le Parlement et annonce de nouvelles élections après la révision constitutionnelle (qui devra être approuvée par voie de référendum). Entre-temps, c'est le roi lui-même qui assume tous les pouvoirs législatifs et exécutifs, et prend la tête du gouvernement.

Les dirigeants de l'U.N.F.P. croient habile d'approuver cette proclamation royale (voir l'éditorial du journal *Libération* du 10 juin 1965) en mettant l'accent sur le fait qu'elle reconnaît les imperfections de la Constitution octroyée en 1962 (l'opposition avait demandé à l'époque le boycott du référendum qui devait approuver cette Constitution). Ils soulignent aussi l'aspect « progressiste » de certaines promesses royales (ainsi le message royal contient la phrase : « La décision que je viens d'annoncer est l'expression de notre volonté de nous engager résolument dans une ère de transformations radicales que je voudrais bénéfiques pour mon peuple et mon pays »). Ce faisant, ils commettent une erreur parallèle à celle commise par les dirigeants de l'U.M.T. lorsque ceux-ci se rapprochèrent temporairement du Palais pour des raisons tactiques.

La phrase-clé du discours royal n'est pas cette promesse démagogique de « justice sociale » ; elle est représentée par la phrase : « Le pays réclame un pouvoir *fort*, un pouvoir *juste*, un pouvoir *stable* ». En d'autres termes : le nouveau coup d'Etat de Hassan II s'inscrit dans le cadre de ce que l'U.N.E.M. a justement appelé le « régime des coups d'Etat permanents ». Il confirme la constance de la politique des classes possédantes depuis l'indépendance : renforcer le pouvoir absolu du Palais, faire du roi un mélange de monarque absolu et de Bonaparte moderne, pour assurer la défense de la propriété privée.

Le roi Hassan II est directement au service des classes possédantes. Des membres de sa famille sont personnellement liés aux familles les plus riches de la bourgeoisie commerçante (tel le mari de sa sœur Lala Aïsha, qui vient d'être nommée ambassadrice à Londres) et des propriétaires fonciers féodaux. Il dirige personnellement l'armée et les forces centrales de répression. Croire que le renforcement d'un tel pouvoir pourrait aboutir... à la destruction des privilèges de classe de la bourgeoisie *compradore* et des grands féodaux, c'est croire au père Noël et se duper soi-même de manière impardonnable.

Il est vrai qu'il est un représentant des *intérêts collectifs* de ces classes possédantes et que, dans cette qualité, il peut sacrifier à tel ou tel moment tel ou tel « secteur » ou individu particulièrement discrédité, pour sauver l'ensemble des privilèges de classe. D'où son rôle « bonapartiste », ses manœuvres politiques habiles, oscillant périodiquement de la droite à la gauche. Mais aucun révolutionnaire ne peut accorder le moindre crédit aux « ouvertures de gauche » qu'il multiplie de temps en temps, *dans le seul but de prendre des otages de gauche et de consolider ainsi son pouvoir et celui des classes possédantes.*

## CONCLUSIONS

Ce dont le Maroc a besoin, c'est d'une *véritable révolution* qui accomplit l'œuvre qui a été sabotée par la « révolution manquée » des années 50 : une réforme agraire radicale ; la suppression de toutes les survivances féodales et semi-féodales ; la mise au travail des centaines de milliers de chômeurs et des millions d'habitants

des campagnes qui souffrent du sous-emploi ; la modernisation générale du pays ; l'industrialisation planifiée ; la suppression de l'analphabétisme et la scolarisation générale ; l'extension dans tout le pays d'un service médico-hospitalier moderne.

Cette tâche est irréalisable sans la destruction de l'appareil d'Etat réactionnaire érigé autour du Palais royal depuis l'indépendance, sans l'expropriation non seulement des capitalistes et des grands colons étrangers, mais encore de la grande bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers marocains, sans la nationalisation de la grande industrie, du commerce extérieur, du commerce de gros, du système bancaire et du système des transports, sans la construction d'une économie socialiste.

Les forces motrices d'une telle révolution sont le prolétariat des villes et les masses déshéritées (ouvriers agricoles, chômeurs, paysans sans terre, petits métayers) à la campagne, sous la direction d'une force authentiquement révolutionnaire qu'il reste à construire, et dont les éléments principaux se trouvent parmi les cadres de l'U.N.E.M., les cadres de la gauche de l'U.N.F.P. et les cadres moyens de l'U.M.T.

Comme mot d'ordre transitoire, la formule « Que l'U.N.F.P. et l'U.M.T. prennent tout le pouvoir » est acceptable. Mais encore faut-il bien préciser qu'il s'agit d'une formule *transitoire*. En réalité, aussi longtemps que le pouvoir royal et l'appareil d'Etat qu'il a construit restent en place et sont intacts, c'est leurrer les masses que de leur promettre une mise en application d'un programme révolutionnaire. Et sans cette mise en application, aucun des problèmes-clés du Maroc d'aujourd'hui ne pourra recevoir un début d'application.

Les masses des villes ont encore en grande partie confiance dans les organisations officielles de la gauche marocaine, l'U.N.F.P. et l'U.M.T., bien que leurs dirigeants se soient à plusieurs reprises démasqués comme d'incurables opportunistes, prêts à flirter avec le Palais à la première occasion. A la campagne, le Palais conserve malgré tout un prestige encore très important (bien qu'inférieur à celui de feu Mohamed V), et les organisations politiques y sont encore peu implantées. C'est à travers l'agitation et le début de réalisation de la réforme agraire par une *véritable révolution paysanne*, par une véritable levée en masse des pauvres, que cette masse endormie depuis des siècles se réveillera et dégagera une énergie révolutionnaire indomptable qui, canalisée et dirigée par les forces révolutionnaires prolétariennes, se dirigera non seulement contre les féodaux et les colons, mais encore contre les bourgeois, gros commerçants, exploiteurs et affameurs, contre les profiteurs de l'indépendance, et pourra ainsi renverser la domination vermoulue et corrompue des classes possédantes marocaines, en s'engageant résolument dans la voie de la révolution socialiste.

15 juin 1965.

WILLIAM F. WARDE

# Le développement combiné et ses conséquences

*Nous publions ci-dessous un chapitre extrait d'un livre du camarade américain William F. Warde* « La loi du développement inégal et combiné dans l'histoire ».

*Cet ouvrage, et plus particulièrement les pages que nous en publions, contribueront à mieux comprendre les phénomènes singuliers et les grands problèmes présentés par la marche de la révolution coloniale qui provoque des* combinaisons *plus extraordinaires que jamais.*

Nous devons maintenant examiner le deuxième aspect de la loi du développement inégal et combiné. Le nom même de cette loi porte en lui les indications de la loi plus générale dont elle est une expression particulière — à savoir, la loi de la logique dialectique appelée loi de l'interpénétration des contraires. Les deux processus, de l'inégalité et de la combinaison, qui sont unis dans cette formulation, représentent eux-mêmes deux aspects ou deux stades de la réalité différents et opposés, et cependant intégralement liés et interdépendants.

La loi du développement combiné part de la reconnaissance de l'inégalité des taux de développement des divers phénomènes du changement historique. Les disparités dans le développement social et technique et la combinaison fortuite des éléments, des tendances et des mouvements appartenant à divers stades de l'organisation sociale, fournissent la base pour l'apparition de quelque chose d'une qualité nouvelle et supérieure.

Cette loi nous permet d'observer comment apparaissent ces qualités nouvelles. Si la société ne se développait pas d'une manière **différentielle**, c'est-à-dire à travers l'apparition de différences qui vont parfois jusqu'à être contradictoires entre elles, la possibilité de transformation et d'**intégration** de phénomènes contradictoires ne se présenterait pas. De ce fait, la première phase du processus évolutif — l'inégalité — est la précondition indispensable pour la seconde — à savoir la combinaison de traits appartenant à différents stades de la vie sociale dans des formations sociales distinctes, s'écartant de l'abstraction des types standards ou « normaux ».

Puisque la combinaison est le produit nécessaire de l'inégalité préexistante, nous voyons pourquoi elles se trouvent toujours ensemble et associées dans la loi unique du développement inégal et combiné. Partant du fait de la disparité des niveaux de développement qui résulte de la progression inégale des différents aspects de la société, nous allons maintenant analyser le stade suivant et la conséquence nécessaire de cet état de choses — leur apparition ensemble.

## LA FUSION DE DIFFERENTS FACTEURS HISTORIQUES

Nous devons d'abord nous demander qu'est ce qui est combiné ? Nous voyons souvent dans le monde comment des traits propres à un certain stade d'évolution se mêlent à ceux appartenant essentiellement à un autre stade plus élevé. L'Eglise catholique, avec son siège au Vatican, est une institution féodale caractérisée. Aujourd'hui le Pape utilise la radio et la télévision — inventions du XXe siècle — pour répandre les doctrines de l'Eglise.

Ceci conduit à une deuxième question : comment se combinent ces différents traits ? Ici les alliages métalliques fournissent un exemple utile. Le bronze, dont le rôle dans le développement des premières fabrications d'outils a été si grand que l'on a donné son nom à tout un stade du développement historique — l'Age de bronze — se compose de deux métaux élémentaires, le cuivre et l'étain, mélangés dans des proportions spécifiques. Leur fusion produit un alliage dont les importantes propriétés diffèrent de celles de chacun des deux composants.

Il se produit quelque chose de semblable en histoire lorsque fusionnent des éléments appartenant à différents stades de l'évolution sociale. Cette fusion donne naissance à de nouveaux phénomènes, à une nouvelle formation avec ses propres caractères particuliers. La période coloniale de l'histoire américaine, qui eut lieu lorsque la civilisation européenne passait du féodalisme au capitalisme, se heurta et se mêla à la sauvagerie et la barbarie, elle a été une source fertile de diverses formations combinées, et fournit un champ d'étude fort instructif. Presque tous les genres de rapports sociaux connus jusqu'ici, depuis la sauvagerie jusqu'à la société par actions, existèrent dans le Nouveau Monde durant la période coloniale. Plusieurs colonies, telles que la Virginie, la Caroline du Nord et du Sud, furent colonisées à l'origine par des entreprises capitalistes par actions auxquelles la Couronne avait accordé un contrat. Cette forme très élevée d'entreprise capitaliste, la société par actions, se trouva en contact avec des Indiens vivant encore dans des conditions tribales primitives.

Une des principales particularités du développement américain, c'est le fait que chacune des formes pré-capitalistes de vie qui s'y développait se combinait à un certain degré à des traits fondamentaux de la civilisation bourgeoise. Par exemple, le commerce de la fourrure annexa les tribus indiennes au marché mondial, et il est vrai que, par ce moyen, les Indiens devinrent quelque peu civilisés. D'autre part, les colons européens, chasseurs, trappeurs, fermiers pionniers, ayant à survivre parmi les plaines et les collines sauvages des terres « vierges », devinrent partiellement barbares. Cependant, le bûcheron européen qui pénétrait dans les régions sauvages d'Amérique, avec sa hache et son fusil, et aussi avec son point de vue et ses habitudes de la civilisation, était très différent de l'homme des tribus indiennes, quel que soit le nombre des activités de la société barbare auxquelles il ait dû se plier.

Dans son ouvrage de précurseur, **Les forces sociales dans l'histoire américaine**, A.M. Simons, un des premiers historiens socialistes, écrivait : « L'évolution suivie par chaque colonie ressemble de façon frappante à la ligne de développement suivie par la race. » A l'origine, fait-il remarquer, il y avait le communisme primitif. Puis vint la petite production et enfin le capitalisme.

Cependant, la conception selon laquelle les colonies américaines ou l'une quelconque d'entre elles, auraient répété effectivement les stades successifs par lesquels sont passées avant elles les sociétés avancées, est par trop schématique et laisse de côté le point essentiel de leur développement et de leur structure. La particularité la plus significative dans l'évolution des colonies britanniques en Amérique tient au fait que toutes les formes d'organisation et toutes les forces directrices appartenant aux premiers stades du développement social, depuis la sauvagerie jusqu'au féodalisme, se trouvèrent incorporées, conditionnées et même, dans le cas de l'esclavage, produites par l'expansion du système capitaliste international.

Il n'y a pas eu, sur le sol américain, la répétition mécanique de la série des stades historiques dépassés. Au lieu de cela, la vie coloniale a été le témoin d'un mélange dialectique de tous ces divers éléments, ce qui fit apparaître des formes sociales combinées de types nouveaux et spéciaux. L'esclavage des colonies américaines était très différent de celui de la Grèce ou de la Rome antique. L'esclavage américain était un esclavage « embourgeoisé » qui n'était pas seulement une branche secondaire du marché capitaliste mondial, mais qui s'imprégna de certains traits capitalistes. Une des conséquences les plus curieuses de cette fusion de l'esclavage et du capitalisme fut l'apparition de propriétaires d'esclaves et de leur commerce parmi les Indiens Creek du Sud. Quoi de plus normal et de plus contradictoire que des Indiens, vivant en communisme primitif, devenus propriétaires d'esclaves et vendant leurs produits sur un marché bourgeois ?

## LA DIALECTIQUE DE LA COMBINAISON

De cette association, de cette fusion de différents stades ou éléments du processus historique, résulte alors un mélange ou un alliage particulier des choses. C'est dans l'association d'éléments aussi différents, et même opposés, que se manifeste d'une façon remarquable et dans toute sa violence la nature dialectique de l'histoire. Ce qui règne ici, c'est la flagrante contradiction, nette, claire, absolue. L'histoire se joue des formes rigides et des routines établies. Il en découle toutes sortes de développements paradoxaux qui troublent et déroutent les esprits étroits et formalistes.

Nous examinerons maintenant la nature du stalinisme qui en est un autre exemple important. En Russie, la forme de propriété la plus avancée, la propriété nationalisée, et le mode d'organisation industrielle le plus efficace, l'économie planifiée, engendrées toutes deux par la révolution de 1917, s'unirent à la tyrannie la plus brutale, elle-même créée par la **contre-révolution politique** de la bureaucratie soviétique. La base économique du régime stalinien appartient historiquement à l'ère socialiste de l'avenir. Cependant, cette base économique est tombée sous le joug d'une superstructure politique révélant les traits les plus pernicieux des dictatures de classe du passé. Il n'est pas étonnant que ce phénomène exceptionnellement contradictoire ait embarrassé tant de gens et les ait égarés !

Le développement inégal et combiné nous offre un mélange particulier d'éléments arriérés et des facteurs les plus modernes. Beaucoup de pieux catholiques accrochent à leur auto des médailles de saint Christophe, patron des voyageurs, qui est supposé les protéger des accidents. Cette coutume combine le fétichisme du sauvage crédule avec les produits de l'industrie automobile, l'une des industries techniquement les plus avancées et les plus automatisées du monde moderne.

De nos jours, ces anomalies sont particulièrement accentuées dans les pays sous-développés. Il existe des choses curieuses telles que les harems à air conditionné !

Trotsky écrivait dans **l'Histoire de la Révolution Russe** : « Le développement d'une nation historiquement arriérée conduit nécessairement à une combinaison originale de stades différents du processus historique. »

Carlton S. Coone écrit : « ... Il est encore des régions marginales où la diffusion culturelle s'est faite de façon inégale, où de simples chasseurs de l'Age de pierre se trouvent soudain face à des étrangers portant des fusils, où des cultivateurs néolithiques troquent leurs haches de pierre contre des haches d'acier et leurs cruches en poterie contre des bidons d'huile abandonnés, où de fiers citoyens d'empires disparus, habitués à recevoir les nouvelles par caravanes avec des semaines de retard, se prennent à écouter les émissions de propagande des radios publiques. Sur la place de la ville aux toits blancs et bleus, la voix claire du muezzin appelant les fidèles à la prière est un jour remplacée par un son grêle émis non plus par les lèvres d'un homme barbu, mais par une sorte de cône de métal brillant suspendu au minaret. Sur l'aéroport, les pèlerins à destination des lieux saints passent directement des dos de chameau aux fauteuils des DC-4. Dans ces régions comme ailleurs, ces changements de technologie conduisent à la naissance de nouvelles institutions, mais le produit d'un tel enfantement est souvent d'une espèce inconnue, ne ressemblant à aucun de ses parents, qu'il s'agisse de celui qui est arriéré ou de celui qui est avancé, et leur donnant à tous deux beaucoup de difficultés. » (**The Story of Man**, pp. 413-414.)

Aujourd'hui, en Afrique, parmi les Kikuyu du Kenya, comme parmi les peuples de la Côte de l'Or, les anciennes coutumes et relations tribales renforcent leur solidarité dans les luttes pour le développement social et l'indépendance nationale contre les impérialistes anglais. Dans le mouvement de Nkrumah il y a un parti parlementaire national lié aux syndicats et au tribalisme — tous trois appartenant à différents stades de l'histoire sociale.

On peut aussi trouver ce mélange d'éléments arriérés avec les facteurs les plus modernes si l'on compare la Chine et les Etats-Unis d'Amérique. Aujourd'hui, de nombreux paysans chinois vivant dans de minuscules hameaux ont les portraits de Marx et de Lénine sur leurs murs et sont pénétrés de leurs idées. Par contre, l'ouvrier américain moyen qui vit dans les villes les plus modernes, a, sur ses murs préfabriqués, des peintures du Christ ou des photos du Président. Et pourtant, les paysans chinois n'ont pas, comme les ouvriers américains, l'eau courante, les routes goudronnées, les voitures ou les postes de télévision.

Ainsi, bien que les Etats-Unis et leur classe ouvrière, dans leur développement industriel et leur niveau de vie et de culture, aient une avance considérable sur la Chine, par certains côtés, le paysan chinois a dépassé l'ouvrier américain. « La dialectique historique ne connaît ni la simple arriération ni la progression chimiquement pure », comme le dit Trotsky.

## LA STRUCTURE SOCIALE DE LA GRANDE-BRETAGNE

Si nous analysons la structure de la Grande-Bretagne contemporaine, nous voyons qu'elle présente des traits appartenant à trois périodes socio-historiques différentes, qui sont étroitement mêlées. Au sommet de son système politique, il y a la monarchie et une religion d'Etat, toutes deux héritées de la féodalité. Ce système est lié, en même temps qu'il la sert, à une structure de propriété capitaliste de monopole appartenant au stade le plus élevé du capitalisme. Parallèlement à ces industries capitalistes existent des industries socialisées, de puissants syndicats et un parti travailliste — tous **précurseurs** du socialisme.

Il est significatif que cette combinaison contradictoire particulière en Grande-Bretagne embarrasse les Américains. L'Américain libéral ne peut comprendre pourquoi l'Anglais conserve une monarchie et une religion d'Etat ; le capitaliste américain est intrigué par la tolérance de la classe dirigeante britannique envers le Parti travailliste.

En même temps, la Grande-Bretagne est secouée par le plus extraordinaire de tous les mouvements combinés des forces sociales mondiales de notre époque, à savoir la combinaison du mouvement anti-capitaliste de la classe ouvrière avec la révolution anti-colonialiste des peuples de couleur. Ces deux mouvements très différents, tous deux issus de l'opposition à la domination impérialiste, se renforcent mutuellement.

Cependant, ces deux mouvements n'ont pas les mêmes effets dans tous les pays capitalistes. Par exemple, ils sont ressentis avec plus de force et d'une manière plus directe en France et en Grande-Bretagne qu'aux Etats-Unis. Cependant, même aux Etats-Unis, la lutte des peuples coloniaux pour leur indépendance et celle de la minorité noire pour l'égalité s'influencent mutuellement.

## LES BONDS EN AVANT DE L'HISTOIRE

La conséquence la plus importante de l'interaction du développement inégal et combiné est l'apparition de « bonds » au cours de l'histoire. Les plus grands bonds sont rendus possibles par la coexistence de peuples à des niveaux différents d'organisation sociale. Dans le monde d'aujourd'hui, ces organisations sociales s'étendent depuis la sauvagerie jusqu'au seuil même du socialisme. En Amérique du Nord, tandis que les Eskimos de l'Arctique et les Indiens Seri de la Basse-Californie sont encore au stade de la sauvagerie, les banquiers de New York et les ouvriers de Détroit opèrent au niveau le plus élevé du capitalisme de monopole. Les « bonds » historiques deviennent inévitables du fait que les parties retardataires de la société sont confrontées avec des tâches que seules peuvent résoudre les méthodes les plus avancées. Poussées par les conditions extérieures, elles sont obligées de sauter ou de traverser rapidement les phases d'évolution qui, à l'origine, demandèrent une période historique entière pour développer leurs potentialités.

Plus grande est l'étendue des différences de développement et plus nombreux les stades en présence à un moment donné, plus les combinaisons possibles des forces et des conditions sont dramatiques et plus la nature des bonds est saisissante. Certaines combinaisons conduisent à de soudaines et extraordinaires poussées et convulsions dans l'histoire. Les transports ont évolué peu à peu à travers les âges, depuis la traction humaine puis animale, jusqu'aux chemins de fer, aux automobiles et aux avions. Cependant, récemment, des peuples d'Amérique du sud et de Sibérie sont passés directement et d'un seul bond de la bête de somme aux avions.

En assimilant les réalisations des peuples avancés, les tribus, les nations ou les classes sont en mesure de comprimer les divers stades et même de les sauter entièrement. Ils les utilisent comme perche, pour s'élancer, franchir les étapes intermédiaires, et surmonter les obstacles en un bond prodigieux. Et ils ne peuvent réaliser cela que lorsque des pays à l'avant-garde de l'humanité leur ont d'abord préparé la voie en forgeant les conditions matérielles. D'autres peuples préparent les moyens et les modèles qu'ils adapteront ensuite, en temps opportun, à leurs besoins particuliers.

Par exemple, c'est entre autre parce qu'elle a pu importer des machines et des techniques de l'Occident que l'industrie soviétique a fait de si rapides progrès. Actuellement, l'industrialisation de la Chine peut avancer encore plus rapidement en s'appuyant non seulement sur les réalisations techniques des pays capitalistes avancés mais aussi sur les méthodes de planification de l'économie soviétique.

Dans leurs efforts pour atteindre le niveau de l'Europe occidentale, les colons de la côte de l'Atlantique nord traversèrent rapidement le « désert de la barbarie »,

sautèrent pratiquement la féodalité, déracinèrent l'esclavage après l'avoir implanté, et fondèrent des villes et de grandes cités sur une base capitaliste. Ils ont fait tout cela à une allure accélérée. Il a fallu 3.000 ans aux peuples d'Europe pour passer du stade de barbarie supérieure de la Grèce d'Homère jusqu'au triomphe de la révolution bourgeoise anglaise de 1649. L'Amérique du nord a effectué la même transformation en 300 ans. Ce qui représente un rythme de développement dix fois plus rapide. Cependant, ceci ne fut possible que parce que l'Amérique a pu se servir des réalisations antérieures de l'Europe combinées avec la violente expansion du marché capitaliste à tous les coins du globe.

Parallèlement à cette accélération et à cette compression du développement social, se produisait une accélération dans le rythme des événements révolutionnaires. Il a fallu huit siècles au peuple anglais pour passer des débuts de la féodalité au IXe siècle, et arriver à la révolution bourgeoise du XVIIe siècle. Il n'a fallu qu'un siècle trois-quarts aux colons d'Amérique du nord pour passer de leurs premières colonies à leur révolution à la fin du XVIIIe siècle.

Quelquefois, au cours de ces bonds historiques, les phases de développement sont comprimées ou même complètement omises, selon les forces et les conditions particulières. Dans les colonies d'Amérique du nord, par exemple, la féodalité qui fleurit en Europe et en Asie durant des siècles, n'eut pour ainsi dire aucune prise. Les institutions caractéristiques de la féodalité : grands domaines, servage, monarchie, religion d'Etat et guildes médiévales ne purent trouver de milieu adéquat et furent éliminées entre le commerce d'esclaves d'une part, et la société bourgeoise naissante d'autre part. Paradoxalement, au moment où la féodalité était étranglée dans les colonies de l'Amérique du nord, elle était en pleine expansion de l'autre côté du monde, en Russie.

Par ailleurs, l'esclavage dans le sud des Etats-Unis s'enracina si profondément, connut un si grand développement et se révéla si dur et si résistant, qu'il fallut une révolution particulière pour le déraciner. En fait, il existe encore dans le sud de significatives survivances anachroniques de l'esclavage.

## LES RETOURS DE L'HISTOIRE

L'Histoire a ses retours en arrière comme elle a ses marches en avant, ses périodes de réaction comme ses périodes de révolution. Sous certaines conditions de réaction, des formes infantiles et des traits archaïques propres à des époques et des périodes de développement révolues, peuvent se fondre avec des structures avancées pour donner naissance à des formations rétrogrades et empêcher tout progrès social. Un exemple d'une telle combinaison régressive, ce fut l'esclavage en Amérique : un mode de propriété et une forme de production archaïques appartenant à l'enfance de la société de classe surgissaient dans un milieu bourgeois appartenant à l'âge mûr de la société de classe.

L'histoire politique récente nous a familiarisés avec les exemples du fascisme et du stalinisme, phénomènes historiques du XXe siècle, qui sont symétriques mais en aucun cas identiques. Tous deux représentaient des retours par rapport à des formes démocratiques de gouvernement préexistantes qui avaient des bases sociales totalement différentes. Le fascisme détruisit et supplanta la démocratie bourgeoise dans la période finale de domination et de décadence impérialiste. Le stalinisme détruisit et supplanta la démocratie ouvrière de la Russie révolutionnaire au cours de période initiale de la révolution socialiste internationale.

Jusqu'ici, nous avons distingué deux phases dans le mouvement dialectique de la société. D'abord, certaines parties de l'humanité et certains éléments de la société avancent plus vite et vont plus loin que d'autres. Ensuite, sous le coup de forces extérieures, les retardataires, stimulés, rattrapent et même dépassent leurs précurseurs sur la voie du progrès, en combinant les découvertes les plus récentes avec leur vieux mode d'existence.

## LA DESINTEGRATION DES COMBINAISONS

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Chaque synthèse particulière, née du développement inégal et combiné, subit elle-même une autre évolution et d'autres changements qui peuvent conduire à la désintégration et à la destruction éventuelles de cette synthèse. Une formation combinée amalgame des éléments dérivant de différents niveaux du développement social. Sa structure intérieure est donc extrêmement contradictoire. L'opposition de ses pôles constitutifs, donne non seulement un caractère instable à cette formation, mais en oriente le développement ultérieur. La lutte

des contraires marque le cours d'une formation combinée plus nettement qu'aucune autre.

Il y a deux types principaux de combinaison. Dans un cas, le produit d'une culture avancée peut être absorbé dans le cadre d'une organisation sociale archaïque. Dans l'autre cas, certains aspects d'ordre primitif s'incorporent à un organisme social supérieurement développé.

Les effets produits par l'intégration d'éléments avancés dans une structure primitive dépend de nombreux facteurs. Par exemple, les Indiens purent remplacer la hache de pierre par la hache de fer sans rupture fondamentale de leur ordre social, parce que ce changement n'impliquait qu'une dépendance minime à l'égard de la civilisation blanche à laquelle ils prenaient la hache de fer. L'introduction du cheval apporta des changements considérables dans la vie des Indiens des prairies, élargissant l'étendue de leurs chasses et de leurs capacités guerrières, mais le cheval ne transforma nullement les relations tribales fondamentales. Par contre, la participation au commerce de la fourrure et l'introduction de l'argent eurent des conséquences révolutionnaires sur les Indiens ; elles brisèrent leur vie tribale, établirent des intérêts privés en opposition aux intérêts communs, dressèrent les tribus les unes contre les autres et soumirent les nouveaux commerçants et trappeurs indiens au marché mondial.

Dans certaines conditions historiques, l'introduction de phénomènes nouveaux peut même pendant un certain temps prolonger la vie d'institutions archaïques. L'apparition des grands intérêts pétroliers capitalistes dans le Moyen-Orient a momentanément renforcé les émirats en les comblant de richesse. Mais à la longue, l'invasion des idées et des techniques les plus modernes ne peut que saper les vieux régimes tribaux car elle rompt les bases sur lesquelles ils reposent, et crée de nouvelles forces pour les combattre et les remplacer.

Un pouvoir primitif peut s'attacher à un pouvoir plus élevé, regagner de la vitalité et même apparaître pour un temps supérieur à son maître. Mais la puissance moins développée mène une existence essentiellement parasitaire et ne peut se maintenir indéfiniment aux dépens de la plus avancée. Il lui manque le terrain et l'atmosphère favorables à son développement, tandis que les institutions plus développées sont non seulement supérieures par nature, mais peuvent compter sur un milieu favorable à leur expansion.

## ESCLAVAGE ET CAPITALISME

Le développement de l'esclavage en Amérique du nord fournit une excellente illustration de cette dialectique. D'un point de vue historique mondial, l'esclavage sur ce continent était dès le départ un anachronisme. En tant que mode de production, il appartenait à l'enfance de la société de classe ; il avait déjà pratiquement disparu de l'Europe occidentale. Cependant, les demandes mêmes de l'Europe occidentale en matière brute telle que le sucre, l'indigo, le tabac, associées à la rareté de la main-d'œuvre pour entreprendre des opérations agricoles à grande échelle, furent à l'origine de l'implantation de l'esclavage en Amérique du nord. L'esclavage colonial s'est développé comme branche du capitalisme commercial. Ainsi un mode de production et une forme de propriété qui étaient depuis longtemps dépassés reparurent grâce aux exigences d'un système économique avancé et en devinrent partie intégrante.

Cette contradiction s'accentua davantage lorsque la montée de l'industrie capitaliste en Angleterre et aux Etats-Unis éleva les Etats du sud, producteurs de coton, au premier rang de la vie économique et politique américaine. Durant des décennies, les deux systèmes opposés firent équipe. Puis ils se séparèrent au moment de la guerre civile américaine. Le système capitaliste qui, à un certain stade de son développement, engendra l'apparition de l'esclavage créa, à un autre stade, une nouvelle combinaison de forces qui le renversa.

La forme combinée de l'ancien et du nouveau, de l'inférieur et du supérieur, de l'esclavage et du capitalisme, ne se révéla ni permanente ni indissoluble ; elle était conditionnelle, temporaire, relative. L'association forcée des deux tendit à une dissociation et à un conflit croissant. Si une société progresse, l'avantage prépondérant revient à la longue à la structure supérieure qui se développe aux dépens des traits inférieurs, les dépasse et, en fin de compte, les élimine.

## LA SUBSTITUTION DES CLASSES

L'une des conséquences les plus importantes et les plus paradoxales du développement inégal et combiné, c'est la solution des problèmes d'une classe par l'intermédiaire d'une autre. Chaque phase du développement social hérite, pose et résout son propre amalgame de tâches historiques. Par exemple, la barbarie développa les

techniques productives de culture des plantes et d'élevage des animaux comme branches de son activité économique. Ces activités constituèrent en même temps les prémisses pour le remplacement de la barbarie par la civilisation.

A l'époque bourgeoise, l'unification de provinces séparées en Etats nationaux centralisés et l'industrialisation de ces Etats furent les tâches historiques qui se posèrent à la bourgeoisie montante. Mais, dans un certain nombre de pays, le sous-développement de l'économie capitaliste et donc la faiblesse de la bourgeoisie ne leur ont pas permis de réaliser ces tâches historiques bourgeoises. En plein cœur de l'Europe, par exemple, l'unité du peuple allemand ne fut réalisée, de 1866 à 1869, ni par la bourgeoisie, ni par la classe ouvrière, mais par une caste sociale dépassée, les hobereaux prussiens, avec à leur tête la monarchie des Hohenzollern et dirigée par Bismarck. Dans ce cas, la tâche historique d'une classe capitaliste fut réalisée par des forces pré-capitalistes.

A notre siècle, la Chine présente un autre exemple, inverse, à un niveau historique plus élevé. Sous le double joug des vieux rapports féodaux et de l'impérialisme, la Chine ne pouvait être ni unifiée ni industrialisée. Il ne lui fallut pas moins qu'une révolution prolétarienne (quelles qu'aient pu être les déformations de cette révolution dès le départ) appuyée sur une puissante insurrection paysanne pour permettre la solution de ces tâches bourgeoises longtemps différées. Aujourd'hui, la Chine est unifiée pour la première fois et s'industrialise rapidement. Cependant, ces tâches ne sont réalisées ni par les forces capitalistes ni par les forces pré-capitalistes ,mais par la classe ouvrière. Dans ce cas, les tâches inachevées de l'ère capitaliste avortée ont été endossées par une classe post-capitaliste.

Le développement extrêmement inégal de la société rend nécessaires ces échanges de rôles historiques entre les classes, la symbiose entre différents stades historiques rend possible cette substitution. Comme le faisait remarquer Hegel, l'histoire a souvent recours aux mécanismes les plus indirects et les plus rusés pour parvenir à ses fins.

L'un des problèmes majeurs que la révolution démocratique bourgeoise aux Etats-Unis a laissé sans solution, c'est l'abolition des vieux stigmates de l'esclavage et l'extension de la liberté aux Noirs. Cette tâche n'a été que partiellement résolue par la bourgeoisie industrielle du nord durant la guerre civile américaine. Cet échec de la bourgeoisie a toujours été depuis lors une source d'embarras et de difficultés pour ses représentants. La question qui se pose maintenant est de savoir si les dirigeants capitalistes actuels, ultra-réactionnaires, des Etats-Unis peuvent mener à bien une tâche dans laquelle ils ont échoué à l'apogée de leur révolution.

Les porte-parole des démocrates et des républicains jugent nécessaire de dire qu'ils peuvent effectivement la réaliser ; les réformistes de toutes sortes clament qu'elle peut être confiée à un gouvernement bourgeois. Nous pensons cependant, quant à nous, que seule la lutte du peuple noir et des masses travailleuses contre les dirigeants capitalistes pourra amener à la victoire la lutte contre les séquelles de l'esclavage. De cette façon, la révolution socialiste achèvera ce que la révolution démocratique bourgeoise n'a pu réaliser.

## LA RANÇON DU PROGRES ET LES PRIVILEGES DE L'ARRIERATION

Ceux qui font un culte du pur progrès croient que de hautes réalisations dans un certain nombre de domaines présupposent une perfection équivalente dans d'autres. Beaucoup d'Américains présument automatiquement que les Etats-Unis dépassent le reste du monde dans tous les domaines de l'activité humaine simplement parce qu'ils le dépassent en technologie, en productivité matérielle et sur le plan du niveau de vie. Cependant, en politique et en philosophie, pour ne rien mentionner d'autre, le développement général des Etats-Unis en est encore au XIX$^{e}$ siècle, alors que les pays d'Europe et d'Asie, moins favorisés du point de vue économique, dépassent de beaucoup les Etats-Unis.

Dans ses dernières années, Staline chercha à imposer l'idée que seuls des « cosmopolites sans racines » pouvaient soutenir que l'Occident avait dépassé l'URSS dans un domaine quelconque, depuis celui de l'invention mécanique jusqu'à celui de la génétique. Cette expression du nationalisme grand russe n'était pas moins stupide que la suffisance des Occidentaux estimant que la soi-disant barbarie asiatique de l'Union soviétique ne pouvait rien donner de supérieur.

En fait, chaque phase du développement social, chaque type d'organisation sociale, chaque nationalité, a ses vertus et ses défauts particuliers, ses avantages et ses désavantages. Le progrès exige sa rançon qu'il faut payer. Des avances dans certains domaines peuvent provoquer des reculs dans d'autres. Par exemple, la civilisation a développé les moyens de production et

la richesse de l'humanité en sacrifiant l'égalité et la fraternité des sociétés primitives qu'elle a supplantées. D'autre part, dans certaines conditions, le retard a ses avantages. En outre, ce qui est progressif à un certain stade de développement peut devenir une précondition à l'établissement d'un retard à un stade ultérieur ou dans un domaine similaire. Et ce qui est rétrograde peut devenir la base pour un bond en avant.

Il semble présomptueux de dire aux peuples opprimés par l'arriération et qui s'efforcent de la rejeter, que leur niveau archaïque a quelque avantage. L'arriération est pour eux un mal absolu. Mais la conscience de ce « mal » ne vient en première place qu'après que ces peuples aient pris contact avec des formes supérieures de développement social. C'est le contact de ces deux formes, avancées et arriérées, qui montre les déficiences de la culture arriérée. Tant que la civilisation lui est inconnue, le sauvage est satisfait. Seule la juxtaposition des deux introduit la vision de quelque chose de mieux et nourrit le levain du mécontentement. De cette façon, la présence et la connaissance d'un niveau supérieur deviennent les forces motrices du progrès.

Cela aboutit à la critique et à la condamnation du vieil état de choses qui incitent à surmonter la disparité de développement et entraînent les retardataires en suscitant en eux le désir d'être au même niveau que les plus avancés. C'est ce qu'a senti personnellement tout individu qui s'est engagé dans des études.

Lorsque de nouvelles exigences impératives s'imposent aux peuples arriérés, l'absence d'institutions intermédiaires accumulées peut avoir une valeur positive car il y a alors moins d'obstacles à la marche du progrès et à l'assimilation de ce qui est nouveau. Si les forces sociales existent et s'exercent de façon effective, intelligente et en temps voulu, ce qui avait été une rançon peut devenir un avantage.

## LE COURS TORTUEUX DE LA REVOLUTION RUSSE

L'histoire récente de la Russie fournit l'exemple le plus frappant de cette transformation des rançons historiques en avantages. Au début du XX^e siècle, la Russie était la grande puissance d'Europe la plus arriérée. Ce retard affectait toutes les couches sociales, depuis la paysannerie à la base jusqu'à la dynastie absolutiste des Romanov au sommet. Le peuple russe et les nationalités opprimées souffraient à la fois des misères accumulées d'une féodalité décadente et du retard du développement bourgeois en Russie.

Cependant, lorsqu'arriva le moment pour une solution révolutionnaire à tous ces problèmes accumulés, cette arriération manifesta ses avantages à bien des égards. D'abord, le tzarisme était **totalement** coupé des masses. Deuxièmement, la bourgeoisie était trop faible pour prendre et garder le pouvoir en son propre nom. Troisièmement, la paysannerie n'ayant obtenu aucune satisfaction de la part de la bourgeoisie, dut s'appuyer sur la classe ouvrière comme direction. Quatrièmement, la classe ouvrière n'avait pas de méthodes d'action figées, de syndicats ou de bureaucraties politiques figés pour la retenir. Pour cette jeune classe énergique, qui avait si peu à désapprendre et tant à apprendre en peu de temps, il était plus facile d'adopter la théorie la plus avancée, le programme d'action le plus audacieux et le plus clair, et le type d'organisation de parti le plus élevé. La révolte paysanne contre la féodalité, mouvement qui, en Europe occidentale, avait été la caractéristique de l'aube des révolutions démocratiques bourgeoises, se mêla à la révolution prolétarienne contre le capitalisme qui, elle, appartenait au XX^e siècle. Comme Trotsky l'a expliqué dans **l'Histoire de la Révolution Russe**, ce fut la conjonction de ces deux révolutions différentes qui donna une énorme puissance au soulèvement du peuple russe et expliqua l'extraordinaire portée et la force de ses réalisations.

Mais les privilèges de l'arriération ne sont pas inépuisables ; ils sont limités par les conditions matérielles et historiques. Ainsi, dans la phase ultérieure de son développement, l'arriération héritée de la Russie des tsars se réaffirma sous des conditions historiques nouvelles et sur une base sociale entièrement nouvelle. Les décennies suivantes durent payer les privilèges antérieurs par de dures souffrances, des privations économiques et la perte des libertés qu'endura le peuple russe sous la dictature stalinienne. Le retard même qui avait renforcé d'abord la révolution et qui avait placé les masses russes à l'avant-garde du reste du monde, devenait maintenant le point de départ de la réaction politique et de la contre-révolution bureaucratique, conséquence de l'échec de la révolution internationale dans les pays industriellement plus avancés. Le retard culturel et économique de la Russie combiné au reflux de la révolution internationale fut la condition fondamentale qui permit à la clique stalinienne d'étouffer le parti bolchevik et à la bureaucratie d'usurper le pouvoir politique.

De ce fait, le régime stalinien devint le plus contradictoire de l'histoire moderne ;

c'était un amalgame des formes de propriété les plus avancées et des conquêtes sociales de la révolution, avec une résurgence des traits les plus repoussants de la domination de classe. D'immenses usines dotées de l'équipement le plus moderne fonctionnaient grâce au travail d'ouvriers qui, tels des serfs, n'avaient pas le droit de quitter leur emploi ; des avions passaient au-dessus de pistes poussiéreuses infranchissables ; une économie planifiée fonctionnait parallèlement à des camps de « travaux forcés » ; des progrès industriels considérables accompagnaient une répression politique ; le développement prodigieux de la Russie en tant que puissance mondiale se doublait d'une décomposition intérieure du régime.

Cependant, le développement dialectique de la révolution russe ne s'arrêta pas là. L'extension de la révolution à l'Europe orientale et à l'Asie après la seconde guerre mondiale, l'expansion de l'industrie soviétique, l'accroissement du nombre et l'élévation du niveau culturel des ouvriers soviétiques, préparaient les conditions pour un renversement des vieilles tendances, la renaissance de la révolution à un stade supérieur, sapant et surmontant partiellement le fléau du stalinisme. Le monde a déjà vu les premières manifestations de ce pas en avant des masses de Russie et de ses satellites, la classe ouvrière en tête.

Du discours de Khrouchtchev à la révolution hongroise, une série continue d'événements a manifesté la dialectique du développement révolutionnaire. A chaque étape de la révolution russe depuis 1905, nous voyons l'interaction de son arriération et de son caractère progressif et le passage de l'un à l'autre selon les circonstances concrètes du développement national et international. Seule, la compréhension de la dialectique de ces changements peut donner une image précise du développement extrêmement complexe et contradictoire de l'URSS tout au long de ses quarante années d'existence. Toutes les caractérisations simplistes de la société moderne russe qui ne servent qu'à semer la confusion dans le mouvement révolutionnaire, proviennent directement de l'incompréhension des lois de la dialectique et de l'emploi de méthodes métaphysiques dans l'analyse des processus historiques.

La loi du développement inégal et combiné est un outil indispensable pour analyser la révolution russe et dresser le tableau de sa progression et de sa décadence à travers ses phases complexes, ses victoires, sa dégénérescence et sa future régénération, quand le peuple soviétique aura achevé le processus de déstalinisation.

**VIENT DE PARAITRE**

**CONSTRUIRE LE PARTI REVOLUTIONNAIRE**

**par Pierre FRANK**

Une brochure de 32 pages, 2 francs

# LES LIVRES

## Friedrich Engels und das Problem der « geschichtlosen Völker »

(Friedrich Engels et le problème des « peuples sans histoire »)

de Roman ROSDOLSKY (1)

Il est des parties de l'œuvre des fondateurs du marxisme qui ne sont guère étudiées par les marxistes. Diverses raisons sont à l'origine de cet état de choses. Cette œuvre est considérable et certaines de ses parties n'ont pas été largement éditées. Dans ce lot, il faut mentionner de nombreux articles parus dans des journaux. Mais, bien que cette raison trouve sa place pour les textes étudiés par l'ouvrage de R. Rosdolsky, elle n'est pas la seule, et peut-être pas la raison essentielle. Il s'agit d'articles parus dans l'année 1848 dans la *Neue Rheinische Zeitung*, l'organe dirigé par Marx au cours de la période la plus brûlante de la révolution en Europe centrale.

Dans ces articles, l'idée principale développée par Fr. Engels est que le peuple russe, le peuple polonais, le peuple hongrois ont un avenir national, tandis que les autres peuples slaves — à savoir les Tchèques, les Slovaques, les Slovènes, les Croates, les Serbes et les Ukrainiens — des « peuples sans histoire », sont destinés à ne pas avoir d'avenir national, à ne pas bâtir d'Etats nationaux. Plus de trente années plus tard, Engels partageait encore cette opinion qui a, de toute évidence, été démentie par l'histoire.

Dans ces articles, se trouvent divers éléments, en particulier de vigoureuses polémiques contre le panslavisme, qui ont été rassemblées par des auteurs antisoviétiques pour des fins contre-révolutionnaires, ce qui est sans intérêt pour une étude scientifique méticuleuse comme celle dont nous rendons compte.

L'auteur note que Mehring et Kautsky ont bien abordé le problème mais sans le traiter comme il le convenait. C'est en utilisant précisément la méthode que Marx et Engels avaient commencé à élaborer depuis quelques années seulement, lorsque ces articles d'Engels furent écrits, que l'auteur examine la situation des peuples en question à l'époque de la révolution de 1848, l'état encore très primitif où ils se trouvaient, les très faibles manifestations paysannes qui s'y produisirent. Il montre que ces paysans, au cours de ces manifestations, se dressèrent contre les seigneurs qui les opprimaient et qui se trouvaient être précisément des Polonais et des Hongrois qui, à l'époque, pour leurs propres intérêts de classe, s'allièrent à la démocratie révolutionnaire en Allemagne et en Autriche. Ceci explique l'origine de l'attitude des révolutionnaires allemands de l'époque. Ceci explique aussi que ces révolutionnaires allemands, Marx et Engels en premier lieu, inspirés par la Grande Révolution française de 1792, par son action unificatrice puissante de la France en une République « une et indivisible », envisageaient une révolution allemande qui opérerait de même dans le centre de l'Europe, assimilant en passant les peuples arriérés qui, dans les conditions où ils se trouvaient, jouaient un peu le rôle des Vendéens.

Dans ce livre, l'auteur montre le « grain » de vérité qui existait lors de la révolution de 1848 dans la pensée d'Engels sur cette question, mais aussi ses extrapolations dangereuses et des outrances polémiques qui ne peuvent que choquer des marxistes. Il montre que la pensée d'Engels resta fixée sur la conception de la révolution allemande qu'il avait à l'époque et qu'il n'avait pas tenu compte, trente ans plus tard, des transformations qui s'étaient produites. L'auteur était particulièrement bien placé pour comprendre ces transformations : « En 1848, une petite partie de l'intelligentsia ukrainienne... se considérait encore polonaise, et même en 1863, quelques intellectuels ukrainiens prenaient part au soulèvement polonais. Parmi eux l'arrière-

(1) Edité par les « Archiv für Sozialgeschichte », Hanovre.

grand-père de l'auteur ; mais son grand-père était déjà un ardent patriote ukrainien et un adversaire de la domination polonaise et russe... », écrit-il.

Ce livre montre également que les erreurs commises à l'époque sur la question des nationalités ont eu des répercussions dans le mouvement ouvrier, plus tard, y compris dans les conceptions de marxistes éminents comme Plekhanov, Rosa Luxemburg, et de partis socialistes, comme le P.S. autrichien du temps de la monarchie des Habsbourg. L'auteur souligne l'importance du progrès opéré dans la pensée marxiste par Lenine sur la question des nationalités. Il oppose aux erreurs commises par les révolutionnaires allemands en 1848 la remarquable politique des nationalités pratiquée sous la direction de Lenine et de Trotsky, dans le cours de la révolution russe, souvent contre des courants, y compris au sein du parti bolchevik, qui n'en saisissaient pas l'importance pour la victoire de la révolution. Il expose aussi les erreurs et les crimes commis par Staline dans cette question des nationalités où il passait pour un « spécialiste ». Le livre est d'ailleurs dédié à la mémoire des Ukrainiens N. Skrypnik, A. Schumsky et K. Maximovitch qui furent victimes de la terreur stalinienne.

Ce livre dont nous ne saurions trop souligner la richesse documentaire et la rigueur de la pensée critique, a enfin le puissant intérêt de montrer combien la question des nationalités présentait de difficultés dans une région après tout limitée de l'Europe, et par suite peut nous inciter à saisir quelques-unes des complexités qu'elle présente aujourd'hui sur les vastes continents où se développe la révolution coloniale.

P. F.

# Staline contre Trotsky (1)

Un livre, publié voici près de deux ans par la maison d'édition du Parti communiste italien ne paraît à présent à Paris que chez un éditeur indépendant du P.C.F. Il est vrai que le livre publié sous le titre « Staline contre Trotsky » peut engager les militants communistes à réfléchir sur des questions jugées bien dangereuses pour la direction, qu'il s'agisse de Thorez ou de ses épigones. On y trouve en effet une série de textes parus il y a quarante ans lorsque commença la discussion au sein du P.C. de l'Union soviétique. D'abord un débat entre Trotsky et Boukharine, ensuite un débat entre Zinoviev et Staline.

Nous signalons surtout la parution intégrale dans ce recueil des « Leçons d'Octobre » de Trotsky, qui traite notamment des problèmes du parti et de sa direction dans une situation révolutionnaire.

Ajoutons que l'introduction de G. Procacci, sans être correcte politiquement, est cependant d'une tenue toute différente de la prose courante des membres des appareils des P.C. sur de tels sujets.

(1) Maspéro, éditeur, Paris.

# « La Révolution permanente » a paru en arabe

La traduction en arabe de la *Révolution permanente* de L. Trotsky — ouvrage dont l'actualité brûlante n'est plus à démontrer — sera accueillie avec une très grande joie, particulièrement par les cadres révolutionnaires arabes pour qui elle vient combler une énorme lacune dont ils ont été jusqu'ici les premiers à pâtir. Le livre s'ouvre sur un extrait de l'adresse de Marx de 1850 relative à la révolution en Allemagne en 1848-49, et traitant de la *révolution permanente*. Le traducteur — Bachâr Abou Sabrâa — présente ensuite L. Trotsky à travers une *courte biographie* intentionnellement brève, pour laisser à *I. Deutscher* — auteur de la célèbre trilogie sur la vie de Trotsky — le soin de tracer pour le lecteur arabe les grandes lignes de la vie et de l'œuvre de Trotsky dans une magistrale introduction : « *L'ère de la révolution permanente* ».

B. Abou Sabrâa ne s'est pas contenté de la seule « Révolution permanente ». Il a gratifié la première partie du livre de la traduction intégrale de « *Bilan et Perspectives* », combien utile et nécessaire à une meilleure compréhension des idées fondamentales de la révolution permanente.

La deuxième partie de l'ouvrage est

(1) L. Trotsky : « La Révolution Permanente - Bilan et perspectives », par Bachaâr Abou Sabrâa — collection « Politique et société ». Darettalia, Beyrouth.

consacrée à la « Révolution permanente » proprement dite.

La traduction est fidèle et intégrale : pas un chapitre, pas un paragraphe, pas une ligne ne manquent. *L'esprit* est strictement reflété à travers les deux ouvrages, montrant la compréhension profonde du traducteur pour les idées fondamentales de Trotsky. *L'expression* cherche à être la plus souple possible, les mots à traduire littéralement les termes consacrés ; et ce n'est pas chose aisée car nul n'ignore les faiblesses de la terminologie marxiste arabe. Certes, on pourra contester à Abou Sabrâa la traduction de tel ou tel terme « technique », mais la discussion pourra se poursuivre indéfiniment jusqu'au jour où des traductions *multiples* et *variées* de la littérature révolutionnaire viendront enrichir, *établir* et *définir* un vocabulaire marxiste arabe digne de ce nom. Le traducteur de la « Révolution permanente » se tire, quant à lui, de cette tâche ardue et délicate d'une manière très honorable. Nous espérons qu'il ne s'arrêtera pas là et que bientôt d'autres ouvrages de Trotsky, Marx ou Lenine verront le jour en langue arabe.

Dans cette traduction de la « Révolution permanente » et de « Bilan et Perspectives » de Trotsky, les cadres révolutionnaires arabes trouveront non seulement une *réponse à bien des problèmes* idéologiques et politiques qu'ils se posent, mais aussi un *instrument « technique » précieux pour l'expression* de ces problèmes.

# Construire le parti révolutionnaire

de Pierre FRANK

Le P.C.I. (section française de la IVe Internationale) vient de publier une courte brochure de Pierre Frank qui examine les conditions objectives dans lesquelles se pose le problème de la construction du parti marxiste révolutionnaire en France, c'est-à-dire dans un mouvement ouvrier où le P.C. est en majorité, à la suite d'expériences que la classe ouvrière a faites avec la direction socialiste. Cette brochure expose l'orientation qu'en a déduite la section française, une orientation combinée d'un travail indépendant pour la défense du programme intégral du trotskysme et d'un travail au sein du P.C.F. ; et elle répond aux objections qui ont été faites à cette orientation.

**WORLD OUTLOOK**

**(Perspective mondiale)**

Un *service de presse ouvrier hebdomadaire* en anglais contenant des informations, des analyses, des articles, présentant un intérêt particulier pour des militants politiques et syndicaux, des révolutionnaires, les mouvements coloniaux, et pour ceux qui suivent la politique mondiale.

Ce service de presse n'est servi que sur abonnement. Il paraît chaque semaine sur un nombre de pages variable (d'une vingtaine à une quarantaine).

L'abonnement pour 26 numéros s'élève à 37,50 F.

Paiement à effectuer à Pierre FRANK, 21, rue d'Aboukir, Paris (2e).

# DOCUMENTS

## A bas l'agression impérialiste à Saint-Domingue !

Le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale dénonce l'intervention des marines en République Dominicaine comme une tentative cynique de la part de l'impérialisme américain de maintenir une dictature militaire contre un mouvement populaire qui cherchait à ramener dans le pays un président constitutionnel — simplement ilbéral bourgeois d'ailleurs — normalement élu. Cette intervention marque une étape nouvelle du durcissement de l'impérialisme américain devant tous les gouvernements des pays coloniaux et semi-coloniaux qui n'obéissent pas servilement à ses ordres. Après le putsch militaire au Brésil, l'intervention au Congo, la crise avec le Cambodge et l'agression contre la République Démocratique du Vietnam, l'impérialisme yankee indique une fois de plus sa volonté d'opposer la force militaire directe à tout nouveau pas en avant de la révolution dans le monde — même s'il s'agit de pas en direction d'un régime libéral-bourgeois, car Washington est conscient qu'un tel régime ne peut être qu'un interlude soit vers une solution d'extrême-droite, soit vers la révolution permanente.

Ainsi se poursuit la substitution progressive au camouflage libéral de Kennedy (« alliance pour le progrès ») — qui cherchait à bloquer la révolution coloniale à un stade « démocratique » bourgeois, notamment par une aide économique massive — d'une politique ouvertement et directement contre-révolutionnaire, qui retourne aux traditions de la « politique de la canonnière » de l'époque de l'impérialisme montant et triomphant.

Mais le monde a changé de manière décisive depuis cette époque-là. La politique cynique de Johnson et du Pentagone provoque l'indignation des masses les plus larges, elle oblige même des gouvernements pro-impérialistes comme ceux du Chili ou du Pérou, par souci de conserver une certaine base populaire, à s'opposer à la politique américaine et crée pour Washington le danger d'un isolement de plus en plus prononcé en Amérique latine.

Le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale appelle les masses d'Amérique latine à une vigilance extrême, car l'agression contre la République Dominicaine peut être le prélude d'une attaque directe contre Cuba socialiste. Il les appelle à se mobiliser partout pour exprimer leur indignation devant ce nouveau crime de l'impérialisme, et à multiplier partout leurs assauts contre les gouvernements et les régimes réactionnaires et pro-impérialistes, et contre les bases de l'impérialisme.

Le meilleur moyen d'affaiblir la politique d'intervention militaire directe de l'impérialisme, c'est de multiplier les foyers révolutionnaires, d'obliger le Pentagone à disperser de plus en plus ses forces et de le confronter avec de nouveaux fronts chaque fois qu'il pense avoir « rétabli » la situation dans un pays.

Hors de Saint-Domingue les marines américains !

Hors d'Amérique latine l'impérialisme yankee !

En avant, pour mettre en mouvement la révolution latino-américaine selon les enseignements de la IIe Déclaration de La Havane !

4 mai 1965.

LE SECRETARIAT UNIFIE DE LA IVe INTERNATIONALE

# Les leçons des élections à Ceylan

*La déclaration suivante a été publiée par le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale, le 27 mars.*

On doit tirer un certain nombre de leçons de la défaite du gouvernement de coalition de Mme Sirimavo Bandaranaike aux élections du 22 mars ; les principales sont les suivantes :

1° L'instabilité continue de la domination bourgeoise à Ceylan, due à la détérioration des conditions économiques et sociales.

2° L'incapacité d'un gouvernement de coalition tel que celui monté par Mme Bandaranaike pour résoudre ces problèmes ou offrir une perspective réaliste de leur solution éventuelle.

3° L'approfondissement de la crise tel qu'il se manifeste dans l'érosion du parti au pouvoir, le Sri Lanka Freedom Party et dans son incapacité à soutenir sa position si ce n'est d'une manière superficielle et passagère, en faisant participer au gouvernement de coalition les principaux représentants de la classe ouvrière.

4° La banqueroute de la direction Perera — de Silva — Goonawardene de l'ancien Lanka Sama Samaja Party, qui, en échange de postes pour quelques mois dans le gouvernement bourgeois de coalition, a rejeté le capital politique péniblement accumulé pendant plus d'un quart de siècle.

5° La confirmation que le cas de Ceylan n'est pas exceptionnel. C'est une nouvelle preuve de la fatale illusion qu'est de croire à la possibilité d'atteindre le socialisme par les voies parlementaires. La seule voie reste celle de la lutte de classe, du renversement de la domination capitaliste, de l'établissement d'un gouvernement des ouvriers et des paysans, de la liquidation du capitalisme et de la construction d'une économie planifiée.

6° Le besoin criant d'un parti socialiste révolutionnaire de masse à Ceylan, basé sur le programme présenté par le Lanka Sama Samaja Party (Révolutionnaire), pour sortir de l'impasse actuelle.

Le trait le plus frappant qui se dégage des élections du 22 mars, c'est le relatif déclin du Sri Lanka Freedom Party (S.L.F.P.) et le gain relatif de l'United National Party (U.N.P.), parti dirigeant traditionnel des capitalistes et propriétaires fonciers ceylanais et de leurs soutiens impérialistes.

Des 30 sièges au Parlement aux élections de juillet 1960, l'U.N.P. est passé à 66. Le S.L.F.P. de 75 en 1960 tombe à 41. La majorité des sièges U.N.P. ont été enlevés au S.L.F.P.

Le Parti Lanka Sama Samaja (Révolutionnaire) [L.S.S.P.(R)] mit en avant un programme principiel anticapitaliste, il a subi un recul électoral dû à la confusion qui suivit la trahison des anciens dirigeants du L.S.S.P. Dans deux des quatre circonscriptions où le L.S.S.P.(R) présenta des candidats ,le L.S.S.P. opposait ses propres candidats.

A Colombo-centre, où trois sièges étaient à pourvoir, Bala Tampoe [L.S.S.P. (R)] arriva en cinquième position. Cafoor, candidat U.N.P., reçut 68.372 voix ; Premadasa, un autre candidat U.N.P., en eut 64.438 ; P. Kenneman, candidat du Parti communiste, 41.478 ; Ishak, le candidat S.L.F.P., 32.132 ; Shanmugathasan, le candidat du Parti communiste prochinois obtint 2.427 voix. Tampoe en eut 4.559.

A Bulathasinghala, le résultat fut le suivant : Mangala Moonesinghe (L.S.S.P.) 13.023 ; Fonseka (U.N.P.), 10.433 ; Edmund Samarakkody, du L.S.S.P.(R), 278.

A Moratuwa : Rusken Fernando (U.N. P.), 18.059 voix ; Abhayawardene (L.S. S.P.), 16.020 ; Meryl Fernando du L.S.S.P. (R), 1.048.

A Kankesanturai : Chelvanayagam (F.P.), 14.735; Baskeran (T.C.), 6.611 ; V. Karalasingham, du L.S.S.P.(R), 2.257. Le candidat du Parti communiste obtint 958 voix, celui de la tendance pro-chinoise 741.

Le L.S.S.P. réformiste a perdu deux de ses 12 sièges au Parlement. Les perdants furent Colvin R. de Silva qui eut 21.363 voix contre 24.652 au candidat U.N.P. dans sa circonscription, et Mme Vivienne Goonewardena, qui obtint 13.218 voix contre 14.910 au candidat U.N.P.

Au cours de sa campagne, Mme Bandaranaike, à diverses reprises, a accusé l'impérialisme d'intervenir d'une manière flagrante dans les élections. Aux réunions du 11 mars à Kiriella et Dehiowita, par exemple, elle affirma que les impérialistes britanniques et américains et les hommes d'affaires étrangers finançaient la campagne de l'U.N.P.

On ne peut douter de l'intérêt impérialiste à une victoire de l'U.N.P. Ainsi, l'United Press International, agence d'information impérialiste, déclarait le 23 mars que la victoire de Dudley Senanayake, leader de l'U.N.P. et nouveau Premier Ministre, « pourrait améliorer les relations actuellement détériorées entre Ceylan et les Etats-Unis et mettre fin à l'influence communiste chinoise grandissante ». L'agence faisait remarquer que la campagne de Senanayake promettait « aux compagnies de pétrole américaines la possibilité de reprendre les affaires à Ceylan ». Le *New York Times*, en première page, le 24 mars, expliquait que la défaite de Mme Bandaranaike avait été provoquée par « une organisation pro-occidentale ».

Mais l'impérialisme est définitivement impopulaire à Ceylan et il ne peut compter que sur très peu de votes directs. Dans ce cas, comment se fait-il qu'il soit parvenu à renforcer ses positions dans l'île ?

Tout d'abord, ses agents eurent recours à une campagne électorale du type le plus vicieux, jouant sur des thèmes réactionnaires comme celui de « marxistes », détruisant de l'intérieur le gouvernement de Mme Bandaranaike, celui d'une « conspiration marxiste » pour détruire la religion bouddhiste, d'un « complot marxiste » pour livrer Ceylan aux « communistes chinois ».

Mais, il n'y a rien d'étonnant à ce que des agents réactionnaires et les porte-parole des capitalistes et des propriétaires fonciers agitent le spectre de l'homme au couteau entre les dents. Une telle propagande n'a pas un résultat automatique et, en fait, aurait pu se retourner contre ses auteurs. Elle n'a pu avoir prise et donner un résultat que parce que la gauche ne lui opposait pas une alternative effective, présentée d'une manière claire et convaincante.

Le S.L.F.P. n'a offert aucune alternative. Depuis longtemps, ses palliatifs réformistes n'avaient plus d'attraction. La grande démonstration du S.L.F.P. aux élections de 1960 avait déjà été suivie d'un déclin sensible de la force de ce parti. Ces dernières années, la tendance parmi les masses à Ceylan était à une polarisation autour de positions beaucoup plus à gauche. Un des indices les plus prometteurs à ce sujet avait été la formation d'un Front Unique de la Gauche (U.L.F.), représentant les syndicats et les partis ouvriers, qui suscita une large adhésion populaire et qui — avec un programme correct et une forte direction — aurait offert des possibilités de devenir un centre de polarisation pouvant conduire à l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan à Ceylan. C'est cette perspective que soutenait et réclamait le Secrétariat de la IVe Internationale en accord avec les principes du programme de transition de la IVe Internationale.

Pour la bourgeoisie ceylanaise, le Front unique de la gauche représentait un danger mortel, danger que Mme Bandaranaike, un de ses représentants les plus avisés, a très bien compris. Il y a environ un an, elle adopta une tactique savante visant à la fois à éliminer cette menace et à parer à la détérioration de son propre parti et de son autorité. Elle offrit des postes dans son gouvernement aux dirigeants du L.S.S.P., cherchant à faire un marché avec l'une des figures les plus populaires, le Dr. N.M. Perera.

Au lieu de dénoncer le piège tendu au mouvement socialiste révolutionnaire à Ceylan ,le Dr. N.M. Perera invoqua que le L.S.S.P. devait saisir « l'occasion historique ». L'aile gauche du L.S.S.P. lutta contre son intention de trahir les principes fondamentaux du trotskysme. En soutenant cette lutte, la IVe Internationale attira l'attention sur les buts politiques de Mme Bandaranaike. La IVe Internationale avertit la section ceylanaise qu'en faisant participer les dirigeants du L.S.S.P. à son gouvernement, Mme Bandaranaike espérait, du moins provisoirement, renforcer son parti et la domination bourgeoise à Ceylan tout en affaiblissant énormément, sinon en éliminant, la menace de la gauche, et, dans ce processus, associer ces dirigeants « trotskystes » à son gouvernement pour les compromettre et les discréditer définitivement dans son propre échec à résoudre les brûlants problèmes économiques et sociaux du pays.

Dans une lettre adressée au Comité Central et aux membres du L.S.S.P., en date du 25 mai 1964, le Comité Exécutif International de la IVe Internationale lançait l'appel suivant :

« Il est clair qu'à travers l'Asie, l'équilibre atteint au moment des accords de Genève a été rompu et que, dans chaque pays de cette partie du monde, la lutte de classe s'exacerbe à nouveau. Si le mouvement de masse n'avance pas maintenant avec audace, la réaction se développera inévitablement et les possibilités actuelles se retourneront en leur contraire.

« A Ceylan, le gouvernement S.L.F.P., agissant comme agent de la bourgeoisie, s'efforce par ses propositions de désintégrer le Front Unique de Gauche et

d'associer le L.S.S.P. à sa politique de faillite et à son déclin. Le L.S.S.P. a atteint un moment crucial de son histoire.

« Que l'appel adressé à vous par le gouvernement S.L.F.P. reste vain !

« La seule alternative réelle est une action audacieuse du L.S.S.P. Il doit devenir la force motrice centrale pour mobiliser l'U.L.F., en appelant les masses à instaurer un gouvernement de l'U.L.F., sur la base d'un programme véritablement socialiste. Ceci s'avérerait très attractif auprès d'éléments qui ont été attirés par le S.L.F.P. en raison de sa démagogie passée, les aiderait à se réorienter et ouvrirait la possibilité d'un puissant bloc des organisations de gauche.

« Le Comité Exécutif International de la IVe Internationale vous envoie ses saluts les plus chaleureux. Il espère que le L.S.S.P. dans son ensemble restera fidèle à sa longue tradition de lutte intransigeante contre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale, et qu'il résistera victorieusement aux manœuvres du gouvernement bourgeois en vue d'ouvrir la voie vers le pouvoir aux véritables représentants des masses.

« Pas de coalition aux dépens des principes socialistes et de la possibilité d'une victoire socialiste !

« En avant avec les masses en lutte pour un gouvernement du Front Unique de Gauche ! »

Mme Bandaranaike réussit dans son entreprise. N.M. Perera usa de son influence dans l'U.L.F. pour convertir cette formation prometteuse pour la classe ouvrière en monnaie d'échange dans le sale jeu des manœuvres parlementaires. Pour un poste de ministre des Finances et d'autres émoluments, il détruisit l'U.L.F., divisa son propre parti, fit le jeu de la réaction, et se trouve maintenant complètement discrédité comme l'instrument d'une grande défaite politique des ouvriers et des paysans de Ceylan. Au lieu de s'opposer fermement à la trahison de Perera, Colvin R. de Silva et Leslie Goonewardene, deux autres principaux dirigeants du L.S.S.P., capitulèrent à leur tour, à la suite de Perera. Par leur capitulation, ils permirent à Perera de gagner une majorité dans le L.S.S.P., détruisant ainsi le parti. Au moment de l'épreuve, ils s'avérèrent incapables de défendre et d'appliquer les leçons les plus élémentaires du marxisme et de la longue lutte contre la collaboration de classe du Front Populaire.

Au lieu de soutenir le réformisme du S.L.F.P., il fallait une ferme défense des principes du socialisme révolutionnaire. L'offre de Mme Bandaranaike d'un gouvernement de coalition aurait dû être interprétée pour ce qu'elle était, le signe de la faiblesse de sa position, la preuve d'un début de crise de la domination bourgeoise à Ceylan, une indication que bientôt ce serait le tour du socialisme révolutionnaire à venir au centre de la scène et que les trotkystes devaient s'y préparer. L'offre de Mme Bandaranaike aurait dû avoir pour réponse un renforcement de l'U.L.F., une clarification et une élaboration plus poussée de son programme de lutte de classes, une représentation complète des ouvriers des plantations dans la direction de l'U.L.F., une défense vigoureuse des intérêts de la minorité tamile, la proclamation d'un programme de réforme agraire radicale, une active préparation pour un gouvernement ouvrier et paysan, comportant l'organisation et la mise en activité de comités de base sur une échelle nationale pour répondre à une menace de coup d'Etat de droite.

La poursuite vigoureuse d'un tel cours, défendu par la IVe Internationale, aurait offert une alternative stimulante aux ouvriers et paysans de Ceylan, capable de les mobiliser par centaines de milliers. Elle aurait même pu arracher des couches petites-bourgeoises nationalistes de la démagogie réactionnaire des forces groupées autour de l'U.N.P.

Le caractère attractif d'un tel programme n'aurait pas seulement découlé de sa justesse d'une façon abstraite, mais du fait qu'il se présentait comme la seule alternative concrète réelle aux difficultés économiques croissantes, au laisser-aller démoralisant, à la pression incessante de l'impérialisme mondial sur cette petite île. Au lieu de la perspective de se maintenir dans l'impasse où Mme Bandaranaike avait mené Ceylan, ou de retourner dans l'impasse offerte par Senayake, le peuple eut été inspiré par la possibilité même de faire de Ceylan un autre Cuba, d'arriver à une alliance avec les autres Etats ouvriers, de placer Ceylan à la place qui lui revenait dans les luttes de libération et les luttes de classe d'aujourd'hui qui sont la seule voie pour une paix durable et un bien-être universel. Au lieu de cette perspective socialiste révolutionnaire, Perera et ses collaborateurs n'ont pu offrir que... Mme Bandaranaike ! Que cela, et aussi les assurances de celle-ci qu'ils étaient de cœur des bouddhistes qui avaient accepté le programme du S.L.F.P. ! La défaite électorale qui paraît les avoir pris complètement par surprise fut bien méritée.

Senanayake n'a pas obtenu les 76 sièges

requis pour disposer d'une majorité absolue. De ce fait, lui aussi a dû réunir une coalition. Il y est parvenu grâce au Parti Fédéral et au Congrès Tamil, qui détiennent respectivement 14 et 3 sièges. Pour apporter la dernière touche grotesque à sa carrière de fidèle serviteur de Mme Bandaranaike, le résultat étant acquis, N.M. Perera chercha à faire appel à ces mêmes partis représentant les Tamils, pour se joindre à lui et reconstituer la coalition Bandaranaike. Auparavant, sous la pression du nationalisme cinghalais, il avait manifesté sa dépréciation de l'importance politique de la minorité tamile. La requête de Perera fut rejetée. Mme Bandaranaike qui s'est toujours montrée bien meilleure praticienne de la politique de puissance que Perera, révéla ensuite à la presse qu'elle avait déjà informé le gouverneur général William Gopalawa de sa démission. De tous les côtés, Perera ne recueillit que des rires méprisants. Il avait commencé sa coalition comme un prétendu chef manipulateur dans la politique bourgeoise ; il l'a finie en quelques mois en clown ridicule dans les ruines de son expérience.

Le nouveau gouvernement Senanayake n'est pas un gouvernement stable. Son programme de sauver Ceylan pour les moines bouddhistes et les intérêts du pétrole américain aura du mal à lui assurer une forte adhésion de masse. Les fléaux de l'inflation et du chômage continueront à maintenir le pays dans l'agitation. Ainsi, quelles que soient les conséquences temporaires, la tendance des capitalistes et des propriétaires à chercher une plus grande stabilité à travers un gouvernement « fort », soutenu par l'impérialisme et prêt à répondre aux revendications ouvrières et paysannes par des mesures répressives, se réaffirmera plus clairement que jamais. Loin de diminuer le danger d'un cours d'extrême-droite à Ceylan, la victoire de Senanayake augmente les chances d'un tel danger.

En conséquence, les tâches politiques que devront affronter les ouvriers et paysans ceylanais sont plus aiguës. Une période d'instabilité croissante s'est ouverte à Ceylan, instabilité intimement liée à la situation générale en Inde et à travers toute l'Asie du sud-est. Maintenant, de grandes occasions et de grandes responsabilités incombent à la direction trotskyste organisée dans le L.S.S.P. (R). Nous avons confiance que cette direction se montrera capable d'assumer les exigences historiques de la situation.

Nous demandons à tous les membres du L.S.S.P. qui ont suivi N.M. Perera et De Silva-Goonewardene avec l'illusion que cette coalition représentait quelque chose de positif ou avec l'idée erronée que c'était la meilleure façon de maintenir l'unité dans les rangs du parti, d'étudier maintenant les graves leçons à tirer de la trahison de Perera. Votre place est avec les trotskystes du L.S.S.P.(R), qui sont restés fidèles aux principes fondamentaux ! Autour de ces socialistes révolutionnaires, il est possible, avec l'aide de la IVe Internationale, de construire une nouvelle direction et un parti de masse, qui est la nécessité de l'heure à Ceylan.

# Pablo annonce sa rupture avec la IVe Internationale

## (Déclaration du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale)

Dans le numéro de mai de « Sous le Drapeau du Socialisme », la fraction dirigée par M. Pablo publie une note affirmant ses divergences avec la majorité de la Quatrième Internationale et sa décision de « ne jamais » admettre de « se confondre » avec la position de la majorité. Ce groupe a choisi ce moyen d'informer le mouvement trotskyste qu'il refuse de s'incliner devant les décisions de la majorité du prochain Congrès Mondial de la Quatrième Internationale dont la préparation est en cours depuis plusieurs mois. Le document équivaut donc à une annonce publique de la rupture vers laquelle Pablo s'orientait au cours des dix-huit derniers mois.

Pour justifier sa grave décision, Pablo met en avant l'argumentation suivante. Une crise « idéologique » déchire tout le mouvement communiste international par suite d'une ossification de la théorie. De même que le mouvement stalinien, le mouvement trotskyste est affecté par un retard excessif de la théorie sur la réalité. De même que le mouvement stalinien, à cause de ce retard, le mouvement trotskyste

s'est divisé en tendances idéologiques. De même qu'il serait erroné d'identifier le stalinisme avec une seule tendance, de même il est erroné d'identifier le trotskysme avec une seule tendance. C'est pourquoi le groupe Pablo, en dépit de ses forces réduites et de son incapacité à convaincre la majorité du mouvement trotskyste de la justesse de ses points de vue dans une libre discussion intérieure aurait pourtant le droit d'apparaître au monde comme un groupe autonome et en même temps de parler au nom de la Quatrième Internationale.

En plus des arguments ci-dessus, Pablo proclame qu'il a lutté pendant de nombreuses années pour « réorienter » le mouvement trotskyste mondial à la fois théoriquement et pratiquement. Sur le plan théorique il a lutté pour que la Quatrième Internationale rejette comme « scories » une bonne partie de son héritage théorique, et sur le plan pratique il a lutté pour qu'elle déplace la « primauté » de son travail révolutionnaire socialiste des centres impérialistes vers les zones coloniales.

Il prétend enfin que la Quatrième Internationale, ses sections et les partis sympathisants, en raison de leur refus d'accepter les nouveautés qu'il offre en théorie et en pratique, se trouvent à présent « en marge » de la révolution coloniale, sont plus éloignés que jamais des courants engendrés par la « déstalinisation » dans les Etats ouvriers et les partis communistes, ont tort d'accorder un soutien critique à la Chine dans le conflit sino-soviétique, « minimisent » l'aide accordée par l'U.R.S.S. et les Etats ouvriers d'Europe orientale à la révolution coloniale, ont choisi le « mauvais côté » dans les divergences intérieures des combattants de la libération angolais, et par conséquent appartiennent à « un passé mort et sans avenir ».

Cette argumentation, basée sur une déviation droitière et embellie de quelques prétentions plutôt exagérées, ne peut résister au plus simple examen critique.

Tout d'abord, représenter le mouvement trotskyste comme n'étant pas fondamentalement différent du stalinisme en ce qui concerne la source des difficultés dans le domaine de la théorie ne signifie rien d'autre que jeter par dessus bord l'héritage fondamental du trotskysme et lui substituer des conceptions étrangères qui sont loin d'être nouvelles. L'idéologie du stalinisme émane de la caste bureaucratique parasitaire en Union soviétique. Son but principal n'est pas de refléter la réalité ou de servir à transformer la réalité. L'idéologie du stalinisme est une apologétique dont l'objectif principal est de camoufler, de dissimuler la bureaucratie et d'en défendre les intérêts particuliers. Les crises qui se produisent dans l'idéologie stalinienne sont symptomatiques des contradictions économiques, sociales et politiques auxquelles cette caste conservatrice a à faire face sous les pressions de la révolution mondiale montante et des revendications prolétariennes accrues à l'intérieur d'une part, et celles de l'impérialisme contre-révolutionnaire d'autre part. C'est de cette façon que la révolution future en Union soviétique, au moyen de laquelle la classe ouvrière soviétique mettra fin au régime arbitraire de la caste bureaucratique et restaurera la démocratie prolétarienne et le programme révolutionnaire de Lénine et Trotsky, projette son ombre devant elle.

De sa position fondamentale concernant une source commune de prétendus vices idéologiques similaires à la fois dans le stalinisme et le trotskysme, Pablo déduit sa conclusion que, de même qu'il serait incorrect de considérer qu'une des tendances du spectre qui s'étend de la Yougoslavie à l'Albanie parle pour toutes, de même dans le mouvement trotskyste il serait incorrect de considérer qu'une tendance parle pour l'organisation dans son ensemble, même si elle dispose d'une majorité écrasante. (Ceci n'empêche pas Pablo, bien entendu, de donner l'impression frauduleuse dans son organe fractionnel public que les positions de sa petite minorité représentent la Quatrième Internationale dans son ensemble). Ainsi, selon l'argumentation de Pablo, la majorité n'a pas le droit de lui imposer sa discipline, tandis que lui, en tant que tendance indépendante, a le droit, comme toute autre formation autonome, de suivre et de propager publiquement la ligne qui lui convient, y compris de la présenter comme la ligne de la Quatrième Internationale.

Si le mouvement trotskyste acceptait cela, il serait réduit à une simple fédération de tendances aux positions discordantes sur certaines des plus importantes questions du moment. Toute minorité, si faible ou éphémère soit-elle, serait autorisée à parler avec une autorité égale à celle de la majorité. L'effet pratique serait évidemment de détruire la Quatrième Internationale.

Mais ce n'est pas tout. La logique de l'argument de Pablo, s'il était poussé jusqu'au bout, ne signifierait pas l'unification des révolutionnaires internationalement sur la base d'un programme juste — comme le défend la Quatrième Inter-

nationale — mais la totale dispersion de leurs forces. Par exemple, pourquoi un sous-groupe de la fraction Pablo ne publierait-il pas son propre organe public dans une prolifération encore plus avancée de tendances et une aggravation de la confusion idéologique ?

A sa façon, Pablo se montre averti de la nécessité de bloquer le développement des conséquences logiques de sa position, particulièrement quand il s'agit de ses propres partisans Un centralisme de fer est de rigueur dans toute région qu'il considère comme étant « sienne ». L'exclusion immédiate est la punition du « crime » d'être en accord avec la position de la majorité de la Quatrième Internationale. Les arguments de Pablo sur la nécessité de rejeter le centralisme démocratique, du moins « à présent » — quand il est en minorité, pourraient difficilement être plus cyniques et dépourvus de principe.

C'est évidemment de la sophistique que d'en appeler au polycentrisme croissant des partis communistes comme d'un prétexte pour se séparer de la Quatrième Internationale. Tout le mouvement révolutionnaire a un besoin réel de se rallier autour d'un programme juste ; la véritable question est donc celle du programme de la Quatrième Internationale. Ce programme, forgé dans des décennies de discussion et mis à l'épreuve des grands événements, n'est-il pas un programme marxiste révolutionnaire ? Par conséquent, ceux qui y adhèrent ont pour devoir de se soumettre au centralisme démocratique, en présentant leurs divergences et contributions ou en cherchant à gagner une majorité.

Nous ne dénions pas à Pablo le droit démocratique de se proclamer une tendance autonome parmi toutes autres qui existent dans le mouvement ouvrier, mais il est frauduleux de le faire sous le nom de la Quatrième Internationale et nous nous sommes déjà élevés contre cette tromperie.

En ce qui concerne les efforts messianiques de Pablo depuis un nombre indéterminé d'années de « réorienter » le mouvement trotskyste mondial et de lui faire rejeter une partie non spécifiée de son héritage théorique comme des « scories », on peut dire ce qui suit. Si nous en croyons Pablo, ses efforts auraient pour base le fait que le mouvement trotskyste serait « historiquement né » en Europe et en Amérique du Nord et serait par conséquent « déformé » de naissance en raison du milieu impérialiste dans lequel il aurait vu le jour. Pendant longtemps, dit-il, il a cherché à « déseuropéaniser » et à « dénord-américaniser » le mouvement trotskyste international pour surmonter ainsi la déformation originelle. Engagé dans une démagogie grossièrement visible, cet Européen déforme considérablement la vérité. Le mouvement trotskyste est né historiquement en Union soviétique en 1923 en tant que continuation directe du léninisme. Son programme a toujours inclus les documents fondamentaux des quatre premiers Congrès de la Troisième Internationale qui soulignent particulièrement les problèmes de la révolution coloniale, les rapports avec les mouvements nationaux et les luttes des minorités. Sa théorie de la révolution permanente s'applique avec une force particulière au monde colonial. Si Pablo avait désiré continuer à poursuivre son dada, en vue de surmonter les défauts originels du trotskysme, le mouvement ne lui dénierait pas ce droit aussi longtemps qu'il le ferait au sein du mouvement, c'est-à-dire aussi longtemps qu'il adhérerait aux règles du centralisme démocratique régissant toutes les tendances et fractions qui participent loyalement à la riche vie intérieure de la Quatrième Internationale. Le mouvement trotskyste mondial n'est pas monolithique. Il comporte différentes tendances qui possèdent non seulement une expérience et une maturité politiques variables mais aussi des nuances diverses. En fait la Quatrième Internationale recherche l'adhésion de tendances révolutionnaires qui peuvent avoir des positions particulières sur certaines questions, positions auxquelles elles désirent gagner le mouvement, mais qui acceptent de se soumettre au centralisme démocratique, en acceptant la loi de la majorité et l'unité dans l'action.

Pablo, cependant, a choisi de rompre avec le centralisme démocratique et il informera probablement maintenant plus clairement et plus complètement, d'une tribune extérieure, ce que dans le programme il considère précisément être « des scories » et de quelle manière le mouvement trotskyste doit être « réorienté » — à moins qu'il perde tout intérêt sur ce sujet.

Les oraisons funèbres de Pablo sur la Quatrième Internationale et sur ses sections et partis sympathisants se trouvant « en marge » des développements révolutionnaires, séparés du processus de « déstalinisation » et du mauvais côté dans le conflit sino-soviétique, dans des querelles en Algérie et parmi les révolutionnaires angolais ,sont de toute évidence écrites pour l'édification des bureaucraties qu'il

s'efforce aujourd'hui de flatter. Elles apprécieront sans aucun doute la manière avec laquelle il s'efforce de calomnier et de dénigrer le mouvement auquel il fut associé si longtemps et peut-être, par de tels moyens, trouvera-t-il plus aisé de justifier dans sa propre conscience la voie qu'il a décidé de suivre.

Le programme de la Quatrième Internationale appelle les révolutionnaires à s'intégrer dans les mouvements révolutionnaires ou dans les organisations de masse de leur propre pays, que ce soit dans le monde colonial ou dans les pays économiquement avancés. L'objectif premier est de construire un parti marxiste révolutionnaire, mais c'est aussi un moyen essentiel d'exprimer son internationalisme. Par exemple, dans le développement de la révolution au Congo, en Afrique du Sud, au Vietnam, à Saint-Domingue, un révolutionnaire peut jouer un rôle vital en Europe ou en Amérique du Nord dans son syndicat ou dans une autre organisation de masse en solidarité avec les camarades de ces pays. Inversement, des camarades dans les pays coloniaux peuvent avoir un rôle énormément valable pour faire progresser le mouvement révolutionnaire dans les pays impérialistes par la poursuite de leur propre lutte révolutionnaire chez eux.

La Quatrième Internationale n'a jamais permis que son programme reste une pure abstraction. Ses membres dans les pays coloniaux peuvent fièrement souligner leur participation aux grandes luttes chez eux. Pour la période récente, on peut citer le Pérou où Hugo Blanco a acquis une renommée de dirigeant paysan à travers toute l'Amérique latine, la Bolivie où les trotskystes constituent une tendance dirigeante dans la classe ouvrière, l'Afrique du Sud où de nombreux trotskystes ont été condamnés à de longues années de prison en raison de leur rôle dans l'opposition politique. On pourrait étendre cette liste à beaucoup d'autres pays. Dans les métropoles, les trotskystes ont été à l'avant-garde dans l'organisation d'actions de solidarité envers la révolution coloniale. Leur rôle en Europe occidentale et en Amérique du Nord pour la défense des révolutions algérienne et cubaine dès leur début fournit un exemple stimulant. Quant à l'idée que les marxistes révolutionnaires devraient quitter leur place dans ce difficile front de lutte et se rendre dans les pays coloniaux, elle se justifie là où il est question de volontaires nécessaires pour renforcer une lutte militaire ou de techniciens nécessaires pendant la consolidation de l'indépendance et la construction du socialisme, mais c'est une caricature de l'internationalisme que de la concevoir comme étant capable de se substituer à une direction politique indigène basée sur un parti marxiste révolutionnaire indigène.

Les rapports du mouvement trotskyste avec le processus de « déstalinisation » ne sont pas du tout tels que Pablo les décrit. La vérité est que les vieilles calomnies staliniennes sur le trotskysme se sont effondrées à l'échelle mondiale. Là où, comme en Amérique latine, les courants révolutionnaires progressent puissamment, le mouvement trotskyste est de plus en plus accepté à sa juste valeur dans l'avant-garde. Il compte de nombreux anciens membres des partis communistes dans ses rangs, il a de bons rapports avec d'autres et il éprouve de moins en moins de difficultés avec ceux chez lesquels l'hostilité du passé persiste encore. Ces nouveaux rapports ne s'étendent pas, bien entendu, à ceux qui n'ont pas encore surmonté le culte de la personnalité de Staline ou aux éléments bureaucratiques de variété maoiste, khrouchtchévienne ou titiste. C'est peut-être dans ce dernier domaine que Pablo voudrait bien « réorienter » le mouvement trotskyste mondial.

Dans le conflit sino-soviétique, la Quatrième Internationale a donné un soutien critique à Pékin contre Moscou sur des questions spécifiques. Le militantisme de Pékin est plus favorable au développement de la révolution mondiale que l'insistance de Moscou sur la « coexistence pacifique » (qui signifie le maintien du *statu quo* par rapport à l'impérialisme et à la lutte de classe). En même temps, les limites des positions de Pékin, et en particulier son effort pour maintenir le culte de Staline, ont été sévèrement critiqués par la Quatrième Internationale. La position trotskyste dans ce conflit est indépendante et s'est attirée les foudres des deux bureaucraties.

En ce qui concerne les divergences parmi les tendances nationalistes dans le mouvement de libération angolais, la Quatrième Internationale ne fait dépendre sa position ni de la direction de Holden Roberto en tant que tel ni de celle de ses adversaires, elle se détermine selon la tendance qui est la plus engagée dans une lutte effective contre l'impérialisme portugais sur les lieux. L'analogie de Pablo avec le M.N.A. et le F.L.N. algériens est totalement erronée. La Quatrième Internationale a donné un soutien critique au F.L.N. parce qu'il combattait effectivement en Algérie, ce qui n'était pas le cas pour le M.N.A. Et notre soutien au F.L.N. n'impliqua jamais la confiance politique aux dirigeants algériens de l'époque, Ferhat Abbas et Belkacem Krim.

Les insinuations de Pablo sur la position de la Quatrième Internationale à l'égard du gouvernement de Ben Bella est à peine digne d'être notée. Les membres de la Quatrième Internationale en Europe occidentale ont été poursuivis par l'impérialisme français pour avoir soutenu la révolution algérienne pendant les années les plus difficiles. Certains ont été emprisonnés, d'autres ont été visés par les attentats de l'O.A.S. Une solidarité active envers la révolution algérienne fut manifestée par toutes les tendances de la Quatrième Internationale, indépendamment de leurs divergences sur différentes questions. Depuis la victoire de la lutte de libération de l'Algérie, la Quatrième Internationale a fortement défendu le gouvernement de Ben Bella contre tous ses ennemis contre-révolutionnaires — et contre les propres faiblesses et le manque d'orientation marxiste-léniniste de ce gouvernement, qui font également partie de la situation. Tout ceci est bien connu de l'avant-garde algérienne.

Arrêtons-nous là sur la tentative de Pablo pour justifier son orientation hors de la Quatrième Internationale vers un milieu non spécifié.

Au Congrès de Réunification, en 1963, le mouvement trotskyste mondial représenté par le Secrétariat International et la majorité du Comité International réussit à guérir une rupture datant de plus de dix ans, sur la base d'un programme principiel comportant à la fois les principes fondamentaux du mouvement trotskyste remontant à 1923 et les progrès reflétant les développements mondiaux depuis lors. Seuls des groupements secondaires (Healy, Lambert, Posadas) refusèrent de se joindre au Congrès de Réunification, bien qu'ils furent invités à envoyer des délégués soit comme participants, soit comme observateurs. Pablo vota pour la réunification et la salua comme un grand pas en avant. On espérait qu'une direction collective, incluant Pablo, pourrait être établie en dépit des différences ou réserves importantes qu'il exprima.

Mais il est maintenant clair que Pablo n'était pas sincère quand il soutint la réunification. Il commença aussitôt à organiser une fraction à l'échelle internationale. Conformément aux traditions de la Quatrième Internationale qui a toujours mené et nourri une vie intérieure hautement démocratique, cette fraction se vit accorder des pleins droits. Mais le programme de Pablo était tel qu'il le contraignit à des violations de plus en plus graves de la discipline. En tant qu'avertissement, lui et d'autres avec lui furent suspendus de leurs places dans la direction. Au lieu de changer leur cours, ils s'engagèrent de plus en plus délibérément vers une scission, pratiquant une sorte de marche fractionnelle « sur le bord de l'abîme », comportant des prédictions réitérées pendant un an et demi sur l'exclusion imminente de Pablo par les soins de la majorité.

L'explication politique du cours de Pablo consiste dans sa position droitière sur des problèmes majeurs. Dans le conflit sino-soviétique, son groupe se situait quelque part entre Tito et Khrouchtchev, jusqu'à la chute de ce dernier. Depuis lors, il semble avoir accepté Kossyguine-Brejnev comme un remplacement raisonnable. Cette position droitière l'a amené dans le cas du Chili à envisager la possibilité d'un gouvernement socialiste accédant au pouvoir par la voie électorale. A Ceylan il a envisagé une montée révolutionnaire centrée autour du gouvernement de coalition bourgeois de Bandaranaike. Ses préjugés khrouchtchéviens ou titistes dans le conflit sino-soviétique l'ont amené, pendant l'escalade de Johnson dans la guerre au Vietnam, à aller aussi loin que de donner à entendre publiquement que Pékin aurait au moins une part de culpabilité dans la crise. Il a fait la déclaration inadmissible que « la Chine, faisant cavalier seul, peut contribuer à précipiter une catastrophe mondiale. »

Dans le même numéro de « Sous le Drapeau du Socialisme » où a paru la déclaration de scission, Pablo excuse la carence de Kossyguine-Brejnev à venir aussitôt à l'aide du Nord-Vietnam d'une façon effective quand celui-ci subissait l'assaut de l'impérialisme américain. Trois mois après que Johnson ait commencé les raids de bombardements, Pablo pouvait encore écrire : « Une certaine prudence de la part des Etats ouvriers et de l'U.R.S.S. en particulier est dans ces conditions absolument nécessaire. » Ceci après que le Pentagone avait effectué 8.863 bombardements sur le Vietnam pendant les mois de février, mars et avril ! Et, comme pour indiquer son rapprochement de la théorie de la coexistence pacifique du Kremlin à l'égard de l'impérialisme, Pablo ajoutait : « Il s'agirait de donner le temps à tous les facteurs d'intervenir afin d'obliger l'impérialisme américain de se retirer, tout en lui ménageant cette retraite. »

Quant aux conséquences pratiques de la position droitière de Pablo, cette fraction s'est elle-même privée de la possibilité de s'intégrer dans les courants militants

qui préfèrent la voie révolutionnaire à la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. Le fait est que, sans mentionner d'autres parties du monde où ses partisans ne sont qu'une poignée, en Afrique où Pablo prétend avoir le plus de forces et d'influence, son groupe est bien dépassé par les forces loyales à la Quatrième Internationale, et il n'a pratiquement pas de membres *africains*. Pour dissimuler la faiblesse de sa fraction, Pablo prétend avoir « un grand nombre d'organisations... » C'est un pur bluff, comportant la création sur le papier de la « Commission africaine » et de la « Commission européenne » de la « tendance marxiste révolutionnaire ».

Une des raisons pour lesquelles la fraction Pablo a choisi ce moment pour publier sa déclaration de scission, c'est précisément qu'au prochain Congrès Mondial où une confrontation politique avec elle était à l'ordre du jour, il était évident qu'elle aurait représentée une partie encore plus faible du mouvement réunifié que les quelque 10 % qu'elle avait obtenus au Congrès de Réunification deux ans avant.

Tandis que ce groupe diminuait, la Quatrième Internationale dans son ensemble a été capable d'enregistrer des succès encourageants dans un certain nombre de régions depuis le Congrès de Réunification. Le recrutement dans quelques sections a été particulièrement réconfortant ainsi que certaines possibilités qui se sont ouvertes au mouvement trotskyste mondial.

Le Secrétariat Unifié ne rejette pas les membres du groupe Pablo, en dépit de la direction politique très défavorable dans laquelle ils se meuvent, comme n'ayant plus aucun intérêt. Ce sont fondamentalement des partisans du socialisme révolutionnaire. Mais ils commettront l'erreur de leur vie s'ils continuent à suivre le cours esquissé par le dirigeant de leur fraction. Nous espérons qu'ils stopperont ce cours et refuseront de rompre avec la Quatrième Internationale. Le sort de scissions semblables dans le passé offre de sévères leçons quant aux perspectives d'un groupe comme celui-ci s'efforçant d'« agir tout seul ».

Le 24 mai 1965.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

# John BAIRD

Nous avons appris avec une grande tristesse la mort de John Baird, le 21 mars, des suites d'une douloureuse maladie.

Né en 1906, John Baird travailla pendant un certain temps dans les houillères d'Ecosse, avant de devenir dentiste. Très jeune, il fut membre du Labour Party où il se situa dès le début et jusqu'à son dernier jour à l'extrême-gauche. Après avoir été mobilisé pendant la guerre, il fut candidat du Labour Party à Wolverhampton East dont il conquit le siège aux libéraux en juillet 1945. Il fut depuis lors réélu en 1950, 1951, 1955 et 1959. Aux élections d'octobre dernier, il n'était plus candidat.

John Baird fut, toute sa vie durant, très proche du mouvement trotskyste, et il lui manifesta sa solidarité en de nombreuses occasions. Il intervint en ma faveur lorsque j'eus des difficultés avec les autorités britaniques. Il témoigna chaleureusement en faveur des camarades Pablo et Santen lors du procès d'Amsterdam. A cette époque, il avait pris en Grande-Bretagne l'initiative d'une action de solidarité et d'aide envers la révolution algérienne. Il visita les travailleurs et les combattants algériens qui se trouvaient alors au Maroc. Après la libération de l'Algérie, il participa à la conférence d'Alger (juin 1963) pour l'aide non-gouvernementale à l'Algérie.

Sa position à l'extrême-gauche du Labour Party lui valut quelques démêlés dans le groupe parlementaire sous la direction de Gaitskell.

Atteint depuis longtemps d'un mal incurable, il continua son activité pour les causes d'avant-garde jusqu'au dernier moment. Quelques jours avant sa mort, de son lit d'hôpital, il adressa dans une lettre à l'organe *The Week* un appel pour la révolution vietnamienne.

Nous garderons de John BAIRD le souvenir d'un bon ami, d'un bon camarade, d'un fidèle militant de la classe ouvrière.

P. FRANK.

## ARGENTINE

### Menace d'extradition contre un révolutionnaire

Un cas juridique important est actuellement posé devant les tribunaux argentins qui peut être de conséquence sérieuse au moins pour toute l'Amérique latine.

Hugo Bressano, connu sous le pseudonyme de Moreno comme dirigeant d'un mouvement argentin d'avant-garde qui publie un hebdomadaire *Palabra Obrera*, est l'objet d'une demande d'extradition de la part du gouvernement péruvien qui l'accuse d'une part de transport des guérilleros en association avec le dirigeant paysan trotskyste, Hugo Blanco, et d'autre part de complicité dans le hold-up d'une banque de la banlieue de Lima qui fut effectué en 1962 par des guérilleros.

Le gouvernement péruvien, depuis des années, maintient Hugo Blanco dans la prison d'Arequipa et ceux qui ont effectué le hold-up (Daniel Peyrera et ses camarades) dans la prison de Lima. Mais il se garde bien d'amener ces prisonniers devant un tribunal parce que leurs procès auraient des répercussions politiques considérables.

Sans procès et sans condamnation au Pérou, le gouvernement péruvien demande l'extradition d'un révolutionnaire argentin pour le garder indéfiniment en prison.

Un premier tribunal argentin rejeta la demande péruvienne, invoquant que l'article 23 du traité de Montevideo de 1889 refuse l'extradition pour crime politique ou complicité avec un crime politique. Les autorités péruviennes firent appel et viennent d'obtenir de la Cour d'appel fédérale un jugement contraire, sous prétexte que les crimes (qui, rappelons-le, n'ont pas été jugés au Pérou) en question ne sont pas de caractère politique. Les défenseurs de Moreno ont fait appel devant la Cour suprême, laquelle statuera dans que.ques mois.

L'affaire a suscité, comme on le conçoit aisément, beaucoup d'intérêt dans la presse. *Palabra Obrera* dénonce l'intervention des Etats-Unis et des oligarchies qui veulent porter un coup à la solidarité des révolutionnaires d'Amérique latine. Les champions du « monde libre » n'ont que faire des fameux Droits de l'Homme et des règles les plus consacrées de la justice bourgeoise, quand il s'agit d'endiguer le mouvement révolutionnaire.

## POLOGNE

### Des jeunes élaborent un programme révolutionnaire

*Nous publions ci-après un extrait des articles sur la Pologne écrits par le correspondant du journal « Le Monde » à Varsovie, Michel Tatu. On verra par ces lignes que les idées de Lénine et de Trotsky sur l'Etat ouvrier et la démocratie ouvrière, ces prétendues « utopies » se frayent un chemin dans la conscience des jeunes communistes des Etats ouvriers. Des « utopies » qui font peur aux bureaucrates gouvernants.*

Deux affaires récentes sont caractéristiques : au printemps de 1964 un jeune communiste de vingt-sept ans, Karol Modzelewski, fils d'un communiste de la vieille garde qui fut le premier ministre des affaires étrangères de la Pologne populaire, était exclu du comité du parti de l'université de Varsovie pour avoir fait lire et approuver le manifeste des « trente-quatre ». Mais le jeune universitaire ne devait pas s'en tenir là : avec quelques autres étudiants marxistes, dont un autre fils de vieux communiste, Jacek Kuron, Modzelewski avait mis au point depuis quelque temps un programme « communiste révolutionnaire », dont l'idée directrice était une critique radicale de la « dictature bureaucratique » mise en place en Pologne et ailleurs par les P.C. traditionnels.

Largement inspirée des analyses de Djilas sur la « Nouvelle Classe » et par

les critiques de Trotsky contre le système stalinien, la plate-forme de ces « néo-marxistes » se veut une synthèse de tout ce qui a été dit et expérimenté un peu partout contre la déformation bureaucratique de la doctrine. Il s'agit de lutter pour le respect des libertés et contre le parti unique, mais en même temps de dépasser l'imparfaite démocratie bourgeoise pour accéder à une « véritable démocratie ouvrière », établie sur la base d'authentiques conseils ouvriers qui reprendraient à la machine bureaucratique la propriété que celle-ci a en fait usurpée (l'exemple des conseils ouvriers yougoslaves est considéré comme entaché de « technocratie »).

Inutile de dire que les mêmes auteurs se prononcent contre le pôle réactionnaire » du clergé polonais et pour le retour à l'internationalisme prolétarien, empruntant ici quelques arguments aux Chinois. Toutes ces théories, qui malgré leur caractère parfois utopique, semblent trouver une certaine audience parmi les jeunes intellectuels de la « seconde génération communiste », furent exposées à l'automne par Modzelewski et Kuron dans un manifeste de 128 pages, dont seuls quelques privilégiés eurent connaissance, entre autres M. Gomulka lui-même... Car la police, survenue « à temps », se hâta de confisquer ce dangereux manuscrit et de mettre ses auteurs sous les verrous. Sept conjurés furent impliqués dans l'affaire, mais, comme cela est fréquent en Pologne, tous furent relâchés après quelques heures de détention. Aux dernières nouvelles, le procès en subversion dont il était question à l'origine ne devrait pas avoir lieu. (**Michel Tatu, Le Monde**, 26 mai 1965).

## U.R.S.S.

### Manifestation à Moscou à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Maiakovsky

La nouvelle équipe dirigeante de la bureaucratie soviétique doit faire face, comme ce fut déjà le cas pour Khrouchtchev, à une opposition radicale de l'intelligentsia qui pose des revendications antibureaucratiques très avancées et dont le fond politique est très clair. Une remarquable manifestation de cette opposition a eu lieu au mois de mars dernier, le jour de l'anniversaire de la mort de Maiakovsky. autour du monument de Maiakovsky, à l'endroit où, en 1961-62, se recueillirent des milliers de jeunes moscovites pour réciter et écouter des vers condamnés comme « subversifs », c'est-à-dire antibureaucratiques, après que la police politique eut interdit ces réunions publiques et arrêté les figures les plus représentatives. Se sont réunis ce jour-là quelques centaines de jeunes gens, pour la plupart liés à un groupe non officiel (et semi-clandestin) connu sous le nom de S.M.O.G. (Samoe molodoe obschestvo geniev — la plus jeune société de génies).

On commença par lire des poésies dédiées à la mémoire de Maiakovsky, vu surtout comme l'ennemi des bureaucrates qui furent la vraie cause de sa mort. A un certain moment, l'un des jeunes donna lecture d'un cahier de revendications à l'adresse de l'Union des Ecrivains, pour lui demander l'expulsion de certains de ses membres les plus compromis avec le stalinisme et qui, aujourd'hui, sont les chefs des milieux les plus conservateurs de cette organisation. Parmi ceux-ci se trouvaient notamment Kotchetov, Gribatchov et Sofronov. On revendiqua aussi (et c'est sûrement ce qui est le plus intéressant) *le droit d'organiser une tendance littéraire de gauche, comme l'avait été le L.E.F. de Maiakovsky dans les années vingt.*

Les jeunes réunis autour du monument applaudirent longuement et décidèrent d'aller présenter ces revendications au local de l'Union des Ecrivains. Lorsqu'ils défilèrent sur le large trottoir du Sadovoe Kiltzo en direction du local de l'Union, leurs rangs grossirent considérablement. En même temps se mêlèrent aux jeunes plusieurs agents de la police politique en civil.

Dans les environs de l'Union des Ecrivains, ils rencontrèrent des forces de police très nombreuses, y compris même un général de la milice, ce qui arrive très rarement. Au moment où, avant d'entrer dans le local de l'Union, on allait lire encore une fois le cahier de revendications, plusieurs policiers en civil se jetèrent sur le jeune qui tenait le

texte et le poussèrent de force dans une voiture de la police. Il y eut une courte bagarre, au cours de laquelle deux autres jeunes gens furent arrêtés.

Il est à peine utile de souligner la signification et l'importance politique de la revendication du droit de tendance. Il est d'ailleurs très clair que le droit de tendance littéraire dans une situation comme celle qui existe en Union soviétique se transforme inévitablement en revendication du droit de tendance politique. Cela, et le fait même d'une démonstration qui n'avait pas été officiellement organisée, explique la répression des bureaucrates qui savent très bien que de tels phénomènes pourraient s'élargir très vite et mettre en question leurs privilèges, leur pouvoir, leur existence même. D'ailleurs, la même méthode avait déjà été utilisée par Khrouchtchev dans de telles occasions, ainsi que nous l'avons rappelé plus haut.

On doit souligner, entre autre, le courage des groupes de jeunes d'avant-garde qui savent très bien quelles peuvent être les conséquences de ces actions. C'est que, par rapport même à 1961-62, les revendications et les formes de lutte sont plus avancées. En effet, à l'époque, on s'était limité à la lecture de poésies ; la critique de la bureaucratie se trouvait contenue dans les poésies mêmes et ne s'explicitait pas dans un document.

L'ORIGINE DU « CYNISME »

L'opposition passive à la bureaucratie, très répandue parmi les jeunes Soviétiques, prend souvent la forme d'un refus de la politique. C'est ce que les bureaucrates appellent du « cynisme », et contre ce « cynisme », ils mènent une lutte aussi acharnée que désespérée. Mais, certains des moyens utilisés pour cette lutte se révèlent quelquefois assez dangereux pour les bureaucrates ; c'est le cas notamment des débats qu'on organise sur le cynisme.

Au mois de mars dernier, le club des étudiants de physique de l'Université de Moscou avait organisé une discussion sur le thème « le cynisme et l'idéal social ». Au cours de cette discussion, un jeune peintre de l'Agence Novosti prit la parole pour déclarer que la source du cynisme, c'était surtout la politique du Comité Central du P.C.U.S. avec tous ses zig-zags opérés à l'insu et sans la moindre participation du peuple soviétique. « Et y a-t-il cynisme plus grave, a-t-il continué, que celui de protester contre la prescription des crimes des nazis, lorsque les responsables des crimes staliniens non seulement sont en liberté, mais jouissent de pensions d'Etat très élevées ? »

Le jeune peintre, très applaudi par l'auditoire, fut bientôt mis en état d'arrestation par la police politique. Il fut ensuite libéré, paraît-il, sur intervention du C.C. du parti. Mais, quelques jours plus tard, alors qu'il se trouvait dans une cantine, une dizaine de personnes l'ont entouré et ont engagé une bagarre avec lui. A l'arrivée de la milice, ces gens ont prétendu avoir été provoqués et ont exhibé comme « preuve » un long couteau qui appartenait prétendûment au peintre. Ce dernier serait maintenant condamné non pas pour crime ou délit politique (car, comme disait Khrouchtchev, il n'y a pas de prisonniers politiques en URSS) mais pour la bagarre et pour port d'une arme interdite.

⁂

Le numéro 6 des *Questions de l'histoire du P.C.U.S.* vient de publier un long article de Titarenko sur la « nature petite bourgeoise du trotskysme ». Il n'y a absolument rien dans cet article qui n'ait été dit quarante ans auparavant. Mais l'auteur souligne au début de son article que la IVe Internationale vit toujours et maintient l'idéologie du trotskysme.

## Un débat chez les historiens

Les informations officielles qui parviennent d'Union soviétique ne donnent qu'un tableau très incomplet de la fermentation intellectuelle qui y sévit. Les informations non officielles ne sont pas nombreuses et souvent sujettes à caution. Cependant, celles que viennent de publier un mensuel de l'émigration polonaise, *Kultura* (avril), présentent un caractère d'authenticité. Il s'agit d'un débat tenu les 17 et 18 juin 1964 à l'Institut historique de l'Académie des sciences soviétique. L'article a été certainement écrit sur des notes prises par un observateur, car des historiens non soviétiques ont assisté à ce débat. Il portait sur le projet du 9e volume de « l'Histoire de l'URSS », s'étendant sur les années 1933-1941.

Le premier participant au débat, A.P. Koruchev, souleva la question des camps. De nombreux travaux, comme celui du canal de la mer Blanche, ont été effectués par des prisonniers politiques qui n'ont jamais été « réhabilités ». Koruchev déclara qu'il faudrait que l'histoire officielle indique combien de main-d'œuvre des camps fut utilisée à de tels travaux. Il demanda aussi que le livre confirme ou démente les publications occidentales qui prétendent que le pacte Hitler-Staline de

1939 contenait des clauses secrètes. Enfin, il demanda aussi que l'histoire explique les leçons que la guerre de Finlande avait enseignées à l'armée soviétique.

Un autre orateur critiqua le projet soumis à la discussion parce qu'il n'expliquait pas les mesures de répression et de torture employées pendant la période dite du « culte de la personnalité » et qu'il mentionnait trop peu de noms de victimes. Un autre participant repoussa l'idée que seule la venue d'Hitler au pouvoir avait entraîné l'écroulement de la démocratie en URSS ; il ajouta que c'était l'œuvre même de Staline et qu'il fallait analyser cette période et expliquer pourquoi le peuple soviétique avait fait confiance à Staline.

L'intervention d'une historienne, Genkina, souleva un débat sur les parties des archives soviétiques qui étaient encore inaccessibles. Une autre historienne voulait que l'histoire donne des détails sur la participation soviétique à la guerre civile espagnole, sur la personnalité de l'assassin de Kirov, Nikolaiev, et que soient nommés les hommes qui avaient mené campagne contre l'historien Pokrovsky, récemment réhabilité.

Mais l'intervention qui provoqua le plus d'effet fut celle de A.V. Snegov. Si nos informations sont exactes, Snegov était un secrétaire régional du parti en 1936 quand il fut arrêté et envoyé dans un camp. Dans son intervention au débat, il déclara que la période des années 1930 était contradictoire, que les demi-vérités du projet de livre valaient mieux que les mensonges éhontés des histoires précédentes. Mais il se demanda à qui ce livre était destiné ; selon lui, seuls des initiés pourraient interpréter des allusions à mots couverts. Quand il posa la question de savoir s'il avait été inévitable que Zinoviev et Kamenev soient fusillés comme des traîtres, quelqu'un dans la salle s'écria : « Non ! ».

Snegov dit aussi qu'il fallait traiter de l'énigme psychologique posée par la personne de Staline, qu'il fallait discuter sa politique provocante envers les minorités nationales. Il demanda si l'assassinat des dirigeants communistes polonais à Moscou avait été nécessaire ou si cela n'avait pas été un don précieux à Hitler ; il s'étonna que le projet célèbre la division de la Pologne entre Soviétiques et Allemands en 1939 et demanda en quoi cela avait facilité la défense de l'URSS. Il insista pour que les historiens soviétiques cessent de répéter les formules staliniennes sur « les droitiers, les gauchistes et les trotskystes », rien n'ayant plus nui à la réputation du socialisme que la conduite de Staline dans les années 1930.

Les partisans du projet furent particulièrement sensibles à la critique selon laquelle le livre était fait de « demi-vérités ». Cependant, une historienne qui avait participé à la rédaction du projet et qui le défendit, reconnut que le livre ne révélait sur les « procès de Moscou » que « ce qui pouvait ou devait être dit maintenant » ; puis, reconnaissant qu'avant que ne commencent les attaques contre le culte de la personnalité, on ne pouvait présenter les choses que comme exceptionnellement bonnes ou exceptionnellement mauvaises, elle ajouta :

« Nous tendons encore à agir de cette manière. A cet égard, nous sommes encore sous l'influence de Staline. Avons-nous réussi à produire une opinion équilibrée sur une personnalité, comportant ses caractéristiques bonnes et mauvaises ? (interruptions dans la salle : « Non »). Pourtant, personne n'est ni Dieu ni le diable. Ceci ne peut continuer. Nous ne pouvons écrire de cette façon. Nous devons écrire de façon que nous n'ayons pas à rougir de honte dans dix ans. »

## La conférence des Partis communistes du 1er mars

Parmi les cercles dirigeants des dix-neuf partis communistes représentés à la réunion du 1er mars à Moscou, on parle maintenant de la façon dont elle s'est déroulée.

Avant le départ de leurs délégués, les partis représentés reçurent deux documents rédigés par les dirigeants du Parti communiste soviétique. L'un était une résolution suivant la ligne du Kremlin condamnant sévèrement les Chinois, l'autre proposait une lettre convoquant une conférence de tous les partis communistes.

Bien qu'un certain nombre de partis n'aient manifesté aucun enthousiasme pour la ligne proposée par les Russes, seul le Parti communiste italien s'y est vraiment opposé. Les Italiens critiquèrent le document et réaffirmèrent leur position bien connue contre la convocation prématurée d'une conférence internationale.

Comme d'habitude, ce furent les délégués français, surtout Jean Kanapa, qui adoptèrent une ligne dure, attaquant les Italiens et faisant même apparaître certains délégués soviétiques comme modérés. A un moment, un dirigeant soviétique alla même jusqu'à rappeler à Kanapa les dif-

ficultés internes du Parti communiste italien et les problèmes que pose l'existence d'un fort parti socialiste en Italie.

Avant la fin de la réunion, l'un des délégués polonais lança une attaque particulièrement violente contre le Parti communiste italien.

Les Italiens déclarèrent qu'ils ne signeraient aucun document sans autorisation de leur direction.

Finalement, on parvint à un compromis qui favorise le point de vue italien.

Le document politique fut considérablement modifié avant d'être rendu public, et l'idée d'une lettre convoquant une conférence fut abandonnée. Après une attente de deux jours, il y eut une réponse de Rome favorable à la signature du document (sous réserve que la direction italienne publie une déclaration parallèle).

Ce n'est qu'à la dernière minute, paraît-il, que les Cubains auraient décidé de participer à la réunion. Une seule chose les intéressait, faire mettre à l'ordre du jour la question du Vietnam. Le document finalement adopté à ce sujet fut celui qu'ils avaient présenté.

## CHINE

### « Couche privilégiée » et apologie de Staline

La direction chinoise vient d'abolir les grades dans l'armée, il n'y subsiste donc que des fonctions. D'autre part, des changements ont été également apportés à l'uniforme de façon à abolir les différences de tenue qui correspondaient à l'existence de grades.

Le quotidien de l'armée écrit : « Notre armée n'avait pas le système des grades militaires pendant les longues guerres révolutionnaires du passé. Ce système n'entra en vigueur qu'après 1955, après que la victoire se soit étendue à tout le pays. Dix années de pratique ont prouvé qu'il n'est pas conforme aux glorieuses traditions de notre armée où il y avait des rapports étroits entre les officiers et les hommes de troupe, entre les supérieurs et les subalternes, entre l'armée et le peuple. »

On ne peut que saluer la mesure qui vient d'être prise, qui ne peut que contribuer à accroître la capacité de combat de l'armée chinoise. Mais les explications chinoises sont sommaires. On peut penser qu'en 1955 le pouvoir chinois copia le modèle soviétique... qui était le modèle introduit par Staline dans les années 1930. Ainsi, les Chinois se trouvent obligés, pour des raisons qu'ils n'expliquent pas beaucoup mais qui sont en rapport sans aucun doute avec une certaine lutte égalitaire contre le bureaucratisme, amenés à combattre une mesure copiée sur Staline au moment même où ils mènent campagne pour la réhabilitation de Staline.

***

En reprenant récemment les polémiques contre les successeurs de Khrouchtchev, les Chinois ont voulu entre autre expliquer la politique opportuniste étrangère des dirigeants soviétiques par des causes sociales, et ils ont invoqué à cet effet l'existence en URSS d'une « couche privilégiée » dont le pouvoir présent serait le porte-parole.

C'est là incontestablement un sérieux progrès de la part des Chinois. Malheureusement, ce progrès est gâché par le fait qu'ils donnent à leur pensée sur ce point une forme si simpliste qu'elle risque de les faire aboutir à des conclusions extrêmement dangereuses. Cette « couche privilégiée », il ne semble pas qu'ils l'identifient à la bourgeoisie ou à une « nouvelle classe » à la manière de Djilas et bien d'autres, mais ils pensent que son action conduit au rétablissement du capitalisme. De là leurs attaques contre la Yougoslavie accusée d'être un pays où le capitalisme aurait déjà été restauré. De là aussi leur schéma grossier d'une sorte de complot entre les dirigeants soviétiques et l'impérialisme américain dirigé contre la Chine révolutionnaire.

Il est difficile à un bureaucrate de comprendre la bureaucratie. Les dirigeants chinois se montrent jusqu'à présent incapables de comprendre ce qu'est la bureaucratie soviétique, les forces contradictoires qui s'exercent sur elle, et ils simplifient les choses de telle façon qu'ils tirent des conclusions politiques erronées.

D'autre part, tout comme en matière de grades dans l'armée, les dirigeants chinois se trouvent coincés dans les contradictions de leurs propres pensées. Ils défendent la mémoire de Staline, et en même temps accusent ses successeurs d'être les porte-parole d'une « couche privilégiée ». Mais cette « couche privilégiée » n'est pas

née du jour au lendemain. Ce n'est pas Khrouchtchev qui l'a créée artificiellement, au contraire, c'est elle qui a engendré Khrouchtchev ainsi que ses successeurs. Mais, comment cette couche est-elle née ? Si les Chinois n'étaient pas eux-mêmes des bureaucrates, ils verraient que la montée de cette « couche privilégiée » s'est faite à partir de 1923, que Staline y a contribué plus que tout autre en réprimant de façon sauvage les tendances égalitaires qui existaient tout naturellement dans les premières années de la révolution d'Octobre, et que Staline fut le premier porte-parole de cette couche sociale en Union soviétique.

Quand on dispose, comme les dirigeants chinois, du pouvoir d'Etat, de moyens considérables qui permettent de dire dans leur vaste pays bien des choses sans avoir à y discuter avec d'autres car tout moyen de s'exprimer leur est dénié, on peut pendant un certain temps accumuler de telles contradictions de manière empirique sans que cela paraisse soulever des difficultés. Mais la pensée critique se développe partout et il n'est aucune muraille de Chine pour l'arrêter. Les dirigeants chinois ne pourront impunément à la fois soutenir des points de vue favorables à la progression de la révolution et des points de vue visant à prolonger certains aspects hérités de leur formation stalinienne.

## BELGIQUE

### Les élections parlementaires

La social-démocratie belge vient de subir la défaite la plus grave de son histoire ; un électeur socialiste sur quatre l'a abandonnée aux élections législatives du 23 mai. C'est le résultat inévitable de quatre années de participation à un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, au cours desquelles tous les espoirs et tous les objectifs de la grève générale de décembre 1960-janvier 1961 (qui, dans un certain sens, avait ramené les socialistes au gouvernement) ont été systématiquement trahis.

Ces années de trahison ont eu un double résultat. Les ouvriers les plus conscients ont rompu avec la social-démocratie et voté pour des candidats se situant à la gauche du P.S.B. Des ouvriers moins conscients ont surtout subi les effets du découragement et de la démoralisation provoqués par la social-démocratie, et voté pour des partis d'opposition bourgeois, le « Parti de la Liberté et du Progrès » (l'ancien parti libéral, qui rêve de rassembler toutes les classes moyennes conservatrices) et les nationalistes flamands de la *Volksunie*.

Sur les 470.000 voix perdues par le P.S.B., on peut dire qu'un tiers est allé à gauche et deux tiers à droite. Dans ce sens, le trait dominant des élections a été incontestablement une poussée à droite, avec comme tendance secondaire, la cristallisation à l'extrême-gauche d'un courant ouvrier radicalisé. Cependant, ces chiffres bruts exagèrent quelque peu l'ampleur de la poussée à droite. En Wallonie, où il y avait pratiquement partout des listes à gauche du P.S. pour lesquelles les ouvriers pouvaient voter avec des chances raisonnables de « voter utile », plus de 50 % des voix perdues par le P.S. se sont portées vers la gauche. A Anvers, la seule ville flamande où il y avait une situation analogue, plus de 70 % des voix perdues par la social-démocratie vont à gauche (à Liège, le pourcentage est 65 %). Mais dans le reste de la Flandre, il n'y avait pas une véritable alternative pour les travailleurs. Le P.C. y est extrêmement faible, n'obtenant que 1 ou 2 % et souvent même moins de 1 % des votes. Il n'y avait pas de liste socialiste de gauche. Ceci a eu pour effet que plus de 85 % des voix perdues par le P.S. sont allées vers la droite, ce qui modifie profondément la moyenne nationale. *Le fond du problème, c'est que les électeurs socialistes abandonnant la social-démocratie ont voté à gauche, partout où ils avaient une possibilité de le faire efficacement.*

Les listes à gauche du P.S.B. ont doublé leur force électorale. En 1961, le P.C. avait obtenu 160.000 voix. Maintenant, l'ensemble de ces listes obtient près de 330.000 voix. Ce fait prouve sans conteste qu'il existe un courant de radicalisation incontestable au sein des masses laborieuses, même s'il ne s'agit encore que

d'un courant minoritaire (pour l'ensemble des électeurs, le pourcentage des voix obtenu par l'extrême-gauche passe de 3 à 6 %). Cependant, la représentation parlementaire de l'extrême-gauche n'augmente pas exactement dans les mêmes proportions.

Le parti socialiste de gauche, qui a été fondé quelques mois avant les élections, était placé devant des difficultés insurmontables pour effectuer une participation efficace à la campagne électorale. Il a essayé de résoudre ces difficultés en formant partout un cartel électoral avec le P.C. khrouchtchévien (après avoir appelé le P.C. pro-chinois à participer à ce cartel, mais ce parti refusa net), sauf dans les arrondissements de Liège et de Verviers. Dans ces deux districts il a obtenu 24.000 voix contre 55.000 pour le P.C. (qui en avait 40.000 en 1961). Il est assez difficile d'estimer le nombre de voix obtenues par les socialistes de gauche dans le reste du pays en raison du cartel. Le seul point de référence est celui des élections de 1961 ; mais à ce moment, le P.C. n'avait pas encore été divisé entre « khrouchtchéviens » et « pro-chinois ». On peut considérer que toutes les voix obtenues en 1965 par le P.C. pro-chinois, sont d'anciennes voix communistes de 1961. On peut, par ailleurs, supposer que même sans cartel avec les socialistes de gauche, le P.C. aurait gagné des voix à ces élections, mais dans une mesure variable de région à région. On arrive à la conclusion que les socialistes de gauche ont vraisemblablement remporté environ 60.000 voix (dont 24.000 à Liège, 13.000 à Bruxelles, 12.000 à Namur, 7.000 dans le Hainaut). Le P.C. pro-chinois a remporté 24.000 voix pour l'ensemble du pays ; le « Front Wallon » également 24.000 voix ; la liste Camille Huysmans, à Anvers, 16.000 voix. Le P.C. khrouchtchévien a donc reçu lui-même un peu moins de 200.000 voix, soit un progrès de 25 % par rapport aux élections de 1961.

***

Il est intéressant d'examiner les « votes de préférence ». L'électeur belge peut voter de deux différentes façons : soit en tête de liste, soit pour un candidat individuel. La majorité des électeurs ouvriers votent en tête de liste. Aux élections pour la Chambre des Députés à Bruxelles, le cartel « Union de la Gauche Socialiste-Parti Communiste » a obtenu 30.500 voix, dont 23.500 voix en tête de liste et 7.000 voix de préférence. Celles-ci se partagent de manière égale entre les candidats socialistes de gauche et les candidats du P.C., le premier candidat socialiste de gauche, Pierre Le Grève, obtenant le chiffre le plus élevé (2.300) et battant de peu l'ancien député communiste Moulin. Les candidats socialistes de gauche sur les listes de cartel dans d'autres régions totalisent des milliers de voix (tête de liste au Sénat à Nivelles : 1.000 voix ; tête de liste au Sénat de Charleroi : 2.000 voix ; tête de liste à la Chambre à Namur : 7.000 voix ; tête de liste à la Chambre à Soignies : 1.000 voix, etc.) ce qui démontre en tout cas qu'une fraction importante des voix du cartel est due à des voix socialistes de gauche.

***

Les socialistes de gauche ont mené leur campagne électorale en général sur une ligne de classe, et leur programme — pratiquement partout indépendant de celui du P.C. avec lequel ils formaient cartel — fut, de loin, le programme le plus à gauche présenté aux électeurs. A Bruxelles, Nivelles, Charleroi, Soignies, Thuin, la campagne fut axée sur les idées « Contre le gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, gouvernement des travailleurs. Nationalisation des charbonnages, du gaz, de l'électricité, de l'industrie du pétrole, des banques, des compagnies d'assurances, des holdings et de toutes les sociétés de crédit. Contrôle ouvrier. Quittons l'O.T.A.N., Appui complet à la lutte d'émancipation des peuples coloniaux. Hors du Vietnam et de Saint-Domingue, les troupes américaines. Service National de Santé, etc. » Dans les publications électorales communes du P.C. et des socialistes de gauche, l'opposition des deux lignes du front fut frappante. Ainsi, un journal électoral répandu dans les ménages à Charleroi comportait face à face un appel du P.C. et un appel du Parti Wallon des Travailleurs. Le premier avait pour manchette : « Le Parti Communiste vous pose les questions suivantes ». Le deuxième comportait la manchette que voici : « Le Parti Wallon des Travailleurs appelle les ouvriers à arracher par leur action... ». Le programme minimum commun des deux partis fut considérablement radicalisé sous la pression des socialistes de gauche, les com-

munistes incluant finalement les formules du gouvernement des travailleurs, du contrôle ouvrier, de la sortie de l'O.T.A.N., et des réformes de structure anti-capitalistes, auxquelles ils avaient résisté pendant des années.

En pleine campagne électorale, la question d'une manifestation contre l'intervention de l'impérialisme américain au Vietnam fut posée. Le P.C. khrouchtchévien accepta l'idée d'une manifestation commune de toutes les forces de gauche (y compris le P.C. « pro-chinois »), mais voulut des mots d'ordre « souples » comme « Paix au Vietnam » ou « Négociations de paix au Vietnam ». Le P.C. pro-chinois eut en général des mots d'ordre plus militants (« Hors du Vietnam, les troupes américaines »), mais opposa un refus sectaire à toute manifestation commune avec le P.C. khrouchtchévien. Les socialistes de gauche défendirent l'idée d'une manifestation unitaire, mais sur des mots d'ordre anti-impérialistes justes. Les pro-chinois manifestèrent d'abord seuls, le 24 avril ,et ne purent mobiliser que quelque 250 manifestants. Finalement, le 15 mai, la manifestation eut lieu sur la ligne juste imposée par les socialistes de gauche, le P.C. pro-chinois étant obligé de participer lui aussi. Il y eut 1.500 manifestants.

En général, l'apparition d'un nouveau parti *à gauche* du P.C. krouchtchévien, mais sur une ligne non sectaire, place à la fois les réformistes et les pro-chinois dans une situation embarrassante. Ils se tirent d'embarras en le qualifiant de « trotskyste ». « Voilà où les choses en sont arrivées », écrit *Le Peuple,* quotidien du P.S., au lendemain de la manifestation de solidarité avec le peuple vietnamien : « les khrouchtchéviens et les pro-chinois manifestent sous la direction des trotskystes ». *La Voix du Peuple,* l'hebdomadaire du P.C. pro-chinois, attaque en première page les khrouchtchéviens pour « avoir dégénéré au point de faire élire un député trotskyste à Bruxelles », mais attaque, quelques pages plus loin, les socialistes de gauche pour avoir « pour des raisons électoralistes formé une alliance avec les khrouchtchéviens avec lesquels ils sont en désaccord ».

Henri VALLIN.

# Aidez "Quatrième Internationale" !

# Aidez la diffusion de notre revue !

Une publication comme la nôtre a besoin de l'aide de tous ses lecteurs. Tout d'abord, l'aide, sous la forme d'un abonnement, car les abonnements assurent, beaucoup mieux que la vente au numéro, les rentrées nécessaires pour couvrir les dépenses d'impression et d'expédition qui vont, hélas, toujours croissant. Dépêchez-vous de vous abonner, avant que nous ne soyons contraints d'augmenter nos tarifs et notre prix de vente, en correspondance avec la hausse des prix d'impression et d'expédition.

Aidez-nous aussi à trouver de nouveaux abonnements. Fournissez-nous des noms et des adresses pour la prospection.

Abonnement : un an (4 numéros) ..... 11 F

Abonnement de soutien ..... 15 F

Abonnement étranger ..... équivalent de 3 dollars
(plus frais postaux pour expédition par avion)

Faites un service de « Quatrième Internationale » comme abonné possible à :

Nom : ..... Adresse : .....

Nom : ..... Adresse : .....

Nom : ..... Adresse : .....

**En vente aux Publications de « QUATRIEME INTERNATIONALE »**

**Léon TROTSKY.** — ECRITS 1928-1940 (**tome I** : L'exil, Staline théoricien, le premier plan quinquennal.) 10 F

**Léon TROTSKY.** — ECRITS 1928-1940 (**tome II** : Où va la France ?) 5 F

**Léon TROTSKY.** — ECRITS 1928-1940 (**tome III** : La tragédie de la classe ouvrière allemande en 1933, la révolution espagnole 16 F
(Les trois tomes ensemble : 25 F)

**Léon TROTSKY.** — La révolution trahie (réédition de 1961) .. .. 9 F

Les Bolchéviks contre Staline (1923-1928)
(Cours Nouveau, de L. Trotsky ; la plate-forme de l'Opposition de gauche Trotsky-Zinoviev ; les « dangers professionnels du pouvoir », de C. Rakovsky) .. .. .. .. .. .. .. .. .. 4 F

**M. Pablo.** — Dictature du prolétariat, démocratie, socialisme .. .. 4 F

Le dossier de la « déstalinisation » (le rapport Khrouchtchev au 20e Congrès, commenté par la IVe Internationale, et plusieurs documents et articles), édité en 1956 .. .. .. .. .. .. .. .. 2 F

**Après de Gaulle ?** une brochure éditée par le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IVe Internationale) 1 F

**« Quatrième Internationale »**, numéros spéciaux:

Le 5e Congrès Mondial de la IVe Internationale (1957) .. .. 2 F

Le 6e Congrès Mondial de la IVe Internationale (1961) .. .. 2,50 F

Le Congrès Mondial de Réunification (1963) .. .. .. .. .. .. 3 F

et tous autres livres : Littérature et Révolution de Trotsky ; Biographie de Trotsky, de I. Deutscher ; Traité d'économie marxiste, de E. Mandel ; etc.

Commandes à Pierre FRANK, 21, rue d'Aboukir, Paris 2e.

Compte Chèques Postaux C.C.P. Pierre FRANK 12648-46 Paris.

Directeur de la publication : Pierre FRANK

Diffusé par N.M.P.P.

Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris (12e)

Imprimé en France
Prix : 3 F
Prix pour l'Afrique du Nord : 2 F